

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1944.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1912 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

I. — POLITIQUE COLONIALE.

La Belgique poursuit résolument sa politique coloniale, consciente de la haute mission civilisatrice qu'elle a acceptée en Afrique, et décidée à remplir tous les devoirs qui en découlent pour elle.

Si l'on considère les principes élevés qui doivent guider l'attitude d'un peuple supérieur vis-à-vis d'un peuple inférieur, on doit reconnaître que l'orientation nouvelle est à l'abri de toute critique; elle s'inspire de saines notions d'économie politique, plaçant à l'avant-plan les trois facteurs indispensables au progrès économique : le commerce libre, le travail libre et la diffusion de la monnaie.

Dans cette voie, notre œuvre coloniale peut se développer rapidement à la condition que les procédés administratifs soient à la hauteur de la tâche.

La Belgique ne se laissera détourner de sa mission, ni par les difficultés de l'entreprise, ni par les bruits du dehors.

Un accord récent, négocié entre deux Puissances possessionnées au centre de l'Afrique, a donné lieu à de vives polémiques : il a suscité d'importantes

(1) Budget, n° 5.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. d'HUART, DE LAIEUX, VAN LIMBURG STIRUM, TIBBAUT, DE JONGHE D'ARDOYE, DESADELEER.

discussions dans les parlements étrangers. La Belgique a pu les suivre avec attention, mais sans inquiétude. Il conviendra sans doute à M. le Ministre des Affaires étrangères de donner à la Chambre des renseignements sur la portée de l'accord intervenu. Quant à nos droits, nés d'une initiative royale géniale, raffermis par le dévouement, l'esprit de sacrifices, l'héroïsme de milliers de nos concitoyens, et consacrés par les traités, ils sont en dehors de toutes discussions.

*
* *

Il serait oiseux d'étudier à nouveau les principes, que M. le Ministre des Colonies a eu le grand mérite de mettre à la base de la politique coloniale et qui en ont changé la physionomie en un court espace de temps; ils ont été déjà l'objet de l'examen de la Chambre; il suffira de s'arrêter à quelques points d'application.

La liberté commerciale, qui existe dans toute la Colonie, a acquis de nouvelles garanties par les arrangements qui ont mis fin à plusieurs grandes concessions, notamment par les arrangements avec la Compagnie du Kasai, la Société « l'Abir » et la Société « l'Anversoise ».

La récolte libre des produits domaniaux n'est plus limitée que dans la dernière des zones, qu'il serait souhaitable de voir ouvrir, si possible, avant le terme fixé du 1^{er} juillet prochain. Elle s'étend aussi à tout le Katanga, dont le tiers était concédé en pleine propriété à la Compagnie du Katanga. Malheureusement elle reste interdite dans la grande zone de huit millions d'hectares concédée à la Société des Grands-Lacs et dont l'exploitation, pour compte commun de la Société et de la Colonie, reste confiée au Gouvernement colonial.

On est unanime à souhaiter que cette situation conventionnelle soit modifiée. La discussion parlementaire de la dernière session, qui a précédé l'autorisation donnée à la Compagnie des Grands-Lacs pour l'augmentation de son capital de 25 millions, l'a suffisamment démontré. On pouvait penser que, pour aboutir plus aisément à un nouvel arrangement, il eût été opportun de profiter de la circonstance qui donnait au Parlement le droit d'intervention; l'idée en avait été exprimée, mais M. le Ministre a préféré remettre ces négociations. Il résulte d'une réponse de M. le Ministre que la situation n'a pas changé, quoiqu'elle soit peu en harmonie avec les principes de la politique nouvelle.

La Section centrale a posé à M. le Ministre la question suivante :

Question.

« M. le Ministre a-t-il trouvé une combinaison modifiant les stipulations de la convention qui charge la Colonie de faire l'exploitation agricole, à bénéfices communs, des terres faisant l'objet de la concession de la Compagnie des Grands-Lacs ? »

Réponse.

« La question est à l'étude. »

La Section a posé une question complémentaire :

Question.

« M. le Ministre peut-il indiquer à la Section centrale le coût de cette exploitation, les procédés d'exploitation et les résultats obtenus ? »

Réponse.

« 1° Le coût de cette exploitation est évalué à raison de fr. 4.95 par kilogramme de caoutchouc et de fr. 7.50 par kilogramme d'ivoire vendu à Anvers pour compte commun de la Colonie et de la Compagnie des Grands-Lacs. Ces prix-respectifs constituent un forfait accepté par les deux parties, étant donnée l'impossibilité de déterminer exactement le chiffre des dépenses faites pour la mise en valeur des dits territoires par suite de la coopération du personnel chargé de la récolte des produits domaniaux, dans ces régions, à divers services territoriaux de la Colonie.

» 2° La récolte des produits domaniaux se fait par voie d'apports volontaires.

» 3° Les résultats obtenus sont les suivants :

» En 1910 : 90,491 kilogrammes de caoutchouc frais et 2,245 kilogrammes d'ivoire.

» En 1911 : d'après les derniers renseignements connus, à ce jour, à l'Administration centrale (soit six mois pour la partie des territoires comprise dans la zone des Stanley-Falls et quatre mois pour celle faisant partie de la zone du Haut-Ituri), 37,177 kilogrammes de caoutchouc frais et 378^{kil}750 d'ivoire. »

*
* * *

Quand on examine le régime auquel est soumis le territoire, on doit tenir compte des nouvelles concessions qui amènent la constitution de domaines privés cadrant mal, par leur étendue, avec l'orientation économique de notre politique coloniale. Il en est ainsi de la concession, faite, au cours de la session dernière, à la firme Lever et qui lui permet, moyennant des conditions d'occupation et de plantation, l'acquisition en pleine propriété de plusieurs blocs comportant ensemble 750,000 hectares.

La constitution de ce vaste domaine présente des inconvénients analogues à ceux qu'offrent les monopoles; elle est de nature à gêner la concurrence, qui est le grand stimulant du progrès et qui apporte aux pays nouveaux les concours nombreux et divers, indispensables à leur mise en valeur.

Dans son dernier rapport sur l'exercice 1910, le Secrétaire du Département de l'Intérieur des États-Unis attribuait le développement extraordinairement rapide de ce vaste pays à la politique hardie de la plus complète liberté. « Les États-Unis, disait-il, doivent en grande partie leur prospérité à la liberté de prospection et d'acquisition de terres... Ici, comme dans les lois sur la vente des terres, la libéralité du Gouvernement a sa récompense dans la prospérité matérielle du peuple... Cela est vrai pour les terres

comme pour les mines... C'est le public qui doit veiller à la mise en valeur la plus productive des terres. »

Tout ce qui se rapproche de loin ou de près de la conception du monopole est néfaste. Il en est également ainsi des cultures de rapport faites en régie par le Gouvernement et qui ne correspondent pas à un service d'utilité publique, telles les grandes plantations d'essence à caoutchouc; elles sont doublement préjudiciables; non seulement elles absorbent la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises privées, mais elles font sortir l'État de la sphère de son activité propre.

Or sa mission publique est suffisamment lourde pour qu'il n'en détourne pas son attention pour des services accessoires. Il doit assurer avant tout l'ordre et la paix, qui sont les bases indispensables à toute action économique; il doit aussi faciliter la pénétration et le rayonnement de l'initiative privée en ouvrant le pays par l'outillage économique, en guidant les premiers efforts des colons par des expériences et des conseils, en initiant les indigènes aux notions d'une vie économique, intellectuelle et morale plus élevée.

Aussi doit-on souhaiter que la Colonie abandonne au plus tôt les plantations en régie, qui ne servent pas à un but d'étude pratique et d'enseignement; elles ne trouvent leur justification ni dans des considérations fiscales ni dans des considérations plus générales d'économie politique. L'expérience a suffisamment démontré qu'elles conduisent à de lamentables insuccès, et, s'il en était dressé un compte spécial sous forme de bilan, il démontrerait, sans nul doute, que les résultats financiers sont ruineux.

Le Budget de Dépenses et Recettes pour ordre comprend, à l'article 16, un crédit de 1,000,000 de francs, justifié comme suit : fonds spécial créé au moyen de la perception de la taxe de plantation d'essences à caoutchouc. C'est donc la continuation du régime des entreprises fiscales dont on doit assurer résolument l'abandon.

Il faut que la Colonie se dégage de ces liens qui gênent l'accomplissement de sa tâche gouvernementale et qui nuisent au développement de l'esprit d'entreprise.

Le personnel colonial qui y est attaché pourrait aisément trouver un emploi plus judicieux; il pourrait développer parmi les indigènes les cultures vivrières et industrielles qui doivent pourvoir à l'alimentation de la population et développer les éléments de transaction commerciale; il pourrait aussi être affecté aux expériences culturelles qui doivent guider les indigènes et les colons vers l'activité agricole.

Jusqu'ici il n'existe qu'une seule espèce de plantation de rapport introduite avec quelque succès : la plantation du cacaoier. Il manque de données expérimentales, de notions agricoles et économiques sur d'autres ressources agricoles, telles que l'exploitation régulière et la plantation du palmier élaïs, l'arbre le mieux acclimaté au Congo. C'est une lacune d'autant plus regrettable que l'avenir de la colonie repose sur la mise en valeur du sol.

II. — SITUATION FINANCIÈRE.

Le Budget général des Recettes et des Dépenses du Congo pour l'exercice 1912 est présenté dans trois projets de loi distincts, comprenant chacun un Budget spécial, à savoir : le Budget des Voies et Moyens, qui atteint le chiffre de 45,367,639 francs; le Budget des Dépenses ordinaires, s'élevant à 49,720,310 francs et amenant un excédent des dépenses ordinaires sur les recettes ordinaires de 4,352,671 francs, excédent qui n'est pas couvert par des ressources indiquées; le Budget des Dépenses extraordinaires, s'élevant à fr. 16,818,660.21 et se couvrant par l'emprunt.

Le Budget général, par son mouvement de recettes et de dépenses, devrait être le reflet de la vie économique de la Colonie; il devrait permettre de juger, par les chiffres, de son état actuel, du développement et du rendement de ses procédés administratifs. Il solliciterait d'autant plus l'attention des pays et des chambres qu'il se présenterait sous une forme plus simple et plus claire, et il contribuerait ainsi à développer les sympathies pour l'œuvre congolaise.

Malheureusement, suivant les errements anciens, le groupement des chiffres est fait de telle sorte qu'il rend l'analyse du Budget bien difficile, sinon impossible, et qu'il empêche toute appréciation concluante.

Nous signalerons trois lacunes qu'il conviendrait de combler pour permettre un jugement raisonné sur la marche des affaires coloniales : l'absence de comptes séparés des régies, l'absence de budgets régionaux, la confusion des recettes et des dépenses ordinaires et extraordinaires.

1° Absence de comptes séparés des régies.

A l'article 17 des Voies et Moyens figure une recette de 3 millions 420,000 francs libellé comme suit : exploitation de mines; aux articles 55 à 61 du Budget de Dépenses figurent, sous la rubrique : mines, des crédits montant ensemble à 1,613,062 francs.

Cette simple juxtaposition de chiffres présentés dans des budgets différents laisserait croire, à première vue, que l'exploitation donne un important bénéfice de 1,806,938 francs.

Mais pour juger du résultat, il faudrait un compte séparé, présenté dans la forme d'un bilan industriel et tenant compte de tous les éléments de dépense et de dépréciation.

Quand un industriel crée une usine, il l'inscrit à son bilan et il l'amortit sur les exercices ultérieurs. Il devrait en être de même des entreprises de rapport faites par la Colonie; il faut que l'on connaisse leur situation financière et le contrecoup sur les finances coloniales. Elles constituent des expériences qui peuvent avoir leur importance pour déterminer le mode d'exploitation d'autres gisements.

Le rapport nous montre les prospections que la Colonie organise sur l'Ituri, l'Aruwimi et l'Uele; il nous annonce la prochaine mise en valeur des gisements aurifères et l'emploi de 3,000 ouvriers. Ne conviendrait-il pas, pour ne pas marcher à l'aveugle, de connaître le résultat financier des exploitations en cours?

Ainsi au Budget extraordinaire du Congo pour l'exercice de 1910, on voit figurer un crédit de 342,520 francs libellé comme suit : pour couvrir les frais d'une mission de prospections minières pendant l'exercice 1910 et le solde des dépenses engagées pour l'acquisition et le transport d'une drague destinée à l'exploitation minière de Kilo. Aux divers budgets extraordinaires figurent des crédits libellés comme suit : Exploitation d'Aruwimi, traitements, indemnités, entretien, frais de voyage et de transport du personnel blanc; salaires, entretien, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir; outillage, matériel et dépenses diverses. Il est bien d'autres crédits au Budget extraordinaire qui peuvent concerner le service des mines, tels les crédits affectés à la construction d'habitations et de bâtiments; mais il serait impossible de les déterminer et de les grouper.

La Section centrale a cru devoir s'adresser à M. le Ministre pour obtenir le budget spécial des entreprises économiques faites en régie; elle envisageait plus particulièrement les mines de Kilo; mais la même demande aurait pu se faire pour les plantations fiscales et aussi pour le service des transports qui, avec le produit d'arrangements avec des sociétés et divers, donne la recette importante de 2,827,000 francs.

La réponse ministérielle, quoique elle soit négative, laisse cependant espérer que le prochain budget sera présenté sous une forme plus rationnelle.

Question.

« M. le Ministre ne peut-il donner, sous forme de bilan industriel, un budget séparé des entreprises économiques faites en régie, notamment de l'exploitation de l'or à Kilo? »

Réponse.

« Un bilan industriel ne pourrait être établi en ce moment pour les entreprises économiques faites en régie et notamment pour l'exploitation de l'or à Kilo; c'est en mai dernier qu'il a été décidé de tenir une comptabilité séparée des autres services de la Colonie, afin de fixer, d'une manière absolument exacte, le prix de revient du kilogramme d'or. »

2° Absence de budgets régionaux.

Il n'est pas possible de se rendre compte actuellement, par l'examen du Budget, de la situation des diverses régions de la Colonie; cependant il existe entre elles des différences considérables, tant au point de vue des

populations et des ressources qu'au point de vue de leur développement administratif et économique. Le Bas-Congo est bien plus avancé que le Haut-Congo, et le Katanga se présente dans des conditions tellement spéciales, qu'il a été organisé en un gouvernement général.

Si l'on consulte les budgets, tout s'y mêle comme s'il n'existait pas un intérêt réel à trouver, dans le groupement des chiffres, l'état d'avancement de chaque région. Cette observation budgétaire touche à la grande question de la décentralisation, qui est digne de toute notre attention et que nous examinerons plus loin.

3° Confusion des recettes et des dépenses ordinaires et extraordinaires.

La distinction entre les dépenses extraordinaires et les dépenses ordinaires présente des difficultés d'application. L'on peut y attacher moins d'importance au début d'une entreprise coloniale qui comporte nécessairement les frais de mise en train et de premier établissement, et l'on comprend aisément que, pour suffire aux dépenses ordinaires, il faille recourir non seulement aux ressources de l'année budgétaire, mais aussi aux capitaux constitués précédemment.

Toutefois il importe de signaler, sans y attacher la portée d'une critique, la confusion qui se fait, cette année, entre recettes ordinaires et extraordinaires.

Le Budget général pour 1912 doit s'alimenter des recettes de l'exercice visé et il se solderait normalement en équilibre si les recettes de l'exercice 1912 suffisaient à couvrir les dépenses de 1912. En effet, un budget n'est pas un inventaire, ni un bilan dressé sur inventaire; il ne constitue qu'une balance des recettes et des dépenses de l'année. S'il accuse un déficit, on peut le combler soit en recourant à l'emprunt, soit en affectant des capitaux de réserve formés au cours d'exercices antérieurs. Mais il faut qu'on l'indique.

Le déficit accusé pour 1912 est de 4,352,671 francs; mais il serait plus élevé si l'on n'avait ajouté à la prévision des recettes annales les recettes dérivant des stocks constitués avant 1912.

Parmi les recettes figurent normalement l'ivoire, le caoutchouc et l'or qui seront récoltés en 1912, mais on y ajoute encore l'or, le caoutchouc et l'ivoire récoltés avant 1912 et qui existeront en stock dans les magasins d'Anvers au 1^{er} janvier 1912; on y ajoute aussi l'or qui, à cette date, sera en cours de transport.

Les chiffres sont importants; ils sont respectivement pour l'or, le caoutchouc et l'ivoire de 4,090,625, de 4,979,744 et de 1,140,000, soit au total de 10,210,369 francs. Si l'ensemble de ces recettes exceptionnelles n'étaient ajoutées aux recettes courantes, le déficit budgétaire serait de 14,563,040 francs.

Ces recettes ne se représenteront plus pour les exercices subséquents; il faut donc en faire abstraction si l'on veut calculer les ressources sur lesquelles la Colonie peut compter pour faire face aux dépenses de l'avenir. Elles pour-

rout être éventuellement remplacées par d'autres capitaux de réserve qui deviendraient disponibles.

On ajoute aussi à ces recettes le produit exceptionnel de la vente des marchandises au Congo, marchandises composant le stock du ravitaillement devenu sans emploi, soit 3,000,000 de francs; mais il a partiellement pour contre-partie l'augmentation des dépenses provoquées par la suppression du ravitaillement.

*
* *

L'une des causes du déficit budgétaire est la diminution des recettes provoquée par l'instauration de la nouvelle politique coloniale. Les produits domaniaux ont été abandonnés à la récolte libre, sauf dans la troisième zone. Suivant les prévisions budgétaires, les produits du domaine, impôts en nature et produits récoltés sont en diminution, sur l'exercice antérieur, de 7,474,405 francs; et l'impôt en argent qui doit les remplacer n'est en augmentation que de 2,500,000 francs.

De plus, par suite des arrangements faits avec les sociétés concessionnaires le rendement des portefeuilles est en diminution de 3,004,650 francs; mais, parmi les valeurs existant encore, il faut citer l'indemnité de 10,000,000 de francs stipulée dans la convention avec la Compagnie du Kasai, les droits litigieux de la fondation de Niederfulbach et les droits importants que la Colonie possède dans les diverses compagnies de chemins de fer, dans l'Union minière et dans le Comité spécial du Katanga, droits dont le rendement concerne plutôt l'avenir.

La dépression financière que devait entraîner le changement du régime économique se fait sentir plus spécialement sur le présent budget. Les recettes ne connaîtront plus à l'avenir ces brusques chutes. Les produits domaniaux n'entrent plus dans les prévisions de recette que pour 2,886,595 francs; d'autre part, la recette de l'ivoire, qui tend à diminuer considérablement et dont la base devrait être remaniée, n'est plus évaluée qu'à 2,220,625 francs.

Le régime fiscal peut suivre désormais son cours normal sans devoir redouter de brusques bouleversements: il est à espérer que l'impôt en argent et les autres impositions basées sur l'activité économique de la Colonie formeront une source de plus en plus féconde de recettes budgétaires.

Une autre cause du déséquilibre budgétaire est l'augmentation des dépenses, marchant en sens inverse des recettes. L'explication s'en trouve dans l'histoire même de notre Colonie et aussi dans l'application de procédés imparfaits d'administration coloniale, notamment dans la centralisation qui survit inutilement à la période militaire de prise de possession.

Les grands pays coloniaux ont pu constituer leur empire colonial par des procédés de pénétration lents et moins coûteux. L'Angleterre a généralement pris pour point de départ de sa conquête coloniale l'action des agents commerciaux; ou bien elle leur laisse pleine liberté, leur attribuant les pouvoirs de l'autorité publique sous forme de charte, c'est le cas pour la

British South Africa Chartered Cy ; ou bien elle place une région dans la sphère d'influence britannique, se confiant dans le prestige de sa force pour écarter les compétitions et organisant, non une occupation immédiate, mais une prise de contact progressive. C'est le cas pour le Kordofan dont l'accès reste interdit aux étrangers jusqu'à l'achèvement du chemin de fer de El Obéid.

L'État du Congo n'a pu procéder de la sorte ; il n'a pu se constituer qu'en appuyant ses droits sur une occupation immédiate de tout le territoire, et l'on comprend que cette voie conduise à des frais considérables de premier établissement.

Mais l'augmentation anormale des dépenses a une autre cause qu'il est en notre pouvoir de faire disparaître ; la centralisation excessive qui étouffe toute vie locale par le fonctionnarisme, le formalisme et la paperasserie.

Le rapport de la Section centrale de l'année précédente a montré la part considérable que les frais de pure administration prennent dans la progression des dépenses coloniales. Il est inutile d'y revenir autrement que pour y appeler encore une fois l'attention et pour chercher à nouveau le remède à une tendance dangereuse.

*
* *

Il faudra instaurer au plus tôt un régime de décentralisation qui utilise mieux tous les concours et qui appelle la vie économique dans toutes les régions. Non seulement les sacrifices financiers y trouveront un plus grand rendement, mais la prospérité de la Colonie y trouvera un puissant stimulant.

Le raffermissement financier de la Colonie est une œuvre de longue haleine, et l'on ne peut entrevoir encore la fin du déséquilibre budgétaire. Dès lors, le problème financier qui s'est posé dans tous les pays colonisateurs doit solliciter notre attention.

La rente congolaise, dont l'émission augmentera avec les grands travaux économiques et les dépenses administratives, se place aisément en ce moment. On le doit non seulement au concours d'un puissant établissement financier, mais aussi à la confiance que le public place dans la Colonie et dans la responsabilité morale de la Belgique vis-à-vis de la Colonie.

Mais on peut se demander si ce placement du 4 % congolais n'est pas de nature à contribuer, dans une certaine mesure, au délaissement de la rente belge ; et, s'il en était ainsi, on pourrait se demander si le pays n'aurait pas intérêt à atténuer ce dualisme ou à le supprimer, soit en rapprochant le taux de l'intérêt des deux dettes, soit en assumant la responsabilité légale de la dette coloniale.

III. — BUDGET EXTRAORDINAIRE. FONDS SPÉCIAL.

Le Budget extraordinaire comprend des dépenses que l'exposé classe en quatre catégories : celles résultant du traité de cession du Congo à la Belgique, celles destinées à accroître l'outillage économique de la Colonie, celles qui, sans être productives, n'ont pas moins pour résultat d'enrichir la Colonie, tant au Congo qu'en Belgique, et celles qui sont occasionnées par la délimitation des frontières.

Il est inutile de s'attarder au détail des dépenses et à leur caractère extraordinaire. Dans des périodes de début, une certaine élasticité s'explique aisément. Il suffira de jeter un coup d'œil sur quelques articles spéciaux.

Nous avons déjà fait remarquer que le Budget extraordinaire comprend plusieurs articles relatifs à des entreprises fiscales, tel le crédit de 805,860 francs pour les prospections minières, création et installation de chantiers d'exploitation. Ils devraient être complétés par un bilan industriel qui présente, sous un aspect clair, l'état et le rendement des exploitations.

Deux articles importants concernent la mise en valeur agricole de la Colonie : un crédit de 4,890,300 francs relatif à la création de centres agricoles et d'élevage, et un crédit de 3,750,000 francs relatif au fonds d'immigration et aux dépenses diverses d'installation au Katanga. On peut apercevoir ici l'étendue de la mission agricole de la Colonie et l'importance des sacrifices qu'elle entraîne ; nous aurons à nous demander plus loin si, pour bien l'accomplir, il était opportun de renoncer à des concours financiers imposés par des conventions.

Au Budget extraordinaire figure aussi le crédit de 3,300,000 francs formant la quatrième annuité du Fonds spécial de 50,000,000 de francs, créé par le § 3 de l'article 4 de l'Acte additionnel au Traité de cession du Congo à la Belgique.

On connaît l'affectation que le Roi a donnée aux annuités antérieures et qui se justifie à la fois par des considérations d'humanité et par le souci de hâter le développement économique du Congo.

Le rapport de 1914, imitant en cela les rapports antérieurs, détaille l'emploi de la troisième annuité. On sera unanime à l'approuver ; il concerne les pensions civiques des citoyens belges qui, dans des conditions déterminées, ont été au service de l'État Indépendant ou du Comité spécial, les secours aux veuves et parents besoigneux de ces personnes, l'indemnité de voyage aux femmes de magistrats ou d'agents, et aux religieuses, les subsides aux missions belges enseignantes, les indemnités de séjour de convalescence, etc.

Une somme de 1,250,000 francs a été affectée à l'hygiène du Congo belge, aux hôpitaux des noirs et divers.

On ne peut assez se soucier de la conservation intacte des forces du travail. L'hygiène doit être la première préoccupation de la Métropole. Elle permet aux agents blancs de garder la santé et la vigueur qui forment la première condition d'une collaboration utile. Elle favorise la résistance des populations noires aux maladies qui les déciment si cruellement. Le Gouvernement, de son côté, poursuit sa lutte contre la maladie du sommeil qui reste un sujet de grande inquiétude; dans certaines régions, le mal semble arrêté dans sa marche, dans d'autres, il continue ses ravages; à défaut de remèdes curatifs, il faudra développer énergiquement l'emploi de remèdes préventifs; aucun sacrifice ne sera trop grand; il s'agit de sauver la population, qui doit être le premier objet de nos préoccupations et sans laquelle la Colonie n'aurait pas d'avenir économique.

La Chambre sera unanime à saluer avec reconnaissance le concours qu'apporte, cette année, à la lutte contre la maladie du sommeil l'œuvre si populaire de la Fleur de la Reine. La vente de l'edelweiss a atteint 240,000 francs. Sa Majesté la Reine, en expliquant la destination congolaise de cette somme, a pu, avec raison, exprimer la ferme conviction que l'œuvre « concourra de cette manière à soulager une grande misère et « répondra aux sentiments si généreux des nombreux Belges qui y ont « participé ». Nous formons le vœu que le sanatorium modèle de Léopoldville, facilitant les travaux de la science et guidant à travers la Colonie l'action méthodique des médecins, des missionnaires et d'infirmiers noirs, réussisse à barrer la route au terrible fléau.

Un crédit de 25,000 francs est accordé sur l'annuité pour favoriser le mariage des femmes indigènes unies à des polygames. Il semble s'inspirer d'une préoccupation éminemment sociale. Il n'est guère possible de briser le cadre social indigène, de modifier brusquement l'organisation de la famille et les mœurs qui la caractérisent. Supprimer en une fois la polygamie, ce serait révolutionner tout le centre de l'Afrique d'une manière violente, ce serait provoquer des réactions. Une action lente mais progressive se recommande pour amener les races primitives à une conception plus élevée de la vie. On doit assurer à la monogamie une protection spéciale et de légitimes avantages; mais il faut faire en sorte que la libre sortie d'une femme de l'état de bigamie puisse s'opérer sans une trop grande lésion des intérêts du mari polygame, qui considère ses femmes comme une propriété et qui protesterait contre la perte de ses droits sans indemnité. Le crédit de 25,000 francs favorisera une évolution morale que les missionnaires poursuivent avec un admirable dévouement et qui aura une influence bienfaisante sur le développement de la population du Congo.

La couronne a affecté 600,000 francs à l'expérience et à l'installation de la télégraphie sans fil; elle suit ainsi le plan d'outillage économique dont les lignes sont nettement tracées et dont l'exécution a le grand mérite d'être prompte.

Non seulement les agents coloniaux et les voyageurs se sentaient séparés du reste du monde, mais les commerçants étaient lésés dans leurs intérêts vitaux; ils ne pouvaient connaître avec certitude l'état des marchés, qui est à la base de toute activité commerciale, ni se renseigner d'avance sur l'arrivée des bateaux qui devaient emporter ou apporter des marchandises.

Les postes de Banana et de Boma communiquent déjà ou communiqueront bientôt avec tous les grands centres de l'intérieur du Congo, avec les navires en cours de route sur l'océan et avec les points d'attache des câbles sous-marins. Pour se rendre compte de l'utilité d'une communication rapide entre l'Afrique et l'Europe, il faut la mettre en regard des lenteurs et des interruptions qu'amenait précédemment un service télégraphique défectueux.

La création de la télégraphie sans fil à travers la Colonie est un progrès marquant au point de vue économique comme au point de vue de l'administration publique.

Sur l'annuité antérieure il avait été affecté un crédit de 470,000 francs au balisage du fleuve, la grande artère qui commande toute la vie économique du Haut-Congo. C'est le premier pas vers un aménagement judicieux qui doit libérer la navigation des dangers offerts par les roches et par les bancs de sable mouvant. La capacité de rendement du Congo, peut être augmentée dans des proportions considérables. L'encombrement de marchandises en souffrance à Léopoldville est un fait regrettable qui mérite toute notre attention.

L'Exposé du Gouvernement annonce que le Roi, complétant son œuvre, fait construire un bateau à marche rapide, destiné au transport des voyageurs et du courrier, et qui entrera en service à la fin de 1912. Quel progrès si, par des steamers rapides et par le voyage de nuit, on pouvait faire en moins de huit jours le trajet de Léopoldville à Stanleyville, dont la durée actuelle égale à peu près celle du trajet d'Anvers à Matadi, et qui, par sa monotonie, exerce un effet déprimant sur les agents. Quelle économie de temps! Quelle augmentation de rendement pour le personnel et pour le commerçant!

IV. — OUTILLAGE ET SITUATION ÉCONOMIQUES.

Dans son ensemble, l'outillage économique de la Colonie progresse rapidement.

Les relations de l'Europe avec l'Afrique ont été considérablement améliorées. La Compagnie belge maritime dispose de trois steamers d'un tonnage global de 19,150 tonnes; deux nouveaux steamers, chacun de 7,500 tonnes, sont en construction et entreront en service dans quelques mois. Le voyage gagne en célérité, en confort et en sécurité; la télégraphie sans fil tient les bateaux en contact presque constant soit avec la terre ferme, soit avec les paquebots rencontrés en cours de route.

Des travaux importants se poursuivent pour approfondir les passes gênantes du Bas-Congo et pour permettre aux grands vapeurs d'atteindre Matadi sans arrêt pour alléger. Les efforts faits par l'Administration coloniale seront accueillis avec une grande satisfaction, surtout dans le monde commercial dont le concours ne peut être assez encouragé.

Le rapport du Gouvernement signale la constitution de la Société anonyme belge *Les Huileries du Congo belge*, qui est appelée à rendre à la Colonie le grand service de conduire le pétrole au Haut-Congo par une *pipe-line* allant de Matadi à Léopoldville.

Le combustible liquide, en remplaçant le bois sur les bateaux, non seulement facilitera le transport fluvial, mais il aura aussi deux conséquences indirectes auxquelles on ne peut attacher assez d'importance; il économisera la nombreuse main-d'œuvre, qui se perd dans les postes de bois; il empêchera la destruction de la forêt qu'il est indispensable de garder pour la productivité du sol et qui ne pourrait être coupée qu'à la condition d'être remplacée par des cultures.

Le grand progrès réalisé durant ces derniers temps est la communication directe établie entre le Bas-Congo et les premiers contreforts du Katanga par l'arrivée du rail à Congolo et par l'établissement de la passe navigable à travers le lac Kisale. Désormais la province extrême du Katanga est en contact avec Boma par la grande voie nationale du Congo. Le chemin de fer partant de Bukama à la rencontre du tronçon venant d'Elisabethville et celui qui relie le Lualaba au Tanganyka sont en construction; ils étendront efficacement l'action politique et économique que notre grande voie transafricaine doit exercer sur le centre de l'Afrique.

Il ne semble guère opportun d'examiner à nouveau dans son ensemble la question des chemins de fer congolais. Il nous suffira de signaler l'importance capitale que présente la question des tarifs.

Le chemin de fer de Matadi à Léopoldville commande toute la vie économique du Congo supérieur. Il a pour mission d'ouvrir la Colonie à l'activité agricole, industrielle et commerciale; mais il ne peut remplir ce rôle qu'à la condition que les tarifs de transport et de manutention permettent aux produits ordinaires, notamment aux produits agricoles, de se présenter sur le marché mondial sans être grevés de frais trop lourds. On ne peut assez le répéter : il n'a pas suffi de supprimer l'obstacle des montagnes, il faut supprimer aussi l'obstacle des tarifs à la montée et à la descente; tout l'avenir du Haut-Congo en dépend; c'est pourquoi le problème de la reprise du chemin de fer, problème qui se posera en 1916, s'impose dès maintenant à l'attention de la Belgique.

Actuellement il ne sort du Haut-Congo d'autres produits agricoles que du caoutchouc et une toute petite quantité de cacao. Les données manquent pour se renseigner à ce sujet; nous devons nous contenter des données générales relatives aux exportations, données qui n'indiquent pas la distinction de provenance entre le Bas et le Haut-Congo.

Suivant les statistiques d'ensemble, le commerce spécial d'exportation en 1910 est de fr. 66,602,295.25; il est en augmentation sur l'année précédente d'une dizaine de millions; mais il importe de remarquer que cette augmentation est due, à concurrence de 8 millions et demi, à la hausse du prix du caoutchouc et non à la quantité exportée qui a diminué.

Le cacao n'y figure que pour fr. 1,071,372.94, l'huile de palme pour 1,797,592 francs et les noix palmistes pour fr. 2,657,164.16. M. le Ministre fait remarquer que les quatre premiers mois de l'année 1911 accusent une forte majoration dans l'exportation des noix palmistes, l'huile de palme, l'ivoire et le caoutchouc des herbes; il signale par contre une diminution du caoutchouc des lianes.

S'il y a lieu de se réjouir de cette tendance, il n'en reste pas moins vrai que l'examen des statistiques conduit à une double constatation désavantageuse. Les produits exportés, hormis le caoutchouc et l'ivoire, dérivent, pour la presque totalité, du Bas-Congo; et parmi les produits exportés il n'y a vraiment que le cacao qui provienne de la culture; on doit supposer que le caoutchouc, pour la presque totalité, est étranger à cette provenance culturale; les produits des palmiers dérivent d'une végétation spontanée; mais ils présentent cet avantage qu'ils peuvent se renouveler presque indéfiniment sans en détruire la source et qu'ils constituent un élément sérieux de l'activité des indigènes.

De ces données il résulte que si le Bas-Congo, et plus spécialement le Mayumbe, manifeste déjà sa mise en valeur par l'envoi de ses produits, le Haut-Congo est en retard. Pour y développer la vie agricole, qui est la source principale de la prospérité d'une colonie, il faudra assurer, à l'importation et à l'exportation, des conditions économiques de transport pour tout ce que l'agriculture consomme ou produit; il faudra aussi intensifier l'effort du service technique et solliciter la collaboration de tous les agents.

On affirme que les cultures vivrières, qui étaient jadis l'objet de la constante préoccupation des agents, ne gagnent pas en étendue, qu'elles ont même une tendance à diminuer. La mode en passe, dit-on. L'affaiblissement de l'effort agricole dans la population indigène est un mal considérable contre lequel il faut réagir avec une grande énergie.

Nous n'avons pas à revenir sur l'exposé des procédés qui a fait l'objet d'un précédent rapport; mais il semble bien que si, dans l'appréciation des agents, il était davantage tenu compte de leur initiative au point de vue agricole, si, d'autre part, l'indigène recevait, sous forme soit de prime, soit de diplôme, des encouragements pour tout effort agricole, la Colonie, au grand avantage des colons, manquerait moins de vivres frais; elle deviendrait une source abondante de produits, alimentant à la fois le commerce et les recettes fiscales.

On peut emprunter les procédés suivis par les missions qui, presque toutes, s'entourent de cultures, et qui appuient leur belle œuvre d'évangélisation sur une base économique.

On sera unanime à approuver toutes les mesures gouvernementales qui aident la mise en valeur du sol, tel l'envoi d'agronomes dans les districts du Kasai, de l'Équateur, des Bangala, de l'Ubangi, de l'Uele et du Katanga, tel aussi l'envoi à l'étranger d'agents chargés de missions d'étude. Pourquoi ne ferait-on pas appel aux belges si nombreux, qui ont créé des entreprises agricoles aux Indes, en Amérique, en Océanie et qui ont le grand mérite d'avoir montré de l'esprit d'initiative, d'avoir acquis à la fois une grande expérience technique et des notions commerciales?

La question de la main-d'œuvre indigène qui est un facteur économique de première importance, mériterait aussi une attention spéciale. Il semble bien que dans diverses régions, l'esprit de travail et de docilité n'ait pas gagné de terrain. Il existe à ce sujet peu de renseignements officiels.

Le rapport de la société « L'Union minière du Haut-Katanga » jette un cri d'alarme :

« Cependant, dit-il, il importe de prendre d'urgence des mesures pour amener l'indigène au respect des obligations qu'il assume librement; ne pas les prendre pourrait avoir de graves conséquences et retarder, sinon compromettre, le développement de la Colonie. »

Où en est-on, à cet égard dans les autres régions? Le Gouvernement ne se désintéresse certainement pas de la question. Peut-être jugera-t-il opportun de donner à la Chambre quelques renseignements.

*
* *

Il ne sera pas sans intérêt de signaler ici une lacune juridique qui devrait être comblée au plus tôt.

Les grandes entreprises agricoles n'ont pas actuellement les facilités suffisantes pour garantir leur existence juridique.

Dans l'esprit étroit de notre législation belge, les sociétés commerciales

ont seules le bénéfice de la personnification civile. Les sociétés, qui ne sont pas commerciales aux yeux de la loi, restent des sociétés civiles, quelle que soit la forme dont elles se revêtent. Elles peuvent prendre la forme habituelle de la société anonyme; mais il n'en résulte pas qu'elles aient les avantages attachés à cette forme par les lois sur les sociétés du 18 mai 1873 et du 22 mai 1886; et parmi ces avantages figure le bénéfice de la personnification civile.

Elles ont une existence, comme communauté de biens et d'intérêts, réglée par la convention sociale; mais cette communauté n'est pas indépendante des sociétaires qui restent des copropriétaires; elle ne forme pas une nouvelle personne distincte des membres; de là naissent de multiples difficultés pour la transmission des biens, pour l'action judiciaire, etc.

La société qui a pour objet la plantation peut ne pas être commerciale, même lorsqu'elle a manifestement un but lucratif et qu'elle fait des actes multiples de transformation industrielle; or la mise en valeur de terres, quels que soient le but et l'importance des opérations accessoires, n'est pas comprise dans la catégorie des actes réputés commerciaux par la loi.

Il importe de combler cette lacune au plus tôt et de favoriser ainsi le développement des ressources agricoles de la Colonie. Cette réforme intéresse au surplus les nombreuses sociétés agricoles belges qui opèrent dans des pays étrangers.

Le remède le plus radical serait la suppression de la distinction surannée faite entre actes civils et actes commerciaux; mais cette mesure serait d'une portée complexe; pour prévenir les objections, on pourrait se contenter d'assimiler à l'acte de commerce l'acte économique à but lucratif accompli par les sociétés qui opèrent dans les colonies ou à l'étranger. Le texte suivant atteindrait le but visé. « Les sociétés belges à but lucratif, travaillant dans la Colonie ou dans les pays étrangers, et qui prennent la forme anonyme, sont soumises au régime des lois du 18 mai 1873 et du 22 mai 1886 sur les sociétés. »

Pour régulariser la situation des sociétés congolaises, il serait suffisant d'assimiler purement et simplement par décret tout acte économique à but lucratif à un acte de commerce.

*
* * *

Une question a été posée relativement aux missions; nous la reproduisons avec la réponse.

Question.

« Un membre désire connaître les conditions auxquelles est soumise la reconnaissance de la personnification civile aux missions; il demande pourquoi les arrêtés ne sont pas publiés intégralement. »

Réponse.

« Les conditions auxquelles est soumise la reconnaissance de la person-
nification civile aux missions sont déterminées par le décret du 28 décembre
1888. (*B. O.*, 1889, page 5.)

» Les extraits publiés contiennent les indications qui peuvent intéresser
le public. »

*
* *

Le Budget a été adopté par la Section centrale à l'unanimité des voix.

Le Rapporteur,
ERN. TIBBAUT.

Le Président,
NERINCX.

ANNEXE.

NOTE PERSONNELLE.

En faisant à nouveau l'exposé des questions relatives à la décentralisation et au Katanga, nous n'oublions pas la difficulté de la tâche de M. le Ministre des Colonies, ni les progrès considérables qu'il a réalisés dans la législation coloniale. Mais il importe de consulter l'expérience pour apprécier chacun des matériaux employés à la construction de l'édifice colonial.

Nous sommes dans la période préparatoire qui précède toute construction définitive et qui fait ressortir les défauts du détail plutôt que le mérite de l'ensemble. Si, pour un observateur superficiel le contrôle minutieux paraît peu attrayant, il n'en est pas moins indispensable pour le succès de l'œuvre.

A. — DÉCENTRALISATION.

Chaque année, l'examen du Budget colonial a soulevé la question de la décentralisation, et il en sera ainsi jusqu'au moment où l'on aura abandonné pratiquement un système administratif qui était légitimé par la prédominance militaire dans la période héroïque de prise de possession, mais qui devient néfaste dans la phase de développement économique ; il amène logiquement la paralysie aux extrémités et l'œdème à la tête.

Il n'est plus de grand pays colonisateur qui ne l'ait répudié, et la France, qui la dernière avait introduit dans les colonies le système centralisateur de la Métropole, s'est empressé de faire volte-face ; elle s'est engagée dans la voie d'une décentralisation radicale. L'on peut s'étonner que la centralisation administrative coloniale ait son dernier refuge dans notre pays, qui doit sa prospérité à son système avancé de décentralisation.

Il serait oiseux de reprendre la discussion de cette question dans toute son ampleur ; mais il est impossible de laisser passer inaperçu l'enseignement péremptoire que nous apporte chaque exercice budgétaire nouveau.

Il suffit de lire les chiffres pour se rendre compte que le fonctionnarisme se développe, entraînant nécessairement l'alourdissement des charges sans rendement correspondant et déprimant toute l'œuvre coloniale.

C'est l'aggravation des dépenses partout, dans la Colonie comme dans la Métropole.

Le budget ordinaire du Congo s'élève de 47,825,285 francs à 49,720,310 francs. Suivant le calcul fait plus haut, le déséquilibre réel entre les recettes et les dépenses dépasse 14 millions.

Les dépenses ordinaires de l'administration métropolitaine montent de 1,082,470 francs à 1,212,700 francs.

C'est la progression partout, progression fatale qui suit l'évolution logique d'un système d'administration à distance, plaçant l'action là où ne devrait être que le contrôle.

Le règlement organique de l'administration centrale du 3 novembre 1908 crée un cadre de 80 fonctionnaires et agents ; la réorganisation du 25 janvier 1910 crée un cadre de 262 personnes. Le Budget métropolitain pour 1911 porte le personnel complet avec concierges, etc., à 280 ; le Budget pour 1912 le porte à 316.

Nous avons à Bruxelles un luxe de grades élevés ; nous avons 1 secrétaire général et 7 directeurs généraux — postes que la France ne connaît pas — ; nous avions 13 directeurs, en 1912 nous en avons 14 ; si les chefs de division restent à 17, les chefs de bureau et bibliothécaires s'élèvent de 12 à 19 ; si les sous-chefs de bureau et ingénieurs restent à 30, les

attachés, commis et dessinateurs s'élèvent de 145 à 159 ; le petit personnel doit logiquement suivre le mouvement ; les huissiers, concierges, etc., s'élèvent de 55 à 61, et on voit apparaître un personnel temporaire de 6 agents, soit au total 316.

La dépense est en rapport avec l'augmentation du personnel : le Budget métropolitain pour 1909 n'avait pour le personnel qu'un crédit de 631,950 francs ; pour 1912 il a un crédit de 925,000 francs, soit une augmentation de 100,000 francs par an.

Comment justifier ces 316 agents, lorsque la France, pour son immense empire colonial ne connaît que 197 personnes et que loin d'augmenter son personnel depuis le décret d'organisation du 23 mai 1896, elle y a supprimé le poste le plus élevé de secrétaire général.

Le mal serait de moindre importance, s'il était localisé en Europe et s'il n'avait pas son contre-coup en Afrique : mais le fonctionnarisme centralisateur est contagieux ; il s'étend à toutes les parties de l'organisme qu'il prétend servir.

Si la Métropole se substitue à l'administration locale pour inspirer et diriger ses actes, elle détruit, avec la liberté et la responsabilité, la source de l'initiative et de l'action énergique. Elle habitue les agents à chercher auprès de la Métropole lointaine la lumière et l'impulsion, à ne plus compter sur eux-mêmes et sur l'esprit de décision indispensable dans un milieu où domine l'imprévu. Et quand elle a tué l'action spontanée, elle cherche le remède à l'apathie dans un luxe de contrôle et dans le nombre croissant des fonctionnaires ; elle crée une colonie bureaucratique dont le rouage complexe, en multipliant les frottements inutiles, perd tout rendement.

Au Congo, il n'y a pas moins de huit degrés administratifs qu'il faut gravir et descendre pour la moindre opération. Par exemple, un adjoint de chef de poste, à l'extrémité de la Colonie, a besoin d'une pelle qu'il trouverait peut-être dans une factorerie voisine ; il devra la demander à son supérieur, le chef de poste ; et la demande s'élèvera successivement au chef de secteur, au chef de zone, au commissaire de district, à l'inspecteur d'État, au vice-gouverneur général, et celui-ci devra s'adresser en Europe soit au Gouverneur général, soit au Ministre des Colonies.

La demande franchira ainsi huit degrés pour remonter de l'extrémité de la Colonie à l'administration métropolitaine d'Europe, et l'autorisation descendra les huit degrés pour arriver à l'intéressé à un moment où le découragement a fait place chez l'agent à l'esprit d'initiative.

On ne doit pas s'étonner, dès lors, que le personnel colonial bureaucratise et les dépenses purement administratives n'augmentent sans rendement utile proportionné. En 1908, le personnel était de 1,636 agents, plus 76 agents du Comité spécial du Katanga ; en 1911, il est de 2,386, non compris les 229 agents de la Colonie employés au chemin de fer des Grands-Lacs.

*
* *

La complexité onéreuse de notre administration coloniale ressort mieux lorsqu'on la compare à la simplicité efficace d'autres administrations coloniales.

Dans la colonie voisine de l'Uganda, il n'existe que quatre degrés dans la hiérarchie administrative, et il est question de les réduire à trois. Le vice-gouverneur, qui a pour titre officiel *chief secretary to the Government*, agit au nom du gouverneur absent; à la tête de chacune des provinces se trouvent les *provincial commissioners* que, suivant des renseignements récents, il serait question de supprimer; à la tête des districts se trouvent les *district commissioners*, qui sont aidés des *assistant district commissioners*. Il n'y a que onze commissaires de district et vingt-trois commissaires de district assistants; mais à ce cadre administratif il faut naturellement ajouter les agents des services spéciaux, comptabilité, marine, service médical, force publique, etc.

Cette organisation, peu écrasante par elle-même, a une très grande souplesse; elle est maîtresse de la répartition des services et elle change fréquemment la distribution des commissaires provinciaux, des commissaires de district et de leurs assistants ⁽¹⁾.

Son efficacité s'atteste non seulement par la paix du pays, mais aussi par son rapide éveil économique. L'administration de l'Uganda agit avec une grande indépendance, sans que la métropole, qui garde la haute direction politique avec le contrôle administratif, vienne la gêner d'une façon intempestive.

« Certes, dit M. Rolin, le législateur métropolitain pourrait, théoriquement, faire prévaloir sa volonté dans l'administration de ces territoires, mais, ainsi que le fait justement observer de Louter à propos des Indes orientales néerlandaises, « ce n'est pas le droit positif, c'est la sagesse politique seule qui peut empêcher le législateur métropolitain de concentrer entre ses mains la législation coloniale et de frapper d'impuissance le législateur local. » Les Anglais possèdent à un haut degré cette sagesse politique, etc. »

« ... Nous verrons que presque toutes les lois de l'Uganda sont faites, dans le Protectorat, par le gouverneur nommé par la Couronne, etc.

« Le résultat est que l'administration poursuit en Afrique sa tâche difficile sans être entravée par l'intervention de rouages ou de corps politiques fonctionnant en Europe et ne possédant pas toute la compétence désirable ⁽²⁾. »

En Belgique, la législation a pu être poussée vers la centralisation par une

⁽¹⁾ HENRI ROLIN, *Le droit de l'Uganda*, p. 121, 1910. Bruxelles, Bruylant. ...

⁽²⁾ HENRI ROLIN, *loc. cit.*, pp. 104 à 106.

réaction contre le pouvoir absolu, et il serait opportun de la modifier; mais l'administration métropolitaine est elle-même centralisatrice d'esprit et de tendance; elle pratique la centralisation en dehors de toute prescription légale.

Rien, dans la loi, n'empêche de placer à la tête de l'administration africaine un gouverneur général effectif qui en soit le pivot. Rien n'empêche de constituer plusieurs vice-gouvernements comme dans le Katanga. Rien n'empêche de faire dresser en Afrique le budget général et des budgets distincts pour chaque vice-gouvernement. Rien n'empêche de laisser se former des groupements locaux qui gèrent leurs intérêts communs avec des subsides gouvernementaux. Rien n'empêche d'associer les commerçants et les colons à l'action administrative en les réunissant dans des corps consultatifs d'administration, soit générale, soit régionale, soit locale.

Aucun obstacle légal ne s'oppose à ce que l'on entre dans cette voie, mais l'administration centrale est trop jalouse de son autorité pour s'y décider résolument lorsque les circonstances le permettent ⁽¹⁾. Elle éclipse l'administration africaine au point qu'elle n'en voit plus la mission. Elle continue à pratiquer la centralisation même dans les mesures de décentralisation. Cette mentalité centralisatrice s'est manifestée notamment dans l'organisation du vice-gouvernement du Katanga, dans l'élaboration du statut personnel et dans la création du département agricole.

*
* *

Au Katanga, on a fait un pas vers la décentralisation en constituant un vice-gouvernement général avec délégation du pouvoir législatif; mais on est resté à mi-chemin.

A quoi sert un organisme distinct s'il ne fait pas apparaître l'intérêt collectif, s'il ne stimule pas l'initiative du gouvernement local en développant le sentiment de la responsabilité, s'il ne le charge pas de préparer son budget propre?

C'est par le budget que se manifeste l'activité d'un gouvernement. Celui qui le dresse donne à lire, dans les chiffres des dépenses et des recettes commentés par un exposé, sa gestion administrative, son action économique et les résultats obtenus. Son intérêt est de le défendre contre les dépenses inutiles, à obtenir de son personnel une collaboration efficace, et à lutter contre toutes les causes de déséquilibre budgétaire.

En refusant au Gouvernement du Katanga un budget séparé, on l'assimile à un simple district dont la gestion se perd dans l'immense ensemble, qui reçoit, avec les injonctions d'Europe, les budgets tout faits et des fonctionnaires définitivement nommés. L'autonomie administrative est plutôt apparente que réelle.

(1) H. SPEYER, conseiller colonial, *La décentralisation de la loi coloniale. Le mouvement géographique*, 3 décembre 1911.

*
* *

L'esprit centralisateur s'est affirmé plus énergiquement encore dans la confection du statut des fonctionnaires qui a porté une grande atteinte à l'autorité africaine.

Modelé sur le statut des vieux pays, qui peuvent, sans trop d'inconvénients, nommer les fonctionnaires sans stage et les laisser marcher d'un pas paisible et sûr vers les augmentations régulières et vers les pensions, le statut des fonctionnaires menace de peupler le Congo d'agents mal adaptés aux fonctions, vivant dans l'insouciance vis-à-vis de l'autorité et vis-à-vis de leur mission colonisatrice.

Le choix de fonctionnaires des pays d'Europe peut-être guidé par le résultat des études qui sont orientées dans ce sens.

Le choix de l'agent colonial n'a pas de pareille base; les études coloniales sont rudimentaires; au surplus, on ne peut juger l'agent que lorsqu'on le voit à l'œuvre dans le nouveau milieu, où le climat, la population et toute la vie sont en opposition avec le milieu européen. C'est le cas de dire : au pied du mur on connaît le maçon.

On commet une erreur fondamentale en nommant les agents ordinaires d'une façon définitive avant tout stage en Afrique.

Tous les pays coloniaux connaissent, soit le stage payé comme dans les Indes, soit le choix provisoire qui doit être ratifié sur le vu de l'expérience comme dans l'Afrique équatorale française, comme dans les Indes néerlandaises.

Partout aussi le gouvernement local fait la présentation ou intervient dans la nomination définitive.

Quelle action peut avoir le vice-gouverneur général vis-à-vis d'agents dont le choix lui est étranger et que le statut rend presque indépendant de lui? Le stimulant peut exister pour des sujets d'élite, pour ceux qui ont conscience de leur mission civilisatrice et pour ceux qui peuvent espérer l'ascension de fonctions supérieures. Mais pour les sujets ordinaires le stimulant existe d'autant moins que les maximums de traitement dans chaque grade empêchent la rémunération de s'adapter au mérite.

Dans toutes les entreprises coloniales privées, le premier souci est de sélectionner et de stimuler les agents; on n'engage que sur essai; on gradue les traitements suivant le mérite; on intéresse l'agent à l'entreprise; dans les plantations on paie des primes au rendement; on paie à la tâche, au jour, à l'heure.

On comprend que notre administration métropolitaine ne puisse suivre tous les procédés des entreprises particulières; mais négligeant l'exemple de tous les pays coloniaux, elle a eu le tort de supprimer toute garantie et de s'engager dans la voie des situations de tout repos; tout l'organisme africain en éprouve l'effet énervant; et, logiquement, le nombre des agents doit croître avec l'apathie.

On ne tient pas assez compte, semble-t-il, du changement qui s'est opéré au Congo et qui réclame d'autres procédés administratifs.

Longtemps l'armée seule a fourni le personnel colonial ; et l'on ne peut songer à l'époque héroïque de la prise de possession, sans admirer les qualités que nos soldats ont déployées dans une tâche presque surhumaine. L'énergie, l'esprit de devoir et de sacrifice, la vaillance, la ténacité, la souplesse diplomatique, toutes ces qualités leur ont permis de réaliser le plan tracé par le génie royal et de sauver un continent des horreurs de la traite, de guerres intenses et de l'anthropophagie. La noblesse du but suffisait pour soutenir l'effort militaire ; le mode de rémunération importait moins.

Mais à la phase militaire a succédé la phase économique, où l'administration civile doit prendre place à côté de l'administration militaire. L'une n'a pas les mêmes exigences que l'autre ; et, quoique l'expérience ait montré l'extraordinaire ingéniosité de nos coloniaux militaires, il ne suffit pas d'être bon soldat pour être bon administrateur. Non seulement la formation doit être spéciale, mais la rémunération doit l'être.

Dans la vie administrative, l'agent ne connaît généralement ni les actes d'éclat, ni la gloire ; il devient un simple rouage d'une vaste machine, et il perd de vue la valeur de sa collaboration à l'ensemble de l'œuvre coloniale s'il n'a été éclairé par une préparation spéciale et s'il n'est soutenu par la rémunération adéquate au mérite.

C'est pourquoi il faudrait modifier le statut des fonctionnaires qui, dans la nomination, ne tient aucun compte de l'adaptation de l'agent à son nouveau milieu, qui le soustrait à l'autorité du gouvernement local et qui l'expose à l'apathie d'une carrière administrative automatique. C'est pourquoi aussi il faudrait, à l'exemple des grands pays coloniaux, développer considérablement l'enseignement colonial pour former des agents militaires ou civils, mieux éclairés sur leur mission économique et relevés à leurs propres yeux par l'importance de leur rôle civilisateur.

*
* *

La tendance à faire de l'administration à distance s'est manifestée aussi dans la constitution d'une direction générale d'agriculture devant comprendre 26 agents.

S'il est une activité qu'il faut exercer sur place et qu'il est impossible de diriger de loin, c'est l'activité agricole ; elle est faite d'expériences successives ; elle dépend essentiellement du milieu dans lequel elle doit se manifester, elle est une lutte de tous les instants contre les imprévus dérivant du sol, du climat, des maladies végétales et animales.

Aussi tous les grands pays coloniaux ont-ils leur personnel technique dans les colonies, et c'est là que se forment les hommes pratiques qui font réaliser des progrès agricoles.

Notre propre expérience vient nous éclairer. Le rapport du Gouvernement nous montre l'activité de M. Leplae, directeur général de l'agricul-

ture à Bruxelles, dont tout le monde reconnaît la science et l'esprit de décision. Qu'eût-il pu réaliser en restant en Europe? Il n'a pu donner une impulsion à l'agriculture coloniale qu'en allant sur place.

Le mission Leplae marque un progrès réel. Elle a décidé de créer des fermes d'expériences et de stage où les colons, dont le voyage et l'entretien pendant un mois sont payés par la Colonie, peuvent prendre contact avec le nouveau milieu, avec son sol et avec sa population. Mais l'expérience ne fait que commencer et elle ne peut se faire utilement que par un service technique organisé sur place.

Voyez ce que disait un consul étranger, qui décrivait les possibilités agricoles du Katanga ⁽¹⁾ :

« Mais en regard de tous ces avantages, il faut constater aussi que le fait » d'établir des exploitations agricoles au Katanga constitue un saut dans » l'inconnu. Il n'y a pas de précédent sur lequel on puisse faire fond. Les » prix demandés pour les terrains sont excessifs et il n'y a pas de législation » agricole. Le Katanga souffrira, sans aucun doute, des fléaux auxquels sont » soumises toutes les exploitations agricoles du monde; mais ici la science » n'a encore rien expérimenté; aucune maladie n'a été étudiée; les céréales » n'ont pas encore été éprouvées. »

C'est au service technique local à faire ces expériences et à enregistrer les résultats; on ne peut le faire à distance. Chaque région a une exigence spéciale, et il faut y adapter les connaissances générales de l'agronomie. Un progrès agricole n'y est réalisé que lorsqu'on a vu et surmonté les difficultés que chaque essai de culture et d'élevage entraîne forcément avec lui; et la mission du service technique consiste, non à suggérer des expériences, mais à y apporter directement sa compétence théorique et pratique; si on les observe de loin, on doit les recommencer sans cesse; on juge sur des données que la plume ne peut fournir, alors qu'il faut juger de visu pour émettre une appréciation sûre.

M. Leplae s'en rend bien compte; il est allé sur place pour provoquer la mise en train; et, comme ses multiples occupations viennent de le rappeler en Europe, où d'ailleurs s'exercent ses fonctions officielles, il a décidé de retourner en Afrique dès février prochain pour y reprendre sa tâche à peine commencée.

*
* *

Au système de l'administration à distance il faut substituer le système de l'administration locale. Il n'y aura de vitalité dans l'organisme administratif en Afrique que lorsqu'on lui donnera plus d'autonomie, lorsque, au lieu de le laisser toujours dans l'attente de l'impulsion métropolitaine, on lui aura

(1) *Mouvement géographique*, 10 octobre 1911. Rapport du consul Beak.

accordé la liberté d'action et d'initiative dans le cadre des principes généraux.

L'Afrique doit avoir son gouverneur général, qui prépare lui-même son budget général relatif à l'administration générale, à l'action politique et aux grands intérêts généraux d'outillage.

L'autonomie relative devra se compléter par la décentralisation régionale et locale. Boma, pas plus que Bruxelles, ne peut gérer les immenses territoires du Haut-Congo. Il faudra étendre progressivement à d'autres grandes régions à intérêts similaires le principe appliqué au Katanga.

S'il existait au Congo quatre ou cinq vice-gouvernements jouissant, sur le terrain administratif, d'une autonomie relative, disposant de leur personnel et de leur budget, l'administration africaine serait galvanisée. Il surgirait une notion plus concrète de l'œuvre à réaliser; la responsabilité mise en relief engendrerait l'initiative et l'énergie; le budget serait défendu contre les dépenses inutiles et contre les charges d'un fonctionnarisme encombrant; l'effort serait stimulé par la vue de résultats plus tangibles; le contact des centres et des extrémités serait plus intime; toutes les forces seraient mieux utilisées.

Il en serait de même si chaque localité où se manifeste une activité européenne pouvait constituer un groupe administratif veillant à ses propres intérêts avec le concours du Gouvernement.

Dans toute l'œuvre coloniale, le concours des commerçants et des colons devrait être encouragé et organisé. C'est l'activité privée qui, partout, en Europe comme dans les colonies, crée la richesse et la prospérité. Dans la plupart des colonies, les chambres de commerce ont été l'âme du progrès; il en devrait être de même au Congo; et le Gouvernement aurait tout intérêt à associer directement à la mission publique, générale, régionale ou locale, ceux qui ont le plus d'intérêt à la rendre féconde.

Le plus beau plaidoyer fait en faveur des initiatives africaines est le récent rapport de la Commission pour la protection des indigènes. C'est la voix d'Afrique, la voix des fonctionnaires et des missionnaires qui vivent au milieu des populations, qui voient directement leurs besoins, qui aperçoivent les premières manifestations des erreurs de notre politique coloniale et qui, sans s'arrêter à de vagues dissertations, vont droit aux formules de réalisation immédiate.

Ce rapport, dont nous ne discuterons pas ici les conclusions détaillées, contient un vaste programme social suggéré pour mieux faire bénéficier les indigènes du contact des blancs, et pour leur faciliter l'ascension vers une civilisation plus haute. Il touche aux questions les plus délicates, à la polygamie, au mariage des indigènes, à l'adultère, à la cohabitation, au divorce, à la protection de l'enfance, aux chefs indigènes, à l'indigénat, à l'impôt, à l'acquisition de la propriété, à la lutte contre la maladie du sommeil, à l'alcool, aux armes et poudres, à la caisse d'épargne.

Il contraste avec la politique de soubresauts qui caractérise l'Administration à distance: il montre que l'appréciation formée sur place est plus

adéquate aux situations, plus prompte à découvrir le remède au mal naissant.

La Métropole ne voit que tardivement l'effet produit; elle arrive trop tard pour rectifier éventuellement la ligne de conduite; elle doit la briser, et elle provoque dans la législation des heurts et des choës.

Si la Commission pour la protection des indigènes était composée avec plus de latitude, par l'administration d'Afrique, si elle était complétée par des commerçants et des colons qui, eux aussi, sont en contact constant avec les indigènes et qui ont tout intérêt à hâter leur ascension économique et morale, si elle avait des sections dans chaque grande région, elle deviendrait l'organe autorisé de la Colonie, le corps consultatif le plus compétent dont la force persuasive frapperait le pays et l'administration métropolitaine.

Au cours de l'examen du Budget par la Section centrale, M. le Ministre a déposé un projet de loi s'inspirant partiellement de pareilles idées et qui sera accueilli avec une grande satisfaction. On peut espérer qu'il sera élargi et assoupli aux exigences locales.

Si l'administration africaine avait eu une part d'initiative plus grande, elle aurait empêché bien des mesures et des situations défavorables. Citons la législation déraisonnable qui réglait précédemment la chasse d'une façon uniforme pour les contrées dont les saisons sont opposées; citons l'état d'abandon dans lequel sont restées de nombreuses localités; citons l'absence de mesures d'hygiène qui, en provoquant des maladies contagieuses, a causé la mort de plusieurs blancs à Elisabethville; citons le règlement qui conduit à l'imprévoyance obligatoire en forçant les agents à recevoir en Afrique tous leurs appointements, au risque de les perdre, soit par l'absence de moyens matériels de conservation, soit par la tentation de la dépense; citons enfin la situation anormale du Katanga. Les nombreuses caravanes qui ont sillonné la contrée ont épuisé ses ressources vivrières. Les poules, le petit bétail, presque tout a été consommé, et les cultures ont été négligées en beaucoup d'endroits. La disette actuelle, qui augmentera encore, exige non seulement des secours gouvernementaux, mais aussi l'organisation protectrice de la vie indigène, que possèdent les colonies voisines et qu'une administration locale plus indépendante n'aurait pas manqué de créer pour prévenir le mal constaté.

Il est temps de réagir. M. le Ministre jugera peut-être opportun de soumettre l'ensemble de la question de décentralisation à une commission d'études. Jadis on eut la Commission d'enquête, et son rapport, rédigé en dehors de l'influence de l'administration, fut une révélation. Ne serait-il pas utile d'organiser une nouvelle mission pour étudier sur place nos procédés administratifs dont le rendement est faible et dont les conséquences financières sont dignes d'attention? Ce problème, par son importance, domine l'avenir de la Colonie.

B. — LE KATANGA.

Le Katanga se présente de plus en plus sous son véritable jour, au fur et à mesure que se poursuivent les travaux de mise en valeur du sol et du sous-sol.

On sort progressivement du vague des aspirations et des espérances immodérées qui, ne tenant aucun compte des difficultés des réalisations pratiques, créent aisément des illusions et préparent les déceptions. On est aujourd'hui aux prises avec les faits et, de toutes parts, on se heurte à la complexité du problème colonial, dont la solution progresse, moins par les descriptions enthousiastes que par les expériences positives. On commence à s'apercevoir des méprises du début et à se rendre compte de cette vérité élémentaire que toutes les erreurs économiques se paient tôt ou tard.

L'État Indépendant concéda à un étranger d'immenses gisements miniers, tout en laissant tomber sa part sociale à 49 % et tout en exemptant le concessionnaire de toute redevance minière.

Il concéda en pleine propriété le tiers de tout le Katanga ; de plus l'obligation, dérivant de cette concession terrienne et consistant dans une collaboration financière du concessionnaire à l'œuvre coloniale, a été progressivement abandonnée par suite d'arrangements imprécis.

La Colonie est ainsi privée d'une grande partie de ressources qui devaient la mettre en état de supporter les charges de son administration ; et elle est seule à supporter toutes les dépenses d'une gestion qui, pour un tiers, se fait au profit de la compagnie du Katanga.

Nous examinerons successivement la situation administrative, minière et agricole du Katanga.

1° Situation administrative.

D'étape en étape, on s'approche d'une situation normale. La dualité politique et administrative est effacée.

Le Comité spécial a perdu, l'année dernière, la délégation du pouvoir administratif qui en faisait une institution politique. Il était devenu un rouage de gestion immobilière, disposant de tout le sol et de tout le sous-sol du Katanga. On conçoit aisément l'entrave que pouvait apporter à l'administration publique la présence d'un tiers exerçant des droits immobiliers sur tout le territoire.

La coexistence de deux organismes distincts ne pouvait que provoquer

des frictions, des lenteurs, de la paralysie. Il fallait harmoniser leur action; et le Gouvernement a eu recours à l'expédient signalé lors des discussions budgétaires, et qui consiste à confier au vice-gouverneur général la délégation de la gestion foncière du Comité spécial.

Le vice-gouverneur général, qui avait déjà reçu la délégation du pouvoir législatif, exerce ainsi toutes les fonctions qu'il est indispensable de réunir dans les mêmes mains pour sauvegarder l'unité et la liberté d'action dans les pays nouveaux.

Malheureusement, au cours de ces modifications, les intérêts financiers de la Colonie ont subi un recul dont le caractère préjudiciable apparaîtra avec plus d'évidence dans l'avenir et sur lequel nous croyons devoir appeler à nouveau l'attention de M. le Ministre et de la Chambre.

2° Situation minière.

La Bourse s'est beaucoup occupée des intérêts miniers de la Colonie. Elle a imprimé aux valeurs des oscillations violentes qui ont marqué soit les espérances, soit les déceptions des détenteurs, et qui se sont traduites en lésions d'intérêts. Ce spectacle tend à troubler l'opinion publique et à soumettre les sympathies coloniales à une rude épreuve.

Il y aurait un grave danger pour la Belgique si le public devait croire un jour que la Colonie, au lieu d'être un champ de travail sérieux, devient un terrain d'agiotage. Sa moralité risquerait de baisser si le courant désordonné des mouvements financiers l'entraînait à chercher son avenir non dans l'effort constant et régulier, mais dans les faveurs de la spéculation.

Toutes les grandes entreprises coloniales ont connu le danger de l'agiotage; mais il est possible que le danger ait été augmenté au Congo par le système initial des grandes concessions minières.

Les monopoles diminuent généralement l'intervention des pouvoirs publics auxquels ils tendent à se substituer et ils excluent en fait la concurrence qui constitue un excellent moyen de contrôle. Ils exercent sur les esprits une fascination facile qui fait prendre pour des résultats industriels immédiats ce qui n'est qu'une matière à transformation industrielle. Les rêves sont si naturels à l'homme et il faut si peu d'efforts pour les susciter!

Les grandes concessions présentent aussi l'inconvénient de constituer un obstacle au développement économique du pays.

Si des groupes divers se disputaient les richesses du sous-sol, ils apporteraient chacun son activité propre; ils multiplieraient les centres de vie économique; ils n'auraient pas l'intérêt qu'ont les sociétés à monopole de laisser reposer de grandes réserves; par l'éparpillement de leurs entreprises ils donneraient naissance aux transactions commerciales variées qui caractérisent l'éveil d'une contrée.

L'État, de son côté, aurait plus de facilité pour remplir sa mission; il trou-

verait dans le rendement général de l'impôt les ressources nécessaires à l'organisation de ses services, et il aurait ainsi un contrôle qui peut être utile pour la connaissance de la vraie situation.

Dans son rapport sur l'exercice de 1910, le secrétaire du Département de l'Intérieur des États-Unis attribue le rapide développement de son pays à la liberté des prospections et d'acquisition de terres. L'expérience des grandes concessions faite au Katanga en sens inverse est de nature à confirmer cette appréciation.

Quelle est exactement la situation minière du Katanga? Il manque des renseignements précis sur des points essentiels. La richesse des gisements miniers de cuivre et d'étain n'est guère contestée; mais quelles sont les conditions économiques de la mise en exploitation? Le charbon africain peut-il donner du coke? Aura-t-on de la main-d'œuvre? Quel sera le prix de production et d'exportation du métal? Le drainage de la main-d'œuvre se fera-t-il sans paralyser l'agriculture et les plantations?

On comprend que toutes ces questions ne peuvent être résolues en un jour; mais encore convient-il que le pays connaisse quelques éléments du problème.

Le conseil d'administration de l'Union Minière vient de faire un exposé très objectif dans l'assemblée du 4 décembre. Nous avons, avant la publication de ce document, cru devoir poser à M. le Ministre des questions que nous reproduisons avec les réponses.

Question.

« M. le Ministre est-il en mesure :

» 1° De faire connaître les résultats des recherches minières qui se poursuivent dans la Colonie?

» 2° De faire connaître les résultats des procédés essayés pour le traitement des minerais au Katanga?

» 3° D'indiquer la direction dans laquelle on se propose de développer la main-d'œuvre qui fait défaut au Katanga. »

Réponse.

« 1° Résultat des recherches minières : Le Gouvernement ne possède pas, au sujet des travaux de prospection poursuivis pour le compte de la Colonie, d'autres renseignements que ceux qui se trouvent dans le rapport aux Chambres (p. 21). Ils mentionnent que des dépôts aurifères ont été découverts entre Kilo et la rivière Moto. La teneur de ces gisements n'a pas encore été déterminée.

» La Société internationale forestière et minière du Congo a commencé l'exploitation des alluvions et filons aurifères dans le Haut-Tele (rapport aux

Chambres, p. 21). Elle se dispose à introduire de nouvelles demandes en autorisation d'exploiter dans la partie nord de sa concession.

» D'autre part, elle vient de signaler la découverte d'un certain nombre de diamants dans le district du Kasai. Elle poursuit très activement ses travaux dans cette région, dans le but notamment de rechercher les cheminées ou les alluvions diamantifères d'où proviennent les pierres trouvées dans le lit d'un cours d'eau.

» La Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands-Lacs Africains n'a pas signalé d'autres découvertes que celles qui sont indiquées dans le rapport aux Chambres (p. 21); celles-ci ont eu lieu dans le sud-est du district de Stanleyville et se rapportent à plusieurs gisements formés soit par des veines de quartz aurifères, soit par des alluvions de graviers et de sables aurifères.

» La Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, qui n'a encore signalé aucune découverte, vient d'envoyer dans le Haut-Kasai une importante mission de prospection.

» Pour le Katanga, le rapport du Comité spécial rend compte de la marche des prospections minières. Les renseignements, au 30 juin, contenus dans ce rapport peuvent être complétés comme suit :

» Quatre nouveaux blocs pour recherches exclusives ont été notifiés par des sociétés concessionnaires : deux par la Société des recherches minières du Bas-Katanga, dont l'un sur la Loyoi et l'autre au nord de Kiambi; un par la Société industrielle et minière du Katanga, sur la rive droite du Lualaba, entre la rivière Gule et la rivière Mutenie; un par la Société géologique et minière des industriels et ingénieurs belges, près du Tanganika,

» D'autre part, le soixante-dix-septième permis spécial de recherche minière a été délivré le 16 octobre dernier. La grande majorité de ces permis ont été demandés pour la recherche du cuivre. Les autres déclarations de découvertes signalent surtout l'étain et le fer. On a notifié aussi quelques découvertes de manganèse, d'or, de platine, de lignite, etc.

» 2° L'Union minière du Haut-Katanga a commencé l'exploitation de la mine de cuivre de l'Étoile du Congo. Les usines sont établies à 12 kilomètres de la mine, sur la Lubumbashi, près d'Élisabethville.

» Les essais de traitement au four Water-Jacket ont commencé le 30 juin dernier. Après quelques tâtonnements, on est arrivé, le 4 août, à une production assez régulière. La charge journalière du four était, fin août, de 150 à 200 tonnes, et la production journalière s'élevait à environ 15 tonnes de cuivre.

» Le cuivre produit un titre de 97 % de cuivre.

» Il est impossible, pour le moment, de fournir des renseignements plus complets, les études du traitement et les essais n'étant pas terminés.

* 3° Le programme du Gouvernement comporte une meilleure utilisation de la main-d'œuvre locale et un accroissement du nombre des ouvriers, par l'organisation du recrutement à distance.

» Il a été suppléé à l'insuffisance du décret du 17 août 1910 sur le contrat de travail, par deux ordonnances législatives qui seront incessamment soumises à l'approbation du Conseil colonial. La première énonce des sanctions pénales en cas de violations douloureuses du contrat. La seconde réglemente l'embauchage des travailleurs. Le manque de main-d'œuvre a été aggravé par l'action néfaste de certains recruteurs qui, par des procédés peu scrupuleux, maintiennent sous leur dépendance les indigènes désireux de travailler et cèdent ensuite leurs bras aux employeurs à des prix exorbitants. Le dépôt d'une caution exigée comme condition préalable à l'octroi d'un permis de recrutement écartera de la profession de recruteur les éléments les moins recommandables. L'indigène est protégé par l'obligation imposée au recruteur de faire viser une liste nominative des hommes engagés. Le débauchage est réprimé. S'il est nécessaire, d'autres mesures seront prises contre les abus des « contracteurs de main-d'œuvre ».

» La Bourse du travail au Katanga, société coopérative, créée à l'instar des « Labour bureaux » de l'Afrique du Sud en vue de centraliser les opérations de recrutement et de distribuer régulièrement la main-d'œuvre noire, a été réorganisée. Le nouveau directeur est un des hommes qui connaît le mieux les indigènes du Katanga et en est le plus aimé. La Bourse étend son action à tout le territoire du vice-gouvernement général et aux contrées voisines. Huit districts de recrutement ont été constitués, dotés chacun d'un personnel de recruteurs, qui s'efforcent de gagner la confiance des natifs en basant leurs opérations sur le respect des communautés indigènes. Les caravanes suivront des itinéraires déterminés, sur lesquels l'administration établira des gîtes d'étape et créera des postes d'inspection sanitaire.

» Pour le recrutement à distance, le directeur de la Bourse préconise une indemnité supplémentaire aux engagés et le transport sur le bief Kongolo-Bukama, par barges couvertes, remorquées par des vapeurs. Il étudie la question sur place et fera des propositions précises auxquelles il sera fait droit sans délai. Si, comme il est à prévoir, les opérations de recrutement s'étendent au district de Stanleyville, l'administration étudiera un tarif spécial pour le transport des travailleurs sur les chemins de fer et les vapeurs, tant à l'aller qu'au retour.

» La centralisation du recrutement aux mains d'un organisme responsable et étroitement surveillé, en même temps qu'elle accroîtra la main-d'œuvre, en assurera l'équitable distribution. L'affiliation à la Bourse du travail est ouverte à tous et la distribution des engagés se fait suivant une formule arrêtée de commun accord par les affiliés.

» Dans un rapport récemment parvenu à Bruxelles, le directeur de l'institution, sans se dissimuler les difficultés de sa tâche, exprime la conviction qu'il atteindra le but qu'il s'est proposé et qu'avant peu la Bourse pourra fournir à ses affiliés et même aux particuliers non affiliés un nombre de travailleurs suffisant. »

3° Situation agricole.

La vie agricole doit être à la base du développement économique du Katanga.

Pour l'introduire, il ne suffisait pas d'envoyer des missions qui effleurent à peine le sol et qui se contentent de poser les problèmes; la solution des problèmes doit se résoudre sur le terrain par des démonstrations scientifiques et pratiques continues, par la création et le développement d'exploitations agricoles qui, en luttant contre les mille difficultés du début, amènent des résultats positifs, justifiés par des expériences concluantes.

La tâche est lourde et l'on comprend que tous ceux qui l'avaient assumée, soit librement, soit à titre d'obligations, aient essayé de s'y soustraire et de s'en décharger sur la colonie.

On voit réapparaître ici le phénomène qui rend toujours la colonie victime de son association avec des intérêts privés, et il est important de s'y arrêter un instant pour signaler le fléchissement de ses droits.

Nous rappellerons sommairement les obligations des associés, nous verrons ensuite la façon dont ils ont exécuté leur mission et, enfin, nous examinerons la lésion portée aux intérêts de la Colonie. C'est la continuation d'un chapitre commencé dans les rapports antérieurs et dans la discussion parlementaire du 26 janvier 1944.

Au début l'État Indépendant avait compris que, lorsqu'il faisait des attributions de terres et des concessions minières, il devait imposer aux bénéficiaires le souci de la colonisation agricole.

C'était logique, car la mise en valeur des terres favorise les intérêts des propriétaires et fournit les vivres au personnel industriel; elle influence les facteurs du travail, la santé physique des ouvriers, le coût de la main-d'œuvre.

On sait que la Compagnie du Katanga fut constituée par convention-décret du 12 mars 1894; elle reçut une mission publique étendue à l'instar de la *British South Africa Chartered Co* qui la précède d'un an; et elle reçut en rémunération des services stipulés le tiers de tout le Katanga en pleine propriété.

Nous ne retenons ici de ces obligations que son obligation agricole libellée comme suit :

La Compagnie a pour but :

1° L'exploitation du ... Katanga ... au point de vue de la *colonisation, de l'agriculture, du commerce et de l'exploitation minière.*

3° La constitution, à l'aide de ses propres ressources ou par des sociétés spéciales, d'entreprises de *colonisation ou d'exploitation du sol ou du sous-sol* dans la région explorée, etc.

La gestion de l'indivision immobilière existant entre la Compagnie du Katanga et la Colonie fut confiée, par convention du 19 juin 1900, au Comité spécial du Katanga chargé d'assurer et de diriger en participation

l'exploitation de tous les terrains indivis ; tous avantages, tous bénéfices ainsi que tous frais, charges ou pertes devaient être supportés à raison de deux tiers par l'État et d'un tiers par la Compagnie du Katanga.

L'État Indépendant connaissait l'importance de la mission et des capitaux qu'elle exigerait au début ; aussi, par une convention du 25 juin 1903 s'engageait-il à faire l'avance (au delà de 1,800,000 francs) de toutes les dépenses de la gestion commune ; l'avance ne devait être remboursée que par un prélèvement annuel de 10 % sur les bénéfices nets du Comité. Ce système d'avances est pratiqué, avec des modalités, aux États-Unis pour les grands travaux d'irrigation.

La Compagnie du Katanga était donc dégagée de tous soucis financiers ; mais on est allé plus loin, on a déchargé indirectement la Compagnie du Katanga, en reportant sur la Colonie seule les dépenses du Comité spécial qui intéressaient pour un tiers la Compagnie du Katanga.

Brusquement, à la suite de l'arrêté royal du 22 mars 1910 mettant fin à la délégation du pouvoir exécutif, la Colonie reprend à sa charge, sans compensation, les frais supportés jusque-là par le Comité spécial et s'élevant en 1909 à plus de 1,200,000 francs ; c'était un avantage qui, renouvelé pour les septante-neuf ans d'existence du Comité spécial, s'élève, pour celui-ci, à 96 millions de francs et, pour la Compagnie du Katanga, à 32 millions de francs.

Cette situation a été signalée déjà dans le rapport de la Section centrale sur le Budget colonial de 1911 ; mais la discussion parlementaire du 26 janvier 1911 qui s'en est suivie n'ayant pas apporté de justification suffisante, il a été demandé cette fois à M. le Ministre des Colonies de communiquer la convention en vertu de laquelle les charges de la Colonie avaient été aggravées dans des proportions aussi importantes ; il résulte de la réponse reproduite plus loin qu'il n'y a pas eu de convention.

Ainsi donc la situation conventionnelle créée au Katanga pour la cession de terres et pour la répartition des charges, situation respectée en fait dans leurs budgets par les parties en cause, se trouve brusquement bouleversée sans convention écrite et sans intervention ni du Conseil colonial ni des Chambres.

En résumé, on arrive à cette conclusion que, sans acte nouveau, on a substitué une association nouvelle à une association conventionnelle existante ; on a remplacé une association normale de mise en valeur d'une indivision immobilière à frais communs par une association anormale, dans laquelle les charges sont supportées par un seul associé et les bénéfices partagés par les deux.

Dans la discussion budgétaire de janvier 1911, M. le Ministre, après avoir dit qu'il aurait trouvé l'occasion de demander des compensations, justifiait le bouleversement de la situation par deux considérations dont la valeur est discutable. Il invoquait l'abandon, par le Comité spécial, de son droit exclusif à la récolte des produits domaniaux ; mais ce droit, outre qu'il fut contestable, devait disparaître dans l'intérêt même de la mise en valeur du Katanga dont le Comité spécial est le bénéficiaire. Il ajoutait qu'il fallait dégrever

le Comité spécial de toutes charges administratives et ramener ainsi l'arrangement à sa portée primitive, telle qu'elle résulte de la convention-décret du 12 mars 1894.

Mais l'erreur de cette appréciation apparaît lorsqu'on consulte les termes de cette convention-décret que nous venons de transcrire et qui, outre la mission administrative, donnait à la Compagnie du Katanga pour objet, c'est-à-dire pour raison d'être, la mise en valeur agricole et minière de la concession.

Nous ne parlerons ici que de la seule mise en valeur agricole. Elle était dictée par l'intérêt du Comité spécial, en même temps que par son obligation; et elle était représentée dans les dépenses du Budget du Comité spécial en 1909 par un crédit de fr. 706,763.98, libellé comme suit au chapitre II, comme sous-titre du Service des zones : « *Administration et service de l'agriculture* », 3 chefs de zone, 42 agents, travailleurs noirs. (Rapport Budget du Congo belge pour 1911, p. 62.)

Dans le Budget pour 1912, il ne figure plus aucun article agricole. Le Comité spécial abandonne la mise en valeur agricole, qui était l'objet social initial; il annonce, dans ses rapports et dans ses prévisions de dépenses pour 1911 (idem, p. 64), qu'il cède à la Colonie ses fermes de Lukonzolma, de Moliro et de Kayoyo, fermes qui étaient pour lui des sources de dépenses.

Le Comité spécial ne participe plus en rien à la mise en valeur agricole du Katanga; il s'est déchargé de ce soin sur la Colonie. Pourquoi? Non parce que la tâche est étrangère à ses devoirs, mais parce que les devoirs assumés entraînent des charges. On ne voit plus paraître dans le Budget du Comité spécial qu'une seule activité: celle de présider à la vente des terres et à l'octroi des concessions!

Le Comité spécial était un organisme d'action économique; il devient un organisme de vente et de recette. Presque toutes les charges, sans convention nouvelle, sont transférées à la Colonie.

Cette situation devait être signalée à la Chambre; elle peut avoir sur l'avenir de la Colonie un effet financier considérable.

*
.

Pour apprécier la difficulté de la mise en valeur agricole assumée par la Colonie seule au profit du Comité spécial, il faut connaître la situation dans laquelle se trouve l'indivision terrienne dont la charge de gestion est transférée à la Colonie.

Elle a été exposée par M. le Ministre au Conseil colonial le 4 novembre 1911, dans le but de justifier l'extension des concessions terriennes de la Compagnie foncière, agricole et pastorale, dont l'activité est louable et utile. Il fallait bien donner les motifs pour lesquels on devait doubler la concession de 75,000 hectares accordée le 18 janvier 1910; ces motifs, prévus et fondés, prouvent combien le service agricole avait été perdu de vue au Katanga.

« Sans être pessimiste, dit M. le Ministre, le professeur Frateur (délégué

» par la Société foncière aux fins d'inspection et d'étude), constate que les
» conditions agricoles du Katanga ne sont pas actuellement des plus favo-
» rables, tout étant encore à l'état de nature. Les premiers propriétaires
» ruraux auront à faire de coûteuses expériences et à vaincre des difficultés
» considérables; les terres sont fertiles dans les vallées, mais la main-
» d'œuvre est rare, les défrichements sont très onéreux, la tsé-tsé est un
» danger permanent pour les troupeaux. Il n'y a pas de gros bétail, le
» petit bétail est rare. Les animaux devront être importés du sud à grands
» frais et subiront des pertes en s'acclimatant. Les pâturages naturels ne
» sont pas riches, on estime à 15 hectares la superficie nécessaire à l'ali-
» mentation d'une bête. »

La Compagnie foncière constate au surplus que, malgré les subsides, elle perd 2,000 francs par colon introduit et que le colon est aisément attiré par l'industrie.

Les constatations faites par M. le Ministre l'amènent à cette conclusion prévue : « La Société n'est pas viable dans les conditions présentes. La
» convention du 18 janvier 1910 a été passée à une époque où l'on igno-
» rait tout du Katanga. »

Il n'est pas sans intérêt de constater que les exposés sont différents d'allure suivant qu'il s'agit d'un document purement administratif ou d'un document privé invoqué à l'appui d'une demande. L'optimisme fait place à des constatations plus positives, dont la sincérité jette un jour plus vrai sur les situations. C'est un progrès dont on ne peut méconnaître l'importance; la description réaliste de la situation sert mieux la Colonie que les élans d'enthousiasme; elle est indispensable aux œuvres de longue haleine; elle prépare l'avenir en suggérant les solutions méthodiques.

Nous avons déjà cité le rapport d'un consul étranger qui signale l'absence complète de données expérimentales en fait de culture et d'élevage au Katanga.

La mission de Leplae est, avec l'entreprise de la Compagnie foncière, le premier effort sérieux tenté au Katanga en matière agricole; mais il sera frappé de stérilité s'il n'est soutenu par un organisme compétent créé sur place et qui s'identifiera avec l'éveil agricole de cette région.

La Colonie vient de reprendre les fermes établies par le Comité spécial et par l'Union minière. On peut se demander si cette reprise ne constitue pas une erreur au double point de vue financier et économique.

Nous savons que les fermes expérimentales constituent une source de dépenses, à l'instar des jardins botaniques ou des laboratoires publics; il suffirait de produire leur bilan industriel pour faire ressortir l'importance des sacrifices qu'elles demandent. La Colonie en les reprenant même gratuitement y trouve non un cadeau mais une charge.

Au point de vue économique, l'opération de la reprise n'est pas plus favorable. Elle peut faire croire à l'activité d'une administration; mais elle n'ajoute pas un facteur économique nouveau. Au contraire, elle affaiblit un facteur existant.

En effet, toute l'action du Gouvernement doit tendre à associer le plus possible les efforts privés à sa mission colonisatrice. Plus il y aura de particuliers et de groupements privés pour s'appliquer à l'exploitation agricole, plus il y aura de collaborations et d'expérience instructives. Le service technique de l'État a intérêt, non à les supprimer, mais à les encourager de ses conseils et de ses subsides.

C'est cette politique de l'initiative subsidiée que l'administration coloniale a inaugurée avec la Compagnie foncière dont elle aide la naissance et le développement par des subsides et par des suppléments de concessions.

Pourquoi soustraire le Comité spécial à la mission agricole que lui imposaient son intérêt et ses obligations? Cette attitude différente est préjudiciable aux intérêts financiers et économiques de la Colonie.

Quelle sera, dans l'avenir, la charge financière de la colonisation agricole que la Colonie semble vouloir continuer par ses seules forces, sans le concours des intéressés? On peut en avoir une idée lorsqu'on consulte les chiffres du Budget de 1912.

Outre le crédit de 1,465,751 francs inscrit au Budget ordinaire pour l'agriculture en général, et le crédit de 1,890,300 francs inscrit au Budget extraordinaire pour création de centres agricoles et d'élevage qui doivent intéresser spécialement le Katanga, il y a le crédit de 3,750,000 francs inscrit au même budget comme fonds d'immigration.

La Colonie doit-elle être seule à supporter ces charges énormes de mise en valeur agricole qui était l'objet social de la Compagnie du Katanga, et qui était en partie la justification de l'attribution en pleine propriété du tiers du Katanga? M. le Ministre, nous en avons la conviction, voudra livrer cette question à un nouvel examen.

*
* *

Nous avons demandé à M. le Ministre le compte de 1910 du Comité spécial et son Budget pour 1912; de ces documents, que nous reproduisons et qui complètent les documents publiés dans le rapport budgétaire de l'exercice précédent, il résulte, outre les conclusions exposées plus haut, que le Compte de 1910 comprenait encore un crédit pour l'administration et le service de l'agriculture, crédit de fr. 545,055.79 déjà inférieur au crédit de 1909, et que le Budget de 1912 n'inscrit plus de crédit de ce chef, mais qu'il reçoit des remboursements de la Colonie pour services supprimés.

Nous reproduisons les questions avec les réponses.

Première question.

« M. le Ministre ne pourrait-il communiquer à la Section centrale le Budget du Comité spécial pour l'exercice nouveau 1912 et le compte de l'exercice écoulé? »

» Il serait à souhaiter que le Budget comprenne les développements, c'est-à-dire le détail des traitements, conformément à l'exposé budgétaire en usage en Belgique. »

Réponse.

« Ci-joint copie de deux lettres du Comité spécial du Katanga : la première en date du 24 août 1911, transmettant un tableau développé de ses prévisions de dépenses et de recettes pour 1912; la seconde, en date du 17 novembre courant, transmettant son compte au 31 décembre 1910. »

Bruxelles, le 22 août 1911.

« A Monsieur le Ministre des Colonies, à Bruxelles.

» MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre n° 3719, 3^e direction générale, 4^e direction, du 8 juillet écoulé, et de vous faire savoir que le Comité spécial du Katanga compte ne pas solliciter de crédit du Gouvernement, pour l'année 1912, en exécution de la convention du 25 juin 1903.

» Tandis que les dépenses prévues pour l'exercice prochain se chiffrent par 1,128,030 francs, les recettes espérées, augmentées de l'encaisse en banque au 1^{er} janvier 1912, et des versements qui seront faits au Comité, par la Colonie, porteront à 1,188,030 francs la somme dont le Comité disposera pendant l'année prochaine.

» Cette situation particulière à l'exercice 1912 résultera du remboursement au Comité, par la Colonie, des débours faits pour son compte, en Afrique, pendant l'année 1910, ainsi que du remboursement des dépenses faites en Belgique par le Comité en 1910 et en 1911, du chef de l'engagement d'un certain nombre d'agents envoyés au Katanga pour le compte de la Colonie.

» Je joins ici deux relevés détaillés des prévisions de dépenses et de recettes pour l'année 1912.

» Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments de haute considération.

» *Le Président,*

» (S.) DROOGMANS. »

COMITÉ SPÉCIAL DU KATANGA.

Prévisions de dépenses pour 1912.

SERVICE CENTRAL.

1 représentant; 1 adjoint; 1 secrétaire; 4 ingénieurs; 1 jurisconsulte; 5 géomètres; 1 comptable; 4 agents représentant le Comité dans différents postes pour la vente et la location des terres; augmentations éventuelles

au personnel; frais d'entretien du personnel, y compris les honoraires au Dr Polidori, à Elisabethville; frais de voyage de Bruxelles à Elisabethville et vice versa; indemnité de voyage aux agents et voyages à l'intérieur des ingénieurs et des géomètres; 43 cuisiniers, boys et travailleurs indigènes; fournitures de bureau fr. 368,955 »

MISSIONS ET TRAVAUX.

Matériel, mobilier, objets de campement et instruments de précision pour les ingénieurs et les géomètres; frêt, transports, droits d'entrée 52,400 »

IMPÔTS.

Impôts directs et personnels. 5,000 »

ASSURANCE

des bâtiments en fer et en briques à Elisabethville, des meubles, des divers envois jusqu'à Elisabethville 3,500 »

POSTES ET TÉLÉGRAMMES.

Frais d'expédition de courriers postaux et de télégrammes 2,000 »

PROCÈS RABINECK.

Pas de dépense prévue.

PRÊTS COLONIE.

Somme due à la Colonie pour intérêt sur sommes prêtées au 31 décembre 1914 370,000 »

DÉPENSES DIVERSES.

Dépenses imprévues 5,000 »

FRAIS GÉNÉRAUX EN EUROPE.

Personnel en Europe, y compris le traitement et l'indemnité de gestion de M. le Président et des membres du Comité; location d'un immeuble à Bruxelles; fournitures de bureau. 71,175 »

A REPORTER. . . fr. 878,030 »

REPORT. . . fr. 878,030 »

EXPLOITATION DES KUNDELUNGU-LUALABA.

Appels de fonds probables en 1912 150,000 »

VOIRIE.

Travaux à Elisabethville 100,000 »

TOTAL. . . 1,128,030 »

Prévisions de recettes pour 1912.

Coupes de bois fr. 5,000 »

Occupations provisoires de terres 2,500 »

Locations de terres 40,000 »

Ventes de terres 155,530 »

Permis et autorisation de recherches minières 70,000 »

TOTAL DES RECETTES. . . fr. 273,030 »

auxquelles il y a lieu d'ajouter :

1° les remboursements qui seront faits au Comité spécial
du Katanga, par la Colonie, suivant inventaires au
31 août 1910, de la valeur :

des marchandises dans les postes fr. 52,000 »

des encaisses métalliques dans les postes 167,000 »

des provisions, des médicaments, des instruments de
chirurgie et d'arpentage 170,000 »

des colis remis à la Colonie après l'établissement des
inventaires au 31 août 1910 151,000 »

des colis en cours de route qui seront remis à la Colonie
dès leur réception, à Elisabethville. 75,000 »

2° l'encaisse du Comité spécial du Katanga en banque au
1^{er} janvier 1912 300,000 »

TOTAL. . . fr. 1,188,030 »

Bruxelles, le 17 novembre 1911.

« A Monsieur le Ministre des Colonies, à Bruxelles.

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» Comme suite à ma lettre du 14 août dernier, n° 497 D, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le compte du Comité spécial du Katanga pour l'exercice 1910.

» Veuillez, etc...

» Le Président,

» (S.) H. DROOGMANS. »

Dépenses du Comité spécial du Katanga se rapportant à l'exercice 1910.

CHAPITRE I^{er}.

SERVICE CENTRAL.

2 représentants; 1 secrétaire; 6 travailleurs noirs . fr. 70,478 21

CHAPITRE II.

SERVICE DES ZONES.

Administration et service de l'Agriculture.

3 chefs de zone; 41 agents; 589 travailleurs noirs . . 545,055 79

CHAPITRE III.

CORPS DE POLICE.

1 commandant; 3 chefs de peloton; 11 sous-officiers;
882 soldats noirs; armement; équipement 254,906 82

CHAPITRE IV.

SERVICE DE LA NAVIGATION.

2 capitaines-mécaniciens; 2 mécaniciens noirs; 18 matelots noirs; entretien des vapeurs. 25,122 41

CHAPITRE V.

HYGIÈNE.

5 médecins; 11 infirmiers noirs; pharmacies et lazarets. 69,643 11

A REPORTER. . . fr. 965,206 34

REPORT. . . fr. 965,206 34

CHAPITRE VI.

MINES ET TERRES.

2 ingénieurs; 3 géomètres; 9 agents; 29 travailleurs
noirs; instruments de précision et objets de campement. 445,209 42

CHAPITRE VII.

CULTES.

Subsides aux missionnaires 4,303 26

CHAPITRE VIII.

TRAVAUX PUBLICS.

Constructions de routes; matériaux et outils servant à la
construction et à l'entretien des bâtiments; mobilier et
objets de campement 31,595 96

CHAPITRE IX.

IMPÔTS.

Impôts directs et personnels. 12,232 68

CHAPITRE X.

ASSURANCES.

Marchandises, vivres, médicaments, etc., existant en
Afrique 1,440 41

CHAPITRE XI.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Frais d'expédition de courriers postaux et de télégrammes. 5,824 55

CHAPITRE XII.

PROCÈS RABINECK.

Frais de justice 963 34

A REPORTER. . . fr. 1,466,775 96

REPORT. . . fr. 1,166,775 96

CHAPITRE XIII.

PRÊTS COLONIE.

Somme due à la Colonie pour intérêt sur sommes prêtées
 au 31 décembre 1910 333,138 18

CHAPITRE XIV.

DÉPENSES DIVERSES.

Dépenses diverses en Afrique ne se rattachant pas aux
 présents chapitres 8,310 07

CHAPITRE XV.

FRAIS GÉNÉRAUX EN EUROPE. 82,198 35

TOTAL. . . fr. 1,590,422 56

Recettes du Comité spécial du Katanga se rapportant à l'exercice 1910.

Vente de caoutchouc à Anvers. fr. 210,215 20
 Vente d'ivoire à Anvers. 13,831 29
 Exploitation des salines en Afrique 9,711 74
 Vente et location de terres 268,014 01
 Recettes minières 37,000 »
 Location d'immeubles 2,480 70
 Coupes de bois 9,186 72

MONTANT DES RECETTES. . . . fr. 550,439 66

Montant des dépenses 1,590,422 56

Montant des recettes. 550,439 66

SOIT UNE DIFFÉRENCE DE. . . . fr. 1,039,982 90

Le prêt consenti par la Colonie, en 1910, est de 2,050,000 francs. Cette remise est supérieure à la somme de fr. 1,039,982.90 (excédent des dépenses sur les recettes), pour la raison qu'aux dépenses exclusives du Comité doivent être ajoutées celles effectuées pour le compte de la Colonie,

du chef de l'engagement d'agents et de débours faits en Afrique, ainsi que la valeur des vivres, des marchandises et divers acquis en 1910, par le Comité, et cédés à la Colonie à partir du 1^{er} septembre 1910.

Ces dépenses ne sont en quelque sorte que des avances faites par le Comité à la Colonie, avances qui sont en voie de remboursement.

2^e Question.

« M. le Ministre voudrait-il communiquer à la Section centrale la convention faite avec le Comité spécial et en vertu de laquelle la Colonie assume la presque totalité des charges qui incombait précédemment au Comité spécial et qui semble avoir provoqué les remboursements effectués par la Colonie au Comité spécial en 1910 et 1911 ? »

» Voudrait-il indiquer l'importance de ces remboursements ? »

» Voudrait-il indiquer les conséquences financières que cette convention aura pour la Colonie dès 1912 et qu'elle aura vraisemblablement sur les budgets futurs ; il importerait à cet effet de mettre en regard le Budget de 1912 avec le Budget qui précède la première application de la convention.

» Voudrait-il indiquer notamment les bases et les considérations sur lesquelles reposent cette convention ? »

Réponse.

« Nous ignorons à quelle convention la question fait allusion. Le décret du 22 mars 1910 a mis fin, conformément à l'article 22 de la Charte coloniale, à la délégation du Comité spécial du Katanga. Aucune convention n'était nécessaire à ce sujet. En prévision du retrait de la délégation, dont la date était fixée au 1^{er} septembre 1910, la Colonie a eu recours aux bons offices du Comité spécial pour préparer la reprise. Le remboursement dont il est question et dont les documents communiqués à la Section centrale déterminent le montant ont été effectués pour couvrir le Comité des avances qu'il a faites pendant cette période transitoire pour compte de la Colonie. Les conséquences du changement de régime ont été exposées et discutées lors de l'examen du Budget de 1911. »

EM. TIBBAUT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
I. — Politique coloniale	1
II. — Situation financière	5
1° Absence de comptes séparés des régies	5
2° Absence de budgets régionaux	6
3° Confusion des recettes et des dépenses ordinaires et extraordinaires	7
III. — Budget extraordinaire. Fonds spécial	10
IV. — Outillage et situation économique	13
ANNEXE. — Note personnelle	18
A. — Décentralisation.	19
B. — Le Katanga	28
1° Situation administrative	28
2° Situation minière	29
3° Situation agricole	33

(46)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1944.

BEGROOTING VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR BELGISCH CONGO, DIENSTJAAR 1942 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **TIBBAUT**.

MIJNE HEEREN,

I. — KOLONIALE POLITIEK.

België zet standvastig zijne koloniale politiek voort, bewust van het grootsche beschavingswerk dat het in Afrika op zich heeft genomen, vast besloten al de plichten te vervullen die er uit voortvloeien.

Zoo men acht geeft op de verheven beginselen moeiende dienen tot leidraad van een beschaafd tegenover een ondergeschikt volk, dan moet men bekennen dat de nieuwe richting boven elke critiek staat; zij is gegrond op gezonde begrippen van staathuishoudkunde en op het voorplan vindt men de drie onontbeerlijke bestanddeelen van economischen vooruitgang: vrije handel, vrije arbeid en verspreiding van gemunt geld.

Op deze baan kan ons koloniaal werk zich snel uitbreiden op voorwaarde dat de handelingen van het bestuur op de hoogte van de taak zijn.

België laat zich door de moeilijkheden van de onderneming en evenmin door geschreeuw van buiten afleiden van zijne taak.

Onlangs ontstond hevige pennetwist betreffende eene overeenkomst,

(1) Begrooting, n^r 5.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NEHINX, bestond uit de heeren D'HAERT, DE LALIEUX, VAN LIMBURG STIRUM, TIBBAUT, DE JONGHE D'ARDOYE, DE SADELEER.

onderhandeld tusschen twee Mogendheden die bezittingen hebben in Centraal-Afrika. Dat verwekte gewichtige besprekingen in de buitenlandsche parlementen. België kon ze nagaan met aandacht, doch zonder onrust. Ongetwijfeld zal de Minister van Buitenlandsche Zaken raadzaam oordeelen de Kamer inlichtingen te verschaffen over de strekking van de onderhandelingen en van de tot stand gekomen overeenkomst. Onze rechten, geboren uit een genialen koninklijken ondernemingsgeest, bevestigd door de toewijding, de opoffering, den heldenmoed van duizenden onzer medeburgers en bekrachtigd door de verdragen, blijven buiten alle betwisting.

*
* * *

't Ware overbodig, de beginselen van de koloniale politiek andermaal te bestudeeren, zij werden reeds breedvoerig in de Kamer besproken; het zal volstaan stil te blijven bij enkele punten van toepassing.

De handelsvrijheid die in de gansche Kolonie bestaat, verwierf meer gemakkelijkerheid, ten gevolge van schikkingen die een einde maakten aan verscheidene groote concessiën, namelijk door de overeenkomsten met de Maatschappij van Kasai, met de Maatschappij « Abir » en met de Maatschappij « l'Anversoise ».

Vrije inzameling van de domaniale voortbrengselen is nog slechts beperkt in de laatste der zones en het ware te wenschen dat deze, zoo mogelijk, vóór den bepaalden datum van 1 Juli eerstkomende werden opengesteld. Zij strekt zich ook uit over gansch Katanga, waarvan het derde in vollen eigendom was afgestaan aan de Maatschappij van Katanga. Ongelukkig blijft vrije oogst verboden in de groote strook van acht millioen hectaren, in concessie gegeven aan de Maatschappij der Groote Meren, blijvend de ontginning voor gemeene rekening der Maatschappij en der Kolonie toevertrouwd aan de Koloniale Regeering.

Eenparig wordt verlangd dat deze op overeenkomst berustende toestand worde gewijzigd. Dit bleek ten overvloede uit de parlementaire beraadslaging, die, tijdens het jongste zittingsjaar, voorafging aan de machtiging voor de Maatschappij der Groote Meren tot verhooging van haar kapitaal met 25 millioen. 't Was te denken dat, om gemakkelijker tot eene nieuwe schikking te komen, het gepast ware geweest gebruik te maken van de omstandigheid die het Parlement het recht gaf in deze op te treden; dit denkbeeld werd geopperd, doch de Minister verkoos deze onderhandelingen te verschuiven. Met leedwezen stellen wij vast, dat, volgens een antwoord van den Minister, de toestand niet is veranderd, ofschoon hij weinig overeenstemt met de beginselen waarvan de nieuwere politiek uitgaat.

De Middenafdeeling stelde den Minister de volgende vraag :

Vraag.

« Heeft de Minister eene schikking gevonden tot wijziging der bepalingen

van de overeenkomst die de Kolonie belast, voor gemeenschappelijke winst, akkerbouw te bedrijven op de landen behorende tot de concessie der Maatschappij van de Groote Meren ?

Antwoord.

« De zaak ligt ter studie. »

De Middenafdeeling stelde eene aanvullende vraag.

Vraag.

« Kan de Minister aan de Middenafdeeling opgeven hoeveel deze ontginning kost, welke middelen daartoe worden aangewend, welke uitslagen zijn verworven ?

Antwoord.

« 1^o De kosten van deze ontginning zijn geraamd op fr. 4.98 per kilo caoutchouc en op fr. 7.50 per kilo ivoor, tot Antwerpen verkocht voor gemeene rekening van de Kolonie en van de Maatschappij der Groote Meren. Deze prijzen zijn bij akkoord door beide partijen aangenomen, gezien het onmogelijk is nauwkeurig te bepalen het cijfer van de gedane uitgaven om te doen uitkomen de waarde van gemelde streken ten gevolge van de bijdrage van het personeel, belast met het inzamelen van de domaniale voortbrengselen in die streken, tot verschillende territoriale diensten der Kolonie.

» 2^o De domaniale voortbrengselen worden vrijwillig aangebracht.

» 3^o De volgende uitslagen zijn verworven :

» In 1910 : 90,491 kilo versch caoutchouc en 2,245 kilo ivoor.

» In 1911 : volgens de jongste door het Hoofdbestuur, tot hiertoe, gekende inlichtingen (zes maanden, voor het gedeelte der streken tusschen de strook van de Stanley-Falls en vier maanden, voor die welke behoort tot de strook van Opper-Ituri), 37,477 kilo versch caoutchouc en 378^k750 ivoor. »

*
* *

In aanmerking genomen het stelsel waaronder de streek staat, moeten in acht worden genomen de nieuwere concessiën waardoor tot stand komen private domeinen, waarvan de uitgestrektheid weinig overeenkomt met de economische richting aan onze koloniale politiek gegeven. Dit is het geval met de concessie, in 1910 verleend aan de firma Lever, die haar in staat stelt, onder beding van bezitneming en aanplanting, in vollen eigendom te verwerven verscheidene blokken die te zamen 750,000 hectaren beslaan.

Het tot stand brengen van dit uitgestrekt domein levert dezelfde bezwaren op als monopolien ; het is van aard om mededinging te hinderen en deze

is nochtans de grootste prikkel tot vooruitgang en brengt de nieuwere landen de talrijke en onderscheiden medehulp aan, onontbeerlijk om hunne waarde te doen uitkomen.

In zijn jongste verslag over het dienstjaar 1910, werd door den Secretaris van het Departement van Binnenlandsche Zaken der Vereenigde Staten de buitengewone ontwikkeling van dit uitgestrekt land toegeschreven aan de koene politiek der grootste vrijheid. « De Vereenigde Staten, zoo schrijft hij, danken grootendeels hunnen bloei aan vrije ontdekking en verwerving van gronden... Hierin, evenals in de wetten op den verkoop van gronden, vindt de vrijgevigheid van de Regeering haar loon in de stoffelijke welvaart van het volk... Dit is waar, zoo voor den grond als voor de mijnen... Het publiek moet zorgen om den grond zijne meeste voortbrengingskracht te bezorgen. »

Alles wat het denkbeeld van monopolie weinig of veel nabijkomt, is noodlottig. Dit is insgelijks het geval met winstgevende ondernemingen in Staatsbedrijf, die niet behooren tot een dienst van algemeen nut, als daar zijn de groote aanplantingen van caoutchoucsoorten; ze zijn dubbel nadeelig; niet alleen nemen zij in aanspraak den arbeid welken private ondernemingen vergen, ook treedt daardoor de Staat buiten zijn eigenlijken werkring.

Zijne openbare zending is nochtans lastig genoeg om niet zijne aandacht af te keeren voor ondergeschikte diensten. Vooral moet hij orde en vrede handhaven, want dit zijn de onontbeerlijke grondslagen voor alle economische werking; hij moet ook gemakkelijker laten doordringen en uitbreiden den privaten ondernemingsgeest, het land openstellen voor economische toerusting, de eerste pogingen der kolonisten leiden door proefnemingen en raadgevingen, de inboorlingen inwijden in de begrippen van een verhevener verstandelijk en zedelijk economisch leven.

Ook is het te wenschen dat de Kolonie ten spoedigste afziet van aanplantingen in Staatsbedrijf, als zij niet strekken tot practische studie en onderricht; zij vinden geene rechtvaardiging in fiskale noch meer algemeene redenen van staathuishoudkunde. Uit de ervaring is ten overvloede gebleken dat zij jammerlijke mislukking verwekken, en, werd daarvan eene bijzondere rekening opgemaakt onder de gedaante van eene balans, er zou ongetwijfeld uit blijken dat de geldelijke uitslagen hoogst schadelijk zijn.

De Begroting van Uitgaven en Ontvangsten voor order bevat onder artikel 16 een krediet van 1 miljoen frank, als bijzonder fonds, ingesteld door middel van de heffing der belasting op het aanplanten van caoutchoucsoorten. Dit is dus de voortzetting van de fiskale ondernemingen waarvan men vastberaden dient af te zien.

De Kolonie moet zich volstrekt loswerken uit deze banden die de vervulling van hare bestuurszending hinderen, de uitbreiding van den ondernemingsgeest in den weg staan.

Het daaraan verbonden koloniaal personeel kan gemakkelijk beter worden gebezigd; het kan onder de inboorlingen verspreiden de teelt van voedings-

en nijverheidsgewassen om de bevolking te voeden en den handel uit te breiden; ook kan het worden gebruikt bij proefnemingen die inlanders en kolonisten moeten dienen als leidraad voor den akkerbouw.

Tot hiertoe heeft enkel de aanplanting van cacaoboomen eenigen goeden uitslag opgeleverd. Men mist de uitkomsten van de proefnemingen, landbouwkundige en economische begrippen over andere landelijke voortbrengselen, als daar zijn de regelmatige benutting en aanplanting van den palmetboom, die het best tiert in Congo. Deze leemte is des te meer jammerlijk, daar de toekomst der Kolonie berust op het doen uitkomen van de waarde des gronds.

II. — FINANCIEELE TOESTAND.

De algemeene Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor Congo, dienstjaar 1912, wordt voorgesteld onder drie afzonderlijke wetsontwerpen, die elk eene bijzondere Begrooting bevatten, te weten : de Begrooting van 's Lands Middelen, die 45,367,639 frank bereikt; de Begrooting van Gewone Ontvangsten, die 49,720,310 frank bedraagt en sluit met 4,352,671 frank meer gewone uitgaven dan ontvangsten, welk tekort niet wordt aangevuld door aangewezen ontvangsten; de Begrooting van Afzonderlijke Uitgaven, beloopend fr. 16,818,660.21, bestreden door leening.

De Algemeene Begrooting zou, door hare ontvangsten en uitgaven, het economisch leven der Kolonie nauwkeurig moeten weerspiegelen; door middel van hare cijfers zou men moeten in staat zijn te oordeelen over haren tegenwoordigen toestand, over de ontwikkeling en de uitkomst van de bestuursmiddelen. Des te meer zou daarop worden ingeroepen de aandacht van het land en van de Kamers, naar gelang dat zij zich zou voordoen onder een meer eenvoudigen, duidelijken vorm; aldus zou zij bijdragen om meer ingenomenheid met de Congo-onderneming te verwekken.

Ongelukkig zijn, naar onder gebruik, de cijfers bijeengebracht op zoodanige wijze dat de ontleding van de Begrooting zeer moeilijk zoo niet onmogelijk wordt en alle afdoend oordeel verhindert.

Wij wijzen op drie leemten, die moeten aangevuld worden om beredeneerd te kunnen oordeelen over den gang der koloniale zaken : geene afzonderlijke rekeningen over staatsbedrijf, geene gewestelijke begrootingen, verwarring van gewone en buitengewone ontvangsten en uitgaven.

1° Geene afzonderlijke rekeningen over staatsbedrijf.

Onder artikel 17 van 's Lands Middelen staat eene ontvangst van 3,420.000 frank als ontginning van mijnen; onder de artikelen 55 tot 61 der Begrooting van Uitgaven, vindt men voor de mijnen gezamenlijke kredieten van 1,613,062 frank.

Deze eenvoudige naastenplaatsing van cijfers op verschillende begrootingen laat op het eerste zicht onderstellen dat de ontginning de aanzienlijke winst van 1,806,938 frank afwerpt.

Doch om over den uitslag te oordeelen, is eene afzonderlijke rekening noodig, onder den vorm van eene nijverheidsbalans, in aanmerking genomen al de bestanddeelen van uitgaven en winstvermindering.

Wanneer een nijveraar eene fabriek sticht, brengt hij ze in zijne balans

en delgt ze op latere dienstjaren. Dit dient eveneens te geschieden met de winstgevende ondernemingen der Kolonie; men moet haren financiëelen toestand en dezer gevolgen voor de financiën der Kolonie kennen. Het zijn ervaringen die gewichtig kunnen zijn om ons aan de hand te doen de houding die wij moeten aannemen voor de ontginning van andere mijnlagen.

Het verslag licht ons in over de opsporingen, door de Kolonie ingericht op de Ituri, de Aruwimi en de Uele; het kondigt ons aan, dat de waarde der goudlagen eerlang zal uitkomen en dat er 3,000 werklieden worden gebezigd. Dienen wij niet te kennen den geldelijken uitslag der aangevangen ontginning, ten einde niet blindelings te werk te gaan?

Zoo staat op de Buitengewone Begrooting voor Congo, dienstjaar 1910, een krediet van 342,520 frank tot het bestrijden van de kosten eener mijnopsporing in het dienstjaar 1910, en het saldo van de uitgaven voor aankoop en vervoer van een baggermachine tot ontginning der mijn van Kilo. Op de verschillende buitengewone begrotingen staan kredieten voor ontginning in Aruwimi, jaarwedden, vergoedingen, onderhoud, reis- en vrachtkosten van het blank personeel; gereedschap, materieel en verschillende uitgaven. Nog andere kredieten der Buitengewone Begrooting kunnen den mijndienst betreffen, als daar zijn de kredieten bestemd tot het optrekken van woningen en gebouwen; doch 't is onmogelijk ze op te zoeken en bijeen te brengen.

De Middenafdeeling wendde zich tot den Minister om de bijzondere begrooting der economische ondernemingen, in staatsbeheer gedaan, te erlangen; zij bedoelde inzonderheid de mijnen van Kilo; doch dezelfde vraag kon worden gedaan voor de fiskale aanplantingen en voor den vervoerdienst, die, met de opbrengst van de overeenkomsten met maatschappijen en andere, de aanzienlijke som van 2,827,000 frank oplevert.

Ofschoon het antwoord van den Minister ontkennend is, toch laat het hopen dat de aanstaande begrooting onder een meer redelijken vorm zal worden voorgesteld.

Vraag.

« Kan de Minister, onder den vorm van nijverheidsbalans, eene afzonderlijke begrooting geven van de economische ondernemingen in staatsbedrijf, namelijk de ontginning van goud te Kilo? »

Antwoord.

« Eene nijverheidsbalans kan vooralsnu niet worden gegeven voor de economische ondernemingen in staatsbedrijf en namelijk voor de ontginning van goud te Kilo; eerst in Mei laatstleden werd besloten tot het houden van eene afzonderlijke rekening der andere diensten van de Kolonie, om, op volstrekt juiste wijze, den kostenden prijs per kilogram goud te bepalen. »

2° Geene gewestelijke begrotingen.

Bij het inzien van de Begrooting kan men zich thans geen rekenschap geven van den toestand in de verschillende streken der Kolonie; nochtans verschillen zij aanzienlijk met elkander, zoo in het opzicht van bevolking en hulpmiddelen als in dit van hun ontwikkeling op bestuurlijk en economisch gebied. Neder-Congo is veel meer gevorderd dan Opper-Congo en Katanga verkeert in zoo bijzondere omstandigheden, dat het is ingericht als algemeen bestuur.

In de begrotingen loopt alles dooreen, alsof het geen wezenlijk belang opleverde, uit de samengevoegde cijfers op te maken, hoever men in elke streek gevorderd is. Deze opmerking in zake van begrooting raakt het groot vraagstuk van de decentralisatie, dat gansch onze aandacht verdient en dat wij verder zullen onderzoeken.

3° Verwarring van de gewone met de buitengewone ontvangsten en uitgaven.

't Is moeilijk in de toepassing de buitengewone uitgaven te onderscheiden van de gewone. Daaraan kan minder belang worden gehecht bij den aanvang van eene koloniale onderneming die noodzakelijk medebrengt de kosten van ingangzetting en eerste inrichting; ook is het licht te begrijpen dat men, om de gewone uitgaven te bestrijden, niet alleen zijn toevlucht moet nemen tot de geldmiddelen van het begrootingsjaar, maar ook tot de kapitalen die vroeger werden gevormd.

Nochtans, zonder daaraan de beteekenis van eene critiek te hechten, dient te worden gewezen op de verwarring die dit jaar wordt gemaakt tusschen de gewone en de buitengewone ontvangsten.

De Algemeene Begrooting voor 1912 moet worden gespijsd met de ontvangsten van het beoogde dienstjaar, en zou regelmatig in evenwicht sluiten, indien de ontvangsten van het dienstjaar 1912 volstonden om de uitgaven van 1912 te bestrijden. Trouwens, eene begrooting is geene inventaris noch eene balans, opgemaakt na boedelbeschrijving; zij is slechts eene balans van de ontvangsten en uitgaven gedurende het jaar. Is er een tekort, het kan worden aangevuld hetzij door eene leening, hetzij door het gebruiken van reserve-kapitalen, gevormd in vroegere dienstjaren. Doch het moet worden aangewezen.

Het bekend tekort voor 1912 beloopt 4,352,671 frank; doch het zou meer bedragen, hadde men niet bij de vermoedelijke jaarlijksche ontvangsten gevoegd de ontvangsten voortkomend van voorraad, vóór 1912 gemaakt.

Onder de ontvangsten komen geregeld voor het ivoor, het caoutchouc en het goud dat men in 1912 zal verwerven, doch daarbij worden ook gevoegd

het goud, caoutchouc en ivoor, vóór 1912 gewonnen en als voorraad in de Antwerpsche magazijnen op 1 Januari 1912; ook het goud dat op dien datum onder zeil zal zijn.

De cijfers zijn aanzienlijk; zij bedragen voor het goud 4,090,625 frank; voor het caoutchouc 4,979,744 frank en voor het ivoor 1,140,000, dus te zamen 10,210,369 frank. Waren deze gezamenlijke uitzonderlijke ontvangsten niet gevoegd bij de loopende ontvangsten, dan zou het tekort der begrooting 14,563,040 frank bedragen.

Deze ontvangsten zullen niet meer voorkomen in latere dienstjaren; dus moet men ze onverlet laten, wil men berekenen de geldmiddelen waarop de Kolonie mag steunen om toekomstige uitgaven te bestrijden. Mogelijk kunnen zij worden vervangen door andere reserve-kapitalen die beschikbaar zouden worden.

Bij deze ontvangsten wordt ook gevoegd de uitzonderlijke opbrengst van den verkoop van goederen in Congo, die uitmaken den ongebruikten voorraad, zijnde 3,000,000 frank; doch daartegen komen, gedeeltelijk, de meerdere uitgaven, verwekt door de afschaffing van den voedingsvoorraad.

*
* *

Eene der oorzaken van het tekort op de begrooting zijn de mindere ontvangsten ten gevolge van het invoeren van de nieuwe koloniale politiek. De domaniale voortbrengselen mogen thans vrij worden inge oogst, behalve in de derde strook. Volgens de raming voor de begrooting bedragen de voortbrengselen van het domein, de belastingen in natura en in oogstvruchten, 7,474,405 frank minder dan in het vorige dienstjaar; de belasting in geld die ze moet vervangen vermeerdert slechts met 2,500,000 frank.

Ten gevolge van overeenkomsten met de concessiehoudende maatschappijen bedraagt, daarenboven, de opbrengst der portefeuilles 3,004,650 frank minder; doch, onder de nog bestaande waarden dient men te vermelden de vergoeding van 10 miljoen frank, bedongen in de overeenkomst met de Kasaimaatschappij, de betwiste rechten op de stichting van Niederfulbach en de aanzienlijke rechten die de Kolonie bezit in de verschillende spoorwegmaatschappijen, in de *Union minière* en in het bijzonder Comiteit van Katanga; doch de opbrengst van deze rechten geldt veeleer voor de toekomst.

De geldelijke achteruitgang ten gevolge van het veranderd economisch stelsel wordt inzonderheid gevoeld op de begrooting voor 1912. Later zal er niet meer een zoo schielijken teruggang in de ontvangsten zijn aan te stippen. De domaniale voortbrengselen zullen als voorziene ontvangst nog slechts aangerekend worden voor 2,886,595 frank; anderdeels is de ontvangst van het ivoor, die aanzienlijk schijnt te verminderen en waarvan de grondslag moet omgewerkt worden, nog slechts geraamd op 2,220,625 frank.

Het fiscaal stelsel kan voortaan zijn geregelde gang volgen, zonder schielijke storing te moeten duchten : 't is te hopen dat de belasting in geld en de andere belastingen, gesteund op handels- en nijverheidsbedrijvigheid in de Kolonie, eene hoe langer zoo meer vruchtbare bron voor de financiën der Kolonie zullen zijn.

Eene andere oorzaak van het gemis van evenwicht in de begrooting is de vermeerdering van de uitgaven, wat het tegendeel is met de ontvangsten. De uitlegging daarvan vindt men in de geschiedenis zelve van onze Kolonie alsmede in de toepassing van gebrekkige stelsels van koloniaal beheer, namelijk de centralisatie die nutteloos blijft bestaan na den tijd der militaire inbezitting.

Groote koloniale landen konden hun koloniaal rijk vestigen door trage en minder kostbare doordringing. De koloniale verovering van Engeland ging doorgaans uit van de werking der handelslieden; of wel laat het hun volkomen vrijheid, hen bekleedend met de openbare macht onder den vorm van charta en dit is het geval met de *British South Africa Chartered Cy*; of wel onderwerpt het eene strook aan Britschen invloed, vertrouwend op het ontzag voor zijne macht om mededinging uit den weg te ruimen, en richt het niet eene onmiddellijke bezetting in, maar een trapsgewijze voeling. Dit is 't geval met Kordofan, waar alle toegang den Europeanen is afgesloten tot de spoorweg van El Obéid is aangelegd.

Zoo kon de Congostaat niet te werk gaan; hij kon enkel tot stand komen door zijne rechten te steunen op eene onmiddellijke bezetting van gansch het grondgebied; ook is het te begrijpen dat deze handelwijze aanzienlijke kosten van eerste inrichting na zich sleept.

Doch de ongewone toeneming van de uitgaven heeft eene ander oorzaak die wij kunnen doen verdwijnen; deze oorzaak is de centralisatie, die alle plaatselijk leven te niet doet door fonctionnarisme, formalisme, nutteloos geschrijf.

In het verslag der Middenafdeeling werd verleden jaar aangetoond welk aanzienlijk deel de kosten van louter beheer hebben in de toeneming van de koloniale uitgaven. Onnoodig daarop terug te komen, tenzij om er nogmaals de aandacht op te vestigen en andermaal uit te zien naar het middel tegen eene gevaarlijke strekking.

*
* * *

Ten spoedigste dient tot stand te komen een stelsel van decentralisatie, waarbij elke medewerking beter wordt benuttigd, dat handels- en nijverheidsbedrijvigheid uitlokt in alle streken. Niet alleen zal dit beter ten goede komen aan de geldelijke opofferingen, maar ook de bloei van de Kolonie zal daarin een machtigen prikkel hebben.

Het financieewezen van de Kolonie op vasten voet brengen is een werk van langen adem; ook is het einde van het gebrek aan evenwicht in de

begrooting nog niet te voorzien. Dus dienen wij onze aandacht te wijden aan het financieel vraagstuk, dat bestaat in alle koloniseerende landen.

De Congoleesche rente, in nog ruimere mate uit te geven naar gelang van de toenemende groote werken en de meerdere bestuurskosten, vindt thans gemakkelijk aftrek. Dit dankt men niet enkel aan de medewerking van eene machtige financieele instelling, maar ook aan het vertrouwen door het publiek gesteld in de Kolonie en in de zedelijke verantwoordelijkheid van België ten opzichte van de Kolonie.

Toch mag men zich afvragen of deze geldbelegging van 4 % in Congoleesche waarden niet van aard is om in zekere mate bij te dragen in het versmiden van de Belgische rente; ware dit het geval, dan kon oprijzen de vraag of ons land er geen belang zou bij hebben dit dualisme te verzachten of weg te nemen, hetzij door gelijkmaking van den interest op de twee soorten van rente, hetzij door wettelijk de verantwoordelijkheid voor de Congoleesche schuld op zich te nemen.

III. — BUITENGEWOON BEGROOTING. BIJZONDER FONDS.

De Buitengewone Begrooting bevat uitgaven, door de toelichting gerangschikt in vier klassen : die welke voortspruiten uit het Verdrag tot afstand van Congo aan België, die welke moeten dienen tot nadere economische toerusting van de Kolonie, die welke, ofschoon niet winstgevend, niettemin bijdragen om de Kolonie te verrijken, zoowel in Congo als in België, en die welke zijn veroorzaakt door grensbepalingen.

Onnoodig stil te blijven bij de bijzonderheden van deze uitgaven en haren buitengewone aard. Bij den aanvang is zekere rekbaarheid gemakkelijk uit te leggen. Het zal volstaan eenige bijzondere artikelen in overzicht te nemen.

Reeds vroeger deden wij opmerken dat de Buitengewone Begrooting verschillende artikelen betreffende fiskale ondernemingen betreft ; bij voorbeeld het krediet van 805,860 frank voor opsporing van mijnen, op- en inrichting van ontginningswerven. Zij dienden te worden aangevuld met eene nijverheidsbalans die den staat en de opbrengst der ontginningen duidelijk laat uitkomen.

Twée belangrijke artikelen betreffen het productief maken van de Kolonie in zake van landbouw : een krediet van 1,890,300 frank voor het stichten van centrums van landbouw en veeteelt en een krediet van 3,750,000 frank voor het fonds van vestiging en de verschillende kosten van neerzetting in Katanga. Men ziet van hier hoe uitgestrekt de taak op landbouwgebied in de Kolonie is, hoeveel geldoffers zij vergt. Verder zullen wij de vraag stellen of het raadzaam was, af te zien van de geldelijke medehulp door overeenkomsten opgelegd.

Op de Buitengewone Begrooting staat ook het krediet van 3,300,000 frank, zijnde de vierde annuïteit van het bijzonder Fonds van 50 millioen frank, tot stand gebracht bij § 3, artikel 4 van de Akte, toegevoegd aan het Verdrag tot afstand van Congo aan België.

Men weet welke bestemming door den Koning is gegeven aan de vroegere jaarsommen : zij berust op menschlievende redenen en ook op de bezorgdheid om de economische ontwikkeling van Congo te bespoedigen.

In het verslag over 1914, eveneens als in de vroegere verslagen, zijn bijzonderheden opgegeven omtrent het gebruik van de derde annuïteit. Dat zal eenparig worden goedgekeurd ; zij dient voor pensioenen aan Belgische burgers, die onder bepaalde omstandigheden dienst deden bij den Onafhankelijken Staat of bij het Bijzonder Comité, voor onderstand aan dezer weduwen en behoeftige aanverwanten, voor reisvergoeding aan vrouwen van magistraten of agenten, en aan kloosterzusters, voor toelagen aan de

Belgische onderwijzende zendelingen, voor vergoeding van 't verblijf van uit ziekte opkomenden, enz.

Eene som van 1,250,000 frank is bestemd voor de gezondmaking van den Belgischen Congo, hospitalen voor negers en andere uitgaven.

Niet genoeg kan men denken aan volkomen vrijwaring van de arbeidskrachten. Het Moederland moet in de eerste plaats bezorgd zijn om den gezondheidsstaat. Dit veroorlooft de blanke agenten welvarend en krachtig te blijven, eerste voorwaarde tot nuttige medewerking. Zij bevordert het weerstandsvermogen der negers tegen de ziekten die hen zoo zeer wegmaaien. Harerzijds zet de Regeering den strijd voort tegen de slaapziekte die veel onrust blijft baren; in sommige streken schijnt de kwaal gestremd, in andere zet zij hare verwoestingen voort. Kan men ze niet genezen, dan moet men het gebruik van afwerende middelen krachtig doorzetten; daartoe zal geene opoffering te groot zijn; men moet de bevolking redden, waaraan wij eerst en vooral moeten denken, want zonder haar is geen vooruitgang voor de Kolonie te verwachten.

De Kamer zal eenparig dankbaar erkennen de medewerking dit jaar verleend aan den strijd tegen de slaapziekte door het volkshemende werk van de Bloem der Koningin. De verkoop van Edelweisz heeft 240,000 frank opgebracht. De Koningin heeft, toen zij de bestemming dier som voor Congo uiteenzette, met recht de vaste overtuiging kunnen uitspreken dat het werk « op deze wijze zal bijdragen tot het verlichten van eene groote » ellende en zal beantwoorden aan de zoo edelmoedige gevoelens der » talrijke Belgen, die er aan deelnamen ». Wij uiten den wensch dat het modelsanatorium van Leopoldstad, de werken der wetenschap gemakkelijk makende en door de Kolonie leidende de stelselmatige werking der geneesheeren, der zendelingen en der zwarte pleegbroeders, er toe gerake den weg te versperren aan deze verschrikkelijke plaag.

Op de annuïteit wordt een krediet van 25,000 frank toegestaan tot bevordering van het huwelijk van inlandsche vrouwen vereenigd met veelwijvigen. Dit schijnt uit te gaan van eene bij uitstek sociale bezorgdheid. Onmogelijk kan men den inlandschen maatschappelijken toestand verbreken, schielijk de inrichting van het familieleven en van de haar kenschetsende zeden afschaffen. Ineens de veelwijverij afschaffen, zou gansch Midden-Afrika geweldig in opstand brengen en terugwerking verwekken. Trage doch toenemende werking is aan te bevelen om de oorspronkelijke rassen een meer verheven levensbegrip te geven. Eenwijverij moet inzonderheid worden beschermd en billijke voordeelen erlangen; doch eene vrouw moet uit de veelwijverij kunnen ontsnappen zonder dat het belang van den veelwijvigen echtgenoot al te zeer wordt gekrenkt, vermits deze man zijne vrouwen beschouwt als een eigendom en zich zou verzetten tegen berooving van zijne rechten zonder vergoeding.

Het krediet van 25,000 frank zal dienen tot bevordering van een zedelijken ommekeer: de zendelingen drijven dien door met bewonderenswaardige verkleefdheid, die weldadigen invloed zal hebben op de toeneming van de bevolking in Congo.

600,000 frank werden door den Koning besteed aan proefnemingen met en inrichting van de draadlooze telegraaf; zoo wordt gevolgd het plan van handels- en nijverheidstoerusting; de lijnen zijn duidelijk afgeteekend en de uitvoering geschiedt hoogstverdienselijk snel.

Niet alleen gevoelden de koloniale agenten en de reizigers zich gescheiden van het overige der wereld, ook handeldrijvenden werden geschaad in hunne levensbelangen; zij konden niet met zekerheid den staat der markten kennen, wat dient tot grondslag van alle handelsbedrijvigheid, zich niet vooraf inlichten over de aankomst der schepen die goederen moesten medebrengen of medenemen.

Reeds nu of eerlang komen de posten van Banana en Boma in aanraking met de groote centra's van het Congoleesche binnenland, met de schepen op den oceaan, met de uitgangspunten van de onderzeesche kabels. Om te beseffen hoe nuttig eene snelle gemeenschap tusschen Afrika en Europa is, moet men ze vergelijken met de traagheid, de onderbrekingen in een vroeger gebrekkigen telegraafdienst.

Het aanleggen van de draadlooze telegraaf dwars door de Kolonie is een uitstekende vooruitgang voor handel en nijverheid en voor het openbaar bestuur.

Van de voorgaande annuïteit was een krediet van 470,000 frank besteed aan de afbakening van den stroom, de groote ader waardoor gansch het economisch leven van Opper-Congo vloeit. Dit is de eerste stap tot eene goeddoordachte inrichting, die de scheepvaart moet ontslaan van de gevaren der rotsen en der drijfzandbanken. De voortbrengingskracht van Congo kan aanzienlijk toenemen. De opeenhooping van onafgeschreven goederen te Leopoldstad is betreurenswaardig en verdient onze gansche aandacht.

De Toelichting vanwege de Regeering kondigt aan dat de Koning, zijn werk voortzettend, een snelvarend schip laat bouwen, om de reizigers en de post te vervoeren. Einde 1912 vangt het zijn dienst aan. Welke vooruitgang ware het, kon men, door middel van snelvarende stoomschepen en van reizen bij nachte, in acht dagen van Leopoldstad naar Stanley stad reizen, wat thans schier zoo lang duurt als de reis van Antwerpen naar Matadi. Die eerstbedoelde eentonige reis ontzenuwt de agenten. Hoeveel tijd uitgespaard? Hoeveel meer opbrengst voor het personeel en den handelsman?

(14 A)

(N^o 40. — VERBETERING)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1911.

BEGROOTING VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR BELGISCH
CONGO, DIENSTJAAR 1912.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **TIBBAUT**.

VERBETERING

Bladz. 15, 4^e paragraaf, staat : De Belgische Naamlooze Ven-
nootschap « *Les Huileries du Congo belge* », lees : *De Naamlooze*
Vennootschap « La Société anonyme des pétroles au Congo ».

(14B)

(ERRATUM AU N° 40)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1944.

**BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU CONGO BELGE
POUR L'EXERCICE 1912.**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, PAR M. TIBBAUT.

ERRATUM

Lire, page 13, quatrième alinéa : *La Société anonyme des pétroles au Congo* au lieu de : *La Société anonyme belge Les Huileries du Congo belge.*

IV. — ECONOMISCHE UITRUSTING EN TOESTAND.

De economische uitrusting der Kolonie, in haar geheel genomen, neemt snel toe.

Het verkeer van Europa met Afrika werd merkkelijk verbeterd. De Belgische zeevaartmaatschappij beschikt over drie stoombooten met eene gezamenlijke tonnenmaat van 19,150 ton; twee nieuwe stoomschepen, ieder van 7,500 ton, zijn in opbouw en zullen binnen enkele maanden in gebruik worden genomen. De reis geschiedt sneller, gemakkelijker en veiliger; de draadlooze telegraaf houdt de schepen nagenoeg gestadig in aanraking hetzij met het vasteland, hetzij met de op reis zijnde postbooten.

Gewichtige werken worden voortgezet om de hinderlijke vaargeulen van den Beneden-Congo te verdiepen en de groote stoombooten toe te laten Matadi te bereiken zonder te moeten gelicht worden. De pogingen van het Koloniaal Bestuur zullen met groote voldoening onthaald worden, vooral in de handelswereld waarvan de medewerking niet genoeg aangemoedigd kan worden.

Het verslag der Regeering vermeldt de oprichting van de Belgische Vennootschap « *Les Huileries du Congo belge* », welke aan de Kolonie den grooten dienst zal bewijzen de petroleum naar Boven-Congo te voeren door middel van leidingsbuizen van Matadi tot Leopoldstad.

Het vervangen van het hout op de stoombooten door die vloeibare brandstof zal niet alleen het vervoer op de rivieren gemakkelijker maken, maar ook twee onrechtstreeksche gevolgen hebben, waaraan met niet genoeg belang kan hechten: het zal veel arbeid sparen, welke verloren gaat in de houtposten; het zal de uitroeiing van de bosschen beletten, welke men volstrekt moet behouden voor de vruchtbaarheid van den grond en niet zou mogen uithakken tenzij men ze vervangt door cultuurplanten.

De groote in den jongsten tijd verwezenlijkte vooruitgang is de rechtstreeksche gemeenschapsweg aangelegd tusschen den Beneden-Congo en de eerste rotsbergen van Katanga door het uitstrekken van den spoorweg tot Cogolo en het tot stand brengen van eene vaargeul door het Kisalemeer. Voortaan is de verstaafgelegen provincie van Katanga verbonden met Boma door middel van den grooten nationalen Congoweg. De spoorweg, die van Bukama uitgaat en het baanvak van Elisabethstad te ontmoet gaat, alsmede die welke Lualaba met Tanganyika verbindt, zijn in aanleg; zij zullen doelmatig bijdragen tot uitbreiding van den politieken en economischen invloed welken onze groote gemeenschapsweg door Afrika heen moet uitoefenen op het midden van Afrika.

Het zou weinig of geen belang opleveren, het vraagstuk van de Congo-spoorwegen opnieuw in zijn geheel te onderzoeken. Het volstaat te wijzen op het hoofdzakelijk belang dat de tarieven opleveren.

De spoorweg Matadi-Leopoldstad beheerscht gansch het economisch leven van Boven-Congo. Hij heeft ten doel, de Kolonie open te stellen voor de bedrijvigheid op landbouw- handels- en nijverheidsgebied; doch dat doel kan hij alleen dan bereiken, wanneer de prijzen van vervoer en van verwerking zijn bepaald zóódat de gewone voortbrengselen, namelijk de landbouwvoortbrengselen, op de wereldmarkt kunnen aangevoerd worden zonder te hooge voorafgaande kosten. Het kan niet genoeg herhaald worden : het volstond niet den hinderpaal der bergen te overwinnen; ook de hinderpaal der tarieven bij het opklimmen en bij het neerdalen dient uit den weg geruimd te worden; gansch de toekomst van Boven-Congo hangt daarvan af; daarom ook moet het vraagstuk van het overnemen van den spoorweg — vraagstuk dat moet opgelost worden vóór 1916 — van stonden aan de aandacht van België wekken.

Thans worden uit Boven-Congo geen landbouwvoortbrengselen uitgevoerd, tenzij caoutchouc en uiterst weinig cacao. Dienaangaande ontbreken de vereischte gegevens; wij moeten ons vergenoegen met de algemeene gegevens betreffende den uitvoer, waarbij geen onderscheid wordt gemaakt tusschen de waren uit Beneden-Congo en die uit Boven-Congo.

Volgens de algemeene statistieken bedraagt de bijzondere uitvoerhandel in 1910 fr. 66,602,295.25; dat is een tiental millioenen meer dan het vorige jaar; doch er dient te worden aangemerkt dat deze vermeerdering is veroorzaakt, ten bedrage van 8 millioen en half, door den opslag van het caoutchouc en niet door de uitgevoerde hoeveelheid die verminderde.

Daarin wordt vermeld de cacao slechts voor fr. 1,071,372.94, de palmolie voor 1,797,592 frank en de palmnoten voor fr. 2,657,164.16. De Minister merkt aan dat de eerste vier maanden van het jaar 1911 eene aanzienlijke toeneming aanwijzen voor den uitvoer van palmnoten, palmolie, ivoor en kreupelcaoutchouc, en daarentegen eene vermindering voor het slingercaoutchouc.

Mag die strekking verheugend heeten, toch blijft het waar dat het onderzoek der statistieken tot eene tweevoudige nadeelige bevinding leidt. Meest al de uitgevoerde voortbrengselen, buiten caoutchouc en ivoor, worden aangevoerd uit Beneden-Congo; en onder al de uitgevoerde voortbrengselen is er inderdaad slechts ééne cultuurplant, met name de cacao; nagenoeg al het caoutchouc moet aangezien worden als niet door bebouwing voortgebracht; palmnoten en palmolie komen voort van planten in 't wilde; zij leveren echter dit voordeel op, dat nieuwe voorraad daarvan nagenoeg in 't oneindige kan opgedaan worden en dat zij een aanzienlijk bestanddeel zijn van de bedrijvigheid der inboorlingen.

Uit die gegevens blijkt, dat zoo de Beneden-Congo en vooral Mayumbe door het uitvoeren van hunne voortbrengselen aantoonen dat zij productief zijn gemaakt, Boven-Congo is echter ten achter. Om er het landbouwleven

uit te breiden, die de hoofdbron is van den bloei eener kolonie, zal men, bij den in- en uitvoer, goedkoope vervoertarieven moeten hepalen voor alles wat de landbouw verbruikt of voortbrengt; ook zal de technische dienst krachtig moeten optreden en zullen al de ambtenaren hunne medewerking moeten verleen.

Er wordt bevestigd dat de teelt van voedingsplanten, die vroeger het voorwerp was van de gestadige bezorgdheid der beambten, niet toeneemt, ja zelfs schijnt te verminderen. De mode ervan verdwijnt, zegt men. De vermindering van den landbouwaanleg bij de inlandsche bevolking is een aanzienlijke kwaal, waartegen men uiterst krachtig moet ingaan.

Wij behoeven niet te herhalen wat wij in een vorig verslag zegden omtrent de werkwijzen; het schijnt echter dat, zoo men, bij de beoordeeling van de ambtenaren, hunnen ondernemingsgeest op landbouwgebied meer in aanmerking nam en zoo, anderzijds, de inboorlingen voor elke poging op landbouwgebied werden aangemoedigd, hetzij met premiën, hetzij met diploma's, de Kolonie minder gebrek aan versehe eetwaren zou lijden tot groot voordeel der kolonisten; zij zou een ruime bron zijn van producten die ten goede zouden komen én aan den handel én aan 's Rijks ontvangsten.

Men kan handelen zooals de missiën die, nagenoeg alle, bouwlanden aanleggen en haar prachtig werk van geloofsbeschaving vestigen op economische grondslagen.

Men zal het eens zijn om al de maatregelen der Regeering goed te keuren, welke bijdragen tot het productief maken van den grond, namelijk het zenden van landbouwkundigen in de districten van Kasai, van den Evenaar, van Bangala, van Ubangi, van Uelé en van Katanga, alsmede het afvaardigen van ambtenaren naar het buitenland om er de toestanden te bestudeeren. Waarom zou men geen beroep doen op de zoo talrijke Belgen die landbouwondernemingen tot stand brachten in Indië, in Amerika, in Oceanië en de groote verdienste hebben, blijk te hebben gegeven van ondernemingsgeest en veel ervaring op technisch gebied zoowel als handelskennis te hebben verworven.

Het vraagstuk van den arbeid der inboorlingen, welke een hoofdzakelijke economische factor is, dient ook bijzonder nagegaan te worden. Het schijnt wel dat in verscheidene streken de arbeidslust en de geest van gehoorzaamheid niet hebben toegenomen. Hieromtrent zijn er weinig officieele inlichtingen.

Het verslag der vennootschap *L'Union minière du Haut-Katanga* klaagt den toestand aan :

« Het is nochtans noodig — wordt daarin geschreven — dat men zonder verwijl maatregelen neme om den inboorling er toe te brengen, de verbintenissen, welke hij vrijelijk aangaat, na te leven; het niet nemen van die maatregelen zou erge gevolgen kunnen hebben en de ontwikkeling der Kolonie vertragen, althans in gevaar brengen. »

Hoe is het op dat gebied gelegen in de overige streken? Ongetwijfeld

houdt de Regeering niet op, belang te stellen in het vraagstuk. Wellicht zal zij het gepast oordeelen, enkele inlichtingen te geven aan de Kamer.

*
* * *

Wellicht zal het van belang zijn, te wijzen op eene juridische leemte welke dient ten spoedigste te worden aangevuld.

Aan de groote landbouwondernemingen wordt thans niet het vereischte gemak verleend om haar rechtsbestaan te waarborgen.

Naar de enge opvatting onzer Belgische wetgeving genieten alleen de handelsvennootschappen het voordeel der rechtspersoonlijkheid. De maatschappijen, die volgens de wet geen handelsvennootschappen zijn, blijven burgerrechtelijke maatschappijen, om 't even onder welken vorm zij worden opgericht. Zij kunnen den gewonen vorm der naamlooze vennootschap aannemen, doch daaruit volgt niet dat zij de voordeelen bezitten, welke aan dien vorm zijn verbonden door de wet op de vennootschappen van 18 Mei 1873 en van 22 Mei 1886; onder die voordeelen komt dit der rechtspersoonlijkheid voor.

Zij hebben een bestaan, als gemeenschap van goederen en van belangen, geregeld door de maatschappelijke overeenkomst; die gemeenschap is echter niet onafhankelijk van de deelgenooten die medeigenaars blijven; zij maakt geen nieuwen persoon uit, onderscheiden van de leden; daaruit spruiten talrijke moeilijkheden voort voor het overdragen van de goederen, voor het instellen van rechtsvorderingen, enz.

Eene maatschappij, die de bebouwing ten doel heeft, kan geen handelsvennootschap zijn, zelfs wanneer zij blijkbaar winst betracht en talrijke nijverheidsbewerkingen uitvoert; welnu, het productief maken van gronden, welke ook het doel en de gewichtigheid der bijverrichtingen zijn, is niet begrepen in de klasse van handelingen, door de wet aangezien als handelsbedrijven.

Deze leemte moet ten spoedigste aangevuld worden ten einde aldus het productief maken van den landbouw in de Kolonie gemakkelijker te maken. Overigens, die hervorming is van belang voor de talrijke Belgische landbouwmaatschappijen die in het buitenland werkzaam zijn.

Het meest doortastende middel ware de afschaffing van het verouderd onderscheid gemaakt tusschen burgerlijke handelingen en handelsverrichtingen; deze maatregel zou echter ingewikkelde gevolgen hebben; om de bezwaren te voorkomen, zou men zich erbij kunnen bepalen, de handelsverrichtingen gelijk te stellen met elke economische handeling met winstbejag, verricht door de maatschappijen die werkzaam zijn in de koloniën of in het buitenland. Door den volgende tekst zou men het beoogde doel bereiken. « De Belgische maatschappijen met winstbejag, die optreden in de Kolonie of in het buitenland en den vorm van naamlooze vennootschap aannemen, zijn onderworpen aan de regeling der wetten van 18 Mei 1873 en van 22 Mei 1886 op de vennootschappen. »

Om den toestand der Congoleesche maatschappijen te regelen, zou het volstaan elke economische handeling met winstbejag bij decreet gelijk te stellen met eene handelsverrichting.

*
* *

Eene vraag werd gesteld betreffende de missiën, wij nemen ze over met het antwoord.

Vraag.

« Een lid verlangt te weten welke vereischten zijn gesteld tot het verleenen van de rechtspersoonlijkheid aan de missiën; hij vraagt waarom de geheele tekst van de besluiten niet wordt bekendgemaakt. »

Antwoord.

« De vereischten, gesteld tot het verleenen van de rechtspersoonlijkheid aan de missiën, zijn bepaald door het decreet van 26 December 1888. (*B. O.*, 1889, bl. 3.)

» In de bekendgemaakte uittreksels komen de aanwijzingen voor, die het publiek kunnen aanbelangen. »

* *

De Begrooting werd door de Middenafdeeling aangenomen met algemeene stemmen.

De Verslaggever,
EM. TIBBAUT.

De Voorzitter,
NERINCX.

BIJLAGE.

PERSOONLIJKE NOTA.

Bij het opnieuw uitzetten van de vraagstukken betreffende de decentralisatie en Katanga, vergeten wij niet hoe moeilijk de taak van den Minister der Koloniën is en welke aanzienlijke vooruitgang zich voordoet in de koloniale wetgeving. Men behoeft echter het verleden na te gaan om uitspraak te doen over elk materiaal dat werd aangewend tot het oprichten van het koloniaal gebouw.

Wij zijn in de voorbereidende periode, welke voorafgaat aan elken definitieven opbouw en waaruit blijken de gebreken, die voorkomen in de bijzonderheden, veeleer dan de verdienste van het geheel. Is de nauwgezette controle weinig aantrekkelijk voor hem, die den toestand oppervlakkig nagaat, dan toch is die controle onontbeerlijk voor het welslagen van het werk.

A. — DECENTRALISATIE.

Ieder jaar werd, bij de behandeling van de Koloniale Begrooting, het vraagstuk der decentralisatie te berde gebracht; zóó zal het steeds gaan tot dat men werkelijk zal afzien van een bestuursstelsel, dat gerechtvaardigd was door het militaire overwicht gedurende het heldentijdperk der inbezitting, doch noodlottig wordt gedurende het tijdperk der economische ontwikkeling; het verlamt natuurlijkerwijze de uiteinden en veroorzaakt de opgezwollenheid aan het hoofd.

Geen enkel groot koloniseerend land huldigt thans nog dit stelsel en Frankrijk, dat het laatste het centralisatiestelsel van het moederland had ingevoerd in de koloniën, ging weldra een anderen weg op, namelijk den weg eener volkomene decentralisatie. Het kan verwondering baren, dat de bestuurscentralisatie in de koloniën haar laatste toevluchtsoord vindt in ons land, hetwelk zijn bloei te danken heeft aan zijn vergedreven stelsel van decentralisatie.

Het ware overbodig, de behandeling van dat vraagstuk grondig te hervatten; het is echter onmogelijk niet te wijzen op de afdoende les welke ieder nieuw begrootingsjaar ons verstrekt.

Het volstaat de cijfers te lezen om vast te stellen dat de ambtenarij toeneemt; hierdoor worden de lasten noodzakelijkerwijs grooter zonder evenredig nut en wordt het gansche koloniale werk nedergedrukt.

Overal, in de Kolonie zoowel als in het Moederland, zijn de lasten verzwaaard.

De Gewone Begrooting voor Congo klimt van 47,825,285 frank tot 49,720,310 frank. Volgens bovenstaande berekening is er een verschil van meer dan 14 miljoen tusschen de inkomsten en de uitgaven.

De gewone uitgaven van het bestuur in het Moederland stijgen van 1,882,470 frank tot 1,212,700 frank.

Overal stijgen de uitgaven; die onvermijdelijke stijging volgt den logischen ontwikkelingsgang van een stelsel van bestuur buiten de Kolonie, krachtens hetwelk de werking plaats heeft waar alleen contróle zou moeten uitgeoefend worden.

Het reglement tot regeling van het hoofdbestuur van 3 November 1908 brengt een kader van 80 ambtenaren en beambten tot stand; de herinrichting van 25 Januari 1910 brengt een kader van 262 man tot stand. De Begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het Moederland vermeerderd het personeel, met huishewarder, enz., tot 280; de Begrooting voor 1912 brengt het tot op 316. Van 80 tot op 316 op vier jaar!

Wij hebben te Brussel een overvloed van hoogere graden; wij hebben 1 algemeenen secretaris en 7 algemeene bestuurders — betrekkingen die

onbekend zijn in Frankrijk — ; wij hadden 13 bestuurders, in 1912 zijn er 14 ; de afdeelingsoversten blijven wel is waar met 17, doch het getal bureelhoofden en bibliothecarissen klimt van 12 tot 19 ; de bureelonderoversten en ingenieurs blijven met 30, maar het getal geattacheerden, klerken en teekenaars klimmen van 145 tot 159 ; het lagere personeel moet noodzakelijkerwijs de beweging volgen ; het getal deurwaarders, huisbewaarders, enz., klimt van 55 tot 64 en er komen nog 6 tijdelijke beambten bij, te zamen 316 man.

De uitgaven staan in verband met de vermeerdering van het personeel : in de Begrooting voor het Moederland, dienstjaar 1909, was een krediet van slechts 634,950 frank voor het personeel uitgetrokken ; voor 1912 bedraagt het krediet 925,000 frank en er is dus eene verhooging van 100,000 frank per jaar.

Hoe is het mogelijk dat getal van 316 beambten te rechtvaardigen wanneer Frankrijk slechts 197 bedienden heeft voor zijne uitgestrekte koloniale bezittingen en, verre van zijn personeel te vermeerderen sedert het decreet tot inrichting van 23 Mei 1896, er de hoogste betrekking van algemeen secretaris heeft afgeschaft.

De kwaal ware nog zoo erg niet zoo zij beperkt bleef bij Europa en haren invloed niet deed gevoelen in Afrika ; doch de centraliseerende ambtenarij is besmettelijk en tast al de gedeelten aan van de instelling welke zij beweert te dienen.

Neemt het Moederland de plaats in van het plaatselijk bestuur om dezes handelingen in te geven en te besturen, dan vernietigt het de bron zelf van elken ondernemingsgeest en van het krachtdadig optreden, tevens de vrijheid en de verantwoordelijkheid. Het maakt de beambten er aan gewoon, bij het verre Moederland licht en drijfkracht te zoeken, niet meer te rekenen op zich zelf en op den beslissingsgeest die onontbeerlijk is in een midden waar het onvoorziene de regel is. En wanneer het de zelfstandige werking heeft gedood, tracht het de lamclendigheid te verhelpen door een overdreven toezicht en het vermeerderen van het getal ambtenaren ; het roept eene bureaucratische kolonie in het leven, waarvan het ingewikkeld raderwerk door te veel nuttelooze wrijving geen nuttige uitwerking meer heeft.

In Congo zijn er niet minder dan acht bestuurstreden welke men moet op- en afgaan voor de minste verrichting. Bij voorbeeld, een hulppost-overste, op het uiteinde der Kolonie, heeft eene schup noodig, welke hij misschien kan vinden in eene nabijgelegene factorij ; hij is verplicht ze te vragen aan zijn overste, den postoverste ; en zijne vraag zal achtereenvolgens gezonden worden aan den sectoroverste, den gewestoverste, den districtscommissaris, den Staatstoezichter, den vice-gouverneur-generaal, en deze zal zich moeten wenden, in Europa, hetzij tot den Gouverneur-generaal, hetzij tot den Minister van Koloniën.

De vraag zal aldus acht treden van het uiteinde der Kolonie naar het bestuur van 't Moederland in Europa opgaan, en de machtiging zal eveneens de acht treden afgaan om aan te komen bij den belanghebbende, wanneer,

bij den beambte, de ondernemingsgeest zal overwonnen zijn door de ontmoediging.

Men moet bijgevolg er zich niet over verwonderen, dat het koloniaal personeel, ook door de ambtenarij besmet, en de loutere bestuursuitgaven toenemen zonder evenredig nuttig gevolg. In 1908 bedroeg het 1,636 beambten, benevens 76 beambten van het Bijzonder Comité van Katanga; in 1911 bedraagt het 2,386 beambten, buiten de 229 beambten der Kolonie, arbeidende aan den spoorweg der Groote Meren.

*
* *

De veel kostende ingewikkeldheid van ons koloniaal bestuur blijkt des te beter, wanneer men die vergelijkt bij de doelmatige eenvoudigheid van andere koloniale besturen.

In de naburige kolonie Uganda zijn er slechts vier treden in het bestuur en er is sprake van ze op drie te verminderen. De vice-gouverneur, officieel genaamd *chief secretary to the Government*, handelt in den naam van den afwezigen gouverneur; aan het hoofd van elke provincie staat een *provincial commissioner*, die, volgens de jongste inlichtingen, misschien zal afgeschaft worden; aan het hoofd der districten staan de *district commissioners*, die worden bijgestaan door *assistant district commissioners*. Er zijn slechts elf districtscommissarissen en drie en twintig hulp-districtscommissarissen; doch bij dat bestuurskader moet men natuurlijk voegen de beambten van de bijzondere diensten, boekhouding, zeewezen, geneeskundigen dienst, openbare macht, enz.

Deze inrichting, zelf weinig ingewikkeld, is zeer lenig; zij is belast met de verdeeling der diensten en verandert heel dikwijls de indeeling der provincie-commissarissen, der districtscommissarissen en dezer toegevoegde ambtenaren ⁽¹⁾.

De doelmatigheid ervan blijkt niet alleen uit den vrede die in het land heerscht, maar ook uit dezès snellen economischen vooruitgang. Het bestuur van Uganda handelt met eene ruime onafhankelijkheid, zonder dat het Moederland, dat de hoogere politieke leiding en tevens het bestuurstoezicht behoudt, het op on gepaste wijze hindert.

« Ongetwijfeld zou de wetgeving van het Moederland, zegt de heer Rolin,
» haren wil theoretisch kunnen opdringen voor het bestuur dier streken,
» doch zooals de Louter het terecht aanmerkt voor Nederlandsch Indië,
» « niet het stellig recht, maar de politieke wijsheid alleen kan den wetgever
» » van het Moederland beletten zich met de koloniale wetgeving te belasten
» » en elke bevoegdheid daartoe onzeggen aan den plaatselijken wetgever.
» » Die politieke wijsheid bezitten de Engelschen in hooge mate, enz. »
» ... Wij zullen zien dat nagenoeg al de wetten van Uganda zijn opge-

(1) HENRI ROLIN, *Le droit de l'Uganda*, bl. 121, 1910. Brussel, Bruylant.

» maakt, in het Protectoraat, door den gouverneur benoemd door de Kroon, enz.

» De uitslag ervan is dat het bestuur in Afrika zijne moeilijke taak voortzet zonder verhinderd te worden door de tusschenkomst van raderwerken of politieke korpsen werkende in Europa, die niet al de gewenschte bevoegdheid bezitten ⁽¹⁾. »

In België kon de wetgeving naar de centralisatie gevoerd worden door eene terugwerking tegen de alleenheerschappij en het ware gepast ze te wijzigen; doch het bestuur van het Moederland heeft zijn geest en strekking gesteld op centralisatie; zij doet aan centralisatie, zonder dat eenige wet zulks voorschrijft.

Geene wetsbepaling belet, aan het hoofd van het bestuur in Afrika te stellen een gouverneur-generaal die de spil daarvan zijn zou. Niets belet verscheidene ondergouverneurs aan te stellen zooals in Katanga. Niets belet de algemeene begrooting en de afzonderlijke begrootingen voor elk ondergouvernement te doen opmaken in Afrika. Niets belet dat plaatselijke groepeerings tot stand komen om hunne gemeenschappelijke belangen te beheeren met 's Rijks toelagen. Niets belet de handelaars en de kolonisten te laten deel nemen aan de werking van het bestuur door ze te vereenigen in korpsen die zouden geraadpleegd worden betreffende het algemeen, gewestelijk of plaatselijk bestuur.

Geen enkele wet verzet er zich tegen, dat men dien weg zou opgaan, doch het hoofdbestuur is te tuk op zijn gezag om er krachtdadig toe te besluiten wanneer de omstandigheden het veroorloven ⁽²⁾. Het overvleugelt het Afrikaansch bestuur derwijze dat het de zending ervan niet meer beseft. Het doet nog aan centralisatie zelfs bij het uitvaardigen van decentralisatiemaatregelen. Deze centralisatiegeest is inzonderheid gebleken bij de regeling van het ondergouvernement van Katanga, bij het opmaken van het persoonlijk statuut en bij het tot stand brengen van den landbouwdienst.

*
* *

In Katanga werd een stap gedaan naar de centralisatie door het oprichten van eene algemeene onderregeering met opdracht van de wetgevende macht; doch men is halfweg gebleven.

Waartoe dient eene afzonderlijke instelling, indien zij het gemeenschappelijk belang niet doet uitschijnen, indien zij den ondernemingsgeest van de plaatselijke regeering niet bevordert door dezer verantwoordelijkheidsgevoel uit te breiden, indien zij haar niet belast met het opmaken van hare eigen begrooting?

⁽¹⁾ HENRI ROLIN, *loc. cit.*, bl. 104-106.

⁽²⁾ H. SPEYER, koloniale raadsheer, *La décentralisation de la loi coloniale. Le mouvement géographique*, 3 December 1911.

't Is door de begrooting dat de bedrijvigheid eener regeering zich vertoont. Hij, die ze opmaakt, vertolkt in de door eene toelichting opgehelderde cijfers der uitgaven en der ontvangsten zijn bestuursbeheer, zijne economische werking, alsmede de bekomen uitslagen. Hij heeft er belang bij, de nuttelooze uitgaven daaruit te weren, eene doelmatige medewerking te bekomen van zijn personeel en elke oorzaak van tekort te bestrijden.

Door aan de Regeering van Katanga eene afzonderlijke begrooting te weigeren, stelt men ze gelijk met een eenvoudig district, waarvan het beheer onmerkbaar is in het onmetelijk geheel en dat, benevens de bevelen uit Europa, de gansch opgemaakte begrootingen, alsmede voorgoed benoemde ambtenaren ontvangt. De zelfstandigheid van het bestuur bestaat veeleer in schijn dan in werkelijkheid.

*
* *

De centralisatiegeest deed zich nog krachtiger voor bij het opmaken van het statuut der ambtenaren, dat het gezag in Afrika erg gefnuikt heeft.

Gemaakt naar het statuut der oude landen die, zonder te groote bezwaren, de ambtenaren kunnen benoemen zonder proeftijd en hen met stillen, doch zekeren tred laten voortgaan naar de geregelde verhoogingen en de pensioenen, levert het statuut der ambtenaren het gevaar op, Congo te bevolken met ambtenaren die slecht passen voor hunne ambten en zich bekommeren noch over de overheid noch over hunne beschavingszending.

De keuze van ambtenaren in de Europeesche landen kan gegrond zijn op den uitslag der daartoe gerichte studiën.

De keuze van den kolonialen ambtenaar is hierop niet gegrond; de koloniale studiën zijn weinig uitgebreid; daarenboven kan men over den ambtenaar alleen dan oordeelen wanneer hij aan 't werk is in zijne nieuwe omgeving waar klimaat, bevolking, het gansche leven teenemaal verschillen van de omgeving in Europa. Hier past het spreekwoord : Aan het werk kent men den man.

Men begaat eene hoofdzakelijke dwaling door de gewone beambten bestendig te benoemen vóór om 't even welken proeftijd in Afrika.

In al de koloniale landen bestaat er ofwel een betaalde proeftijd zooals in Indië, ofwel de tijdelijke benoeming welke moet bekrachtigd worden na proefneming ter plaatse, zooals in Fransch Midden-Afrika en in Nederlandsch Indië.

Overal ook doet de plaatselijke regeering de voordracht of komt ze tussen bij de definitieve benoeming.

Welken invloed kan de ondergouverneur-generaal hebben op beambten aan wier benoeming hij vreemd is en die krachtens het statuut pagenoeg onafhankelijk zijn van hem? De prikkel kan bestaan bij uitgelezen mannen, bij hen die zich bewust zijn van hunne beschavingszending en bij hen die kunnen hopen eens tot de hoogste betrekkingen benoemd te worden. Maar hij

de gewone beampten bestaat de prikkel des te minder daar men, ten gevolge van de maximum-wedde bij elken graad, de vergelding niet naar de verdiensten kan regelen.

In elke private koloniale onderneming zorgt men er voor, in de eerste plaats, de beste beampten te benoemen en hun ijver in te planten; men benoemt slechts mits proeftijd; men regelt de jaarwedden naar de verdienste; men maakt de beampten tot deelnemers in de onderneming; in de plantages betaalt men premiën naar de opbrengst; men betaalt op stuk, per dag, per uur.

Wellicht kan het bestuur in het Moederland al de handelingen der private ondernemingen niet navolgen; echter, door het voorbeeld van al de koloniale landen over 't hoofd te zien, had dit bestuur het ongelijk elken waarborg af te schaffen en te werk te gaan alsof het volkstrekt zekere toestanden gold; gansch de inrichting in Afrika ondergaat den ontzenuwenden invloed daarvan en logischer wijze moet het getal beampten toenemen met de lamdigheid.

Men houdt niet genoeg rekening, naar het schijnt, met de verandering die in Congo tot stand kwam en eene andere bestuurswijze vergt.

Een tijd lang heeft alleen het leger het personeel der Kolonie geleverd, en men kan den heldentijd der inbezitneming niet gedenken zonder de hoedanigheden te bewonderen, waarvan blijk werd gegeven door onze soldaten in hunne nagenoeg bovenmenschenlijke taak. De krachtdadigheid, het plichtbesef, de opoffering, de dapperheid, de volharding, de berekende of gepaste toegevendheid, al die hoedanigheden stelden hen in staat, het door 's Konings vernuft uitgedachte plan uit te voeren en eene wereldstreek te onttrekken aan den gruwelijken slavenhandel, aan verwoede oorlogen en aan de menscheneterij. De verhevenheid van het doel was voldoende om de krachtsinspanning van den militair te staven; de wijze van vergelding was van minder belang.

Doch op het militaire tijdperk volgde het economische tijdperk, waar het burgerlijk bestuur moet plaats nemen benevens het militaire bestuur. Voor beide bestaan niet dezelfde vereischten; en, alhoewel de ondervinding ons het buitengewoon vernuft onzer militaire kolonisten aantoonde, volstaat het niet, goed soldaat te zijn om degelijk te kunnen besturen. Daartoe is niet alleen eene bijzondere opleiding, maar ook eene bijzondere vergelding noodig.

In het bestuursleven kent de beampte over 't algemeen noch roemrijke daden noch glorie; hij wordt een eenvoudig raderwerk van eene machtig groote machine en hij vergeet de waarde van zijne medewerking aan het gezamenlijk koloniaal werk, zoo hij niet ingelicht werd door eene bijzondere voorbereiding en niet is aangemoedigd door eene bezoldiging naar evenredigheid van zijne verdienste.

Daarom ook zou men moeten wijzigen het statuut der ambtenaren dat, voor de benoeming, hoegenaamd niet in aanmerking neemt de geschiktheid van den beampte voor zijne nieuwe omgeving, dat hem onttrekt aan het

gezag der plaatselijke regeering en hem blootstelt aan de lamlendigheid van een automatische administratieve loopbaan. Daarom ook zou men, naar het voorbeeld der groote koloniale landen, het koloniaal onderwijs merkkelijk moeten uitbreiden ten einde militaire of burgerlijke beambten op te leiden, beter ingelicht over hunne economische zending en in hun eigen oogen verheven door de gewichtigheid van hunne beschavingszending.

*
*
*

De strekking om van verre te besturen is eveneens gebleken bij de oprichting van een algemeen bestuur voor landbouw, dat moet bestaan uit 26 beambten.

Is er een bedrijf dat men ter plaatse moet uitoefenen en het onmogelijk is van verre te besturen, dan is het wel het landbouwbedrijf; het steunt op achtereenvolgende proefnemingen, hangt hoofdzakelijk af van de omgeving waarin het moet waargenomen worden, is een onafgebroken strijd tegen allerlei onvoorziene gevallen toe te schrijven hetzij aan den grond, hetzij aan het klimaat, hetzij aan de ziekten van planten en dieren.

Daarom ook hebben al de groote koloniale landen hun technisch personeel in de koloniën en daar worden opgeleid de practische mannen die den landbouw doen vooruitgaan.

Onze eigen ondervinding is ons eene leerschool. Het verslag der Regeering toont ons de bedrijvigheid aan van den heer Leplae, algemeen bestuurder van den landbouw te Brussel, wiens wetenschap en beslistheid algemeen gekend is. Wat had hij kunnen verwezenlijken, moest hij in Europa gebleven zijn? Alleen door zich ter plaatse te begeven, kon hij den stoot geven aan den landbouw in de Kolonie.

De zending Leplae is een wezenlijke vooruitgang. Zij besliste proefboerderijen op te richten met proefdiensten voor kolonisten wier reis en onderhoud gedurende één maand betaald worden door de Kolonie en die dus kunnen kennis maken met hunne nieuwe omgeving, met den grond en met de bevolking. Doch de proef heeft pas een aanvang genomen en kan enkel met goed gevolg genomen worden door een ter plaatse ingerichten technischen dienst.

Ziehier wat een vreemde consul zegde betreffende den landbouw in Katanga ⁽¹⁾:

« Maar tegenover al die voordeelen dient ook te worden vastgesteld dat » men door het vestigen van landbouwondernemingen in Katanga een sprong » in den duister doet. Op geen enkel precedent kan men wijzen. De » prijzen, voor den grond gevraagd, zijn overdreven en er zijn geen land- » bouwwetten. Katanga zal ongetwijfeld aangetast worden door de plagen » die al de landbouwondernemingen ter wereld aantasten; doch op dat

⁽¹⁾ *Mouvement géographique*, 10 October. Verslag van den consul Beak.

» gebied heeft de wetenschap nog geen ervaring opgedaan; geen enkele
 » ziekte werd bestudeerd; met de gewassen werden nog geen proeven
 » genomen ! »

Aan den plaatselijken technischen dienst is de taak toevertrouwd, die proeven te nemen en de uitslagen ervan aan te teekenen; dat kan niet op verren afstand gedaan worden. Elke streek heeft een bijzonder vereischte en de algemeene wetenschap der landbouwkunde moet er op toegepast worden. Een vooruitgang op landbouwgebied is er alleen dan verwezenlijkt wanneer men heeft bevonden en overwonnen de bezwaren, noodzakelijkerwijs verbonden aan elke proefteelt en proefbeplanting; en de taak van den technischen dienst bestaat niet in het aanwijzen van de proefnemingen, maar daaraan zijne theoretische en practische bevoegdheid te verleen; gaat men die na van verre, dan moet men ze gestadig herbeginnen; men oordeelt naar gegevens welke de pen niet kan vertolken, terwijl men met eigen oogen moet oordeelen om eene zekere en vaste meening te vellen.

Dat beseft de heer Leplae heel goed; hij is ter plaatse gegaan om het bedrijf een aanvang te doen nemen; en daar zijne talrijke bezigheden hem onlangs deden terugkeeren naar Europa, waar hij overigens zijn officieel ambt waarneemt, besloot hij, naar Afrika reeds met Februari aanstaande terug te keeren om er zijne tijdelijk onderbroken taak voort te zetten.

*
* *

Het stelsel van het bestuur op verren afstand moet vervangen worden door het bestuur ter plaatse. In de bestuursinrichting in Afrika zal er alleen dan leven zijn, wanneer daaraan meer zelfstandigheid zal verschaft zijn, wanneer zij, in plaats van steeds de voorschriften uit het Moederland af te wachten, vrij en uit eigen beweging zal kunnen optreden binnen den kring der algemeene beginselen.

Afrika moet zijn gouverneur-generaal hebben, die zelf zijne algemeene begrooting opmaakt betreffende het algemeen beheer, de politieke werking en de groote algemeene belangen van de toerusting.

Dit betreffende zelfbestuur dient te worden aangevuld door de gewestelijke en plaatselijke decentralisatie. Boma zoomin als Brussel kan het uitgestrekt grondgebied van Boven-Congo besturen. Het grondbeginsel, in Katanga toegepast, dient te worden uitgebreid tot andere streken met gelijkaardige belangen.

Moesten er in Congo vier of vijf onder-gouvernementen bestaan die op bestuurlijk gebied eene betrekkelijke onafhankelijkheid zouden genieten, en vrij over hun personeel zouden beschikken, dan zou het Afrikaansch bestuur herleven. Men zou een helderder begrip krijgen van de te verrichten taak, de verantwoordelijkheid zou meer uitkomen en initiatief en wilskracht in 't leven roepen; de begrooting zou beveiligd zijn tegen nuttelooze uitgaven en tegen de lasten van eene hinderlijke ambtenarij; meer tastbare uitslagen zouden den ijver aansporen, de centums en de uiteinden

zouden meer met elkander in voeling komen ; al de krachten zouden beter benutigd worden.

Hetzelfde zou gebeuren, indien elke localiteit, waar eene Europeesche bedrijvigheid werd waargenomen, een bestuurlijke groep kon vormen, die met de medewerking der Regèering over hare eigen belangen waakt.

In de gansche Kolonie zou de medewerking van handelaars en kolonisten moeten aangemoedigd en ingericht worden. Het is de private werkkraft die overal, in Europa zoowel als in de koloniën, rijkdom en voorspoed schept. In de meeste koloniën waren de kamers van koophandel de ziel van den vooruitgang ; dit zou ook in Congo het geval zijn, en de Regèering heeft er alle belang bij, voor de openbare, algemeene, gewestelijke of plaatselijke zending al degenen aan te winnen, die er belang bij hebben haar vruchten te doen afwerpen.

Het laatste verslag van de Commissie tot bescherming der inboorlingen is het beste pleidooi voor het Afrikaansch initiatief. Aldus luidt de stem van Afrika, de stem van de ambtenaren en missionarissen die onder de bevolking leven, die hare behoeften rechtstreeks kennen, die de eerste dwalingen van onze koloniale politiek bemerken en die, zonder ijdele woordenpraal, recht op het middel tot onmiddellijke verwezenlijking afgaan.

Dit verslag is het eerste hoofdstuk van een grootsch maatschappelijk programma waarvan de tenuitvoerlegging zich opdringt om de inboorlingen meer nut te doen halen uit hunnen omgang met de blanken en om hun streven naar hoogere beschaving te vergemakkelijken. Het behandelt de meest kiesche vraagstukken, veelwijverij, huwelijk der inboorlingen, echtbreuk, buitenechtelijk samenwonen, echtscheiding, kinderbescherming, inlandsche hoofden, inboorlingschap, belasting, verwerven van eigendom, strijd tegen de slaapziekte, alcohol, wapens en kruit, spaarkas, enz.

Het is heel iets anders dan de hortende politiek van het Bestuur op afstand : het bewijst dat het oordeel ter plaatse juist is, meer strookt met de toestanden, meer geschikt is om een middel tegen het opkomend kwaad te vinden.

Het Moederland ziet te laat den verkregen uitslag ; het komt te laat om waar 't noodig is, de gedragslijn te wijzigen ; het moet ze verbrijzelen en zoo bekomt men eene wetgeving met horten en stooten.

Zoo er in de Commissie tot bescherming der inboorlingen ook handelaars en kolonisten zitting hadden, die steeds met inboorlingen omgaan en die alle belang hebben bij hunne economische en zedelijke verheffing, dan zou zij de gezaghebbende tolk van de Kolonie worden, het meest bevoegd raadgevend lichaam wiens overredingskracht het land en het bestuur in het Moederland zou verbazen.

Tijdens het onderzoek van de Begrooting door de Middenafdeeling heeft de Minister een ontwerp van wet overgelegd, uitgaande van die gedachten en dat met voldoening zal onthaald worden.

Zoo het Afrikaansch bestuur meer initiatief gehad had, dan zou het vele

ongunstige maatregelen en toestanden verhinderd hebben. Zóó bij voorbeeld de onredelijke wet, die op gelijkvormige wijze de jacht regelde voor streken welke geheel van seizoenen verschillen; de staat van verlatenheid van talrijke plaatsen; het gebrek aan de eenvoudigste maatregelen van gezondheidsregeling, dat talrijke besmettelijke ziekten heeft doen ontstaan en aan vele blanken van Elisabethstad de dood kostte; het reglement van verplichte onvoorzienigheid, dat de agenten dwingt in Afrika hunne gansche wedde te ontvangen, op gevaar af die te verliezen door gebrek aan stoffelijke middelen tot bewaring of door verspilzucht; eindelijk, de abnormale toestand van Katanga. De talrijke karavanes, die de streek doortrokken, hebben hare levensmiddelen uitgeput. De hennen, het klein vee, bijna alles werd verbruikt en de bebouwing werd op menige plaats verwaarloosd. Het huidige gebrek aan levensmiddelen, dat nog toenemen zal, eischt niet alleen dat de Regeering hulp verleene, maar ook dat men de maatregelen tot bescherming van de inlanders invoere, welke in de naburige koloniën bestaan en door een meer zelfstandig bestuur zonder twijfel zouden ingevoerd geweest zijn om den huidige slechten toestand te voorkomen.

Het is hoog tijd daartegen in te gaan. Wellicht zal de Minister het raadzaam achten, het gansche vraagstuk der decentralisatie voor te leggen aan eene studiec ommissie. Vroeger had men de Commissie van onderzoek en haar verslag, buiten allen bestuurlijken invloed opgesteld, was eene veropenbaring. Ware het niet nuttig, eene nieuwe zending in te richten om ter plaatse onze bestuurlijke handelingen na te gaan, waarvan de nuttige gevolgen zoo schraal zijn en de financieele uitkomsten dienen te worden nagegaan? Voor zijne belangrijkheid beheerscht dit vraagstuk de toekomst onzer Kolonie.

B. — KATANGA.

Katanga verschijnt meer en meer in zijn waar licht, naarmate de werken tot zijne ontginning en de opsporingen van den grond en den ondergrond worden voortgezet.

Langzamerhand treedt men uit het onzekere der verzuchtingen en der grenzelooze hoop, die, zonder rekening te houden met de bezwaren eener practische tenuitvoerlegging, allicht droombeelden wekken en ontgoocheling voorbereiden. Men staat thans tegenover feiten en allerzijds wordt men weerhouden door het ingewikkelde van het koloniaal vraagstuk, waarvan de oplossing minder bevorderd wordt door geestdriftige beschrijvingen dan door stellige proefnemingen. Men ziet de misslagen in van het aanvangstijdperk en men wordt zich deze eenvoudige waarheid bewust, dat voor al de economische dwalingen vroeg of laat moet geboet worden.

De Onafhankelijke Congostaat stond uitgestrekte mijnbekkens af aan eene enkele vreemde vennootschap, liet tevens zijn maatschappelijk aandeel tot op 19 t. h. vallen en vergde van den concessiehouder geen mijncijns.

Hij stond het derde van geheel Katanga in vollen eigendom af; daarenboven werd na onduidelijke overeenkomsten afgezien van de verplichting, voortvloeiende uit deze grondvergunning en bestaande in eene financiële medewerking van den concessiehouder in het koloniaal werk.

De Kolonie is aldus beroofd van een groot deel der rijkdommen die haar in staat moesten stellen, de lasten van haar bestuur te dragen; en zij alleen dekt al de uitgaven van eene onderneming die voordeel oplevert aan de Katanga-Maatschappij.

Den toestand van Katanga zullen wij achtereenvolgens onderzoeken in opzicht van bestuur, mijnen en landbouw.

1^o Bestuur.

Langzamerhand komt men tot een normalen toestand. De politieke en bestuurlijke tweevoudigheid is verdwenen.

Het Bijzonder Comité heeft, verleden jaar, de opdracht van de bestuurlijke macht verloren, die het tot een staatkundige instelling maakte. Het was eene inrichting geworden tot beheer van onroerende goederen, die in vollen eigendom over den geheelen grond en den geheelen ondergrond van Katanga beschikte. Men beseft licht welke hinderpaal voor het openbaar bestuur de aanwezigheid van een eigenaar was, die zijn recht over het geheele grondgebied deed gelden.

Het samenbestaan van twee verschillende instellingen kon slechts wrijvingen en verlamming teweegbrengen. Hunne werking diende gelijken tred te houden en de Regeering heeft het middel aangewend, waarop gewezen werd bij de behandeling der begrooting, namelijk den ondergouverneur-generaal te belasten met de opdracht, het grondbeheer van het Bijzonder Comité waar te nemen.

De ondergouverneur-generaal, die reeds de opdracht van de wetgevende macht ontvangen had, oefent aldus al de machten uit, die noodzakelijk in ééne hand dienen vereenigd te worden om de eenheid en de vrijheid van handelen in de nieuwe landen te vrijwaren.

Ongelukkiglijk zijn, in den loop van die wijzigingen, de financiële belangen van de Kolonie achteruitgegaan; de schadelijke aard van dien achteruitgang zal des te klaarder blijken in de toekomst en verdient dat wij er andermaal de aandacht der Kamer op vestigen.

2° Mijnen.

De Beurs heeft zich veel beziggehouden met de mijnbelangen der Kolonie. Zij heeft de waarden beurtelings doen stijgen en dalen en aldus hoop op ontgoocheling bij de aandeelhouders verwekt, zoodat veler belangen geschaad werden. Dit schouwspel is geschikt om de openbare meening te ontroeren en de genegenheid voor de koloniale zaken eene zware proef te doen ondergaan.

Voor België ware het een groot gevaar, zoo het publiek eens moest gelooven, dat de Kolonie, in stede van een ernstig arbeidsveld te zijn, een agioveld wordt. Het peil zijner zedelijkheid zou gevaar loopen te dalen, zoo de wilde stroomingen der financieezee het zouden aanzetten, zijne toekomst te zoeken niet in een voortdurend en regelmatig streven, maar in de voordeelen der speculeering.

Al de groote koloniale ondernemingen hebben de gevaren gekend van het beursspel; maar het is mogelijk dat het gevaar in Congo werd verhoogd door het aanvankelijk stelsel der groote mijnvergunningen.

De monopolieën verminderen over 't algemeen de bemoeiing der openbare machten, die zij trachten te vereenigen, en zij sluiten feitelijk elke mededinging uit, die een uitstekend middel tot toezicht is. Zij oefenen op de geesten eene gemakkelijke betoovering uit, die als uitslagen der nijverheid datgene beschouwt wat slechts een overgangsstof voor de nijverheid is. Het droomen valt den mensch zoo licht en er is zoo weinig noodig om het te verwekken!

De groote vergunningen zijn nog een hinderpaal voor den economischen vooruitgang van het land.

Zoo verschillende groepeerings de rijkdommen van den ondergrond elkaar betwisten, zou elke groep hare eigene werkkraacht bijbrengen; zij zouden meer centrum van economische bedrijvigheid doen ontstaan; zij zouden

er geen belang bij hebben, zooals de maatschappijen met monopolie, groote reserves op te hoopen; door het alom verspreiden harer ondernemingen zouden zij de verschillende handelsovereenkomsten doen sluiten, die de ontwaking van eene streek kenmerken.

Zijnerzijds zou de Staat gemakkelijker zijne zending kunnen vervullen; hij zou in de algemeene opbrengst der belastingen de noodige middelen vinden tot inrichting zijner diensten en hij zou aldus een toezicht kunnen uitoefenen, dat nuttig kan zijn voor de kennis van den waren toestand.

In zijn verslag over het dienstjaar 1910 schrijft de secretaris van het Departement van Binnenlandsche Zaken der Vereenigde Staten de snelle ontwikkeling van zijn land toe aan de vrijheid van opsporing en aankoop van gronden. De ondervinding, in tegenovergestelden zin in Katanga opgedaan, staft deze bewering.

Welk is de juiste toestand der mijnen in Katanga? Juiste inlichtingen ontbreken over hoofdzakelijke punten. De rijkdom der koper- en tinmijnen schijnt niet te worden betwist; maar welke zijn de economische vereischten der ontginning? Kan de Afrikaansche steenkool coke leveren? Zullen er arbeiders genoeg zijn? Welke zal de prijs van de voortbrenging en den uitvoer van het metaal zijn? Zal de vraag naar bandenarbeiders den landbouw niet verlammen?

Men ziet in dat al die vragen niet op één dag kunnen worden opgelost; maar toch behoort het, dat het land eenige punten van het vraagstuk kenne.

De beheerraad der *Union minière* heeft de grondslagen van het vraagstuk uiteengezet in de vergadering van 4 December. Vóór de bekendmaking van dit verslag hadden wij gemeend aan den Minister de vragen te stellen, die wij hieronder overnemen met de antwoorden.

Vraag.

« Kan de Minister :

» 1^o Melden welke de uitslagen zijn van de opsporingen op mijngebied, die thans in de Kolonie geschieden?

» 2^o Melden welke de uitslagen zijn van de proeven voor behandeling van erts in Katanga?

» 3^o Zeggen in welken zin men in Katanga de ontbrekende arbeiders denkt te vermeêderen? »

Antwoord.

« 1^o Uitslag van de opsporingen op mijngebied : De Regeering bezit over de opsporingswerken voor rekening der Kolonie geene andere inlichtingen dan die voorkomende in het verslag aan de Kamers (bl. 21). Zij vermelden dat goudlegeeringen werden ontdekt tusschen Kilo en de rivier Moto. Het gehalte van die legeeringen werd nog niet bepaald.

» De *Société internationale forestière et minière du Congo* is met de ontginning begonnen van de goudbevattende aanslijkingen en aders in Boven-Tele (verslag aan de Kamers, bl. 21). Zij zal eerlang nieuwe aanvragen indienen tot machtiging om te ontginnen in het Noordergedeelte van hare vergunning.

» Anderdeels heeft zij de ontdekking gemeld van een zeker getal diamanten in het Kasai-District. Zij zet ijverig hare werkzaamheden voort in deze streek, met het doel namelijk diamanthoudende aanslibbingen op te sporen, waarvan de steenen, in de bedding van de rivier gevonden, voortkomen.

» De Spoorwegmaatschappij van Boven-Congo naar de Groote Afrikaansche meren heeft geene andere ontdekkingen aangekondigd dan die in het Verslag aan de Kamers (bl. 21) vermeld staan; deze gebeurden in het Zuidoosten van het district Stanleystad en hebben bekrekking op verschillende legeringen gevormd hetzij door aders goudquartz of door aanslibbingen van goudzand.

» De Spoorwegmaatschappij van Beneden-Congo naar Katanga, die nog van geen enkele ontdekking gewag maakte, zond onlangs eene ernstige zending tot opsporing naar Boven-Kasai.

» Voor Katanga geeft het Bijzonder Comité rekening van den gang der opsporingen. De inlichtingen, op 30 Juni in dit verslag vervat, kunnen als volgt aangevuld worden :

» Vier nieuwe posten uitsluitend voor opsporingen werden aangegeven door de concessiehoudende maatschappijen : twee door de Maatschappij voor mijnopsporingen van Beneden-Katanga, waarvan een aan de Lovoi en de andere ten Noorden van Kiambi; een door de *Société industrielle et minière du Katanga*, op den rechteroever der Lualaba, tusschen de rivier Gule en de rivier Mutenie; een nabij het Tanganikameer door de *Société géologique et minière des industriels et ingénieurs belges*.

» Anderdeels werd de zeven en zeventigste bijzondere toelating tot mijnopsporing afgeleverd op 16 October jongstleden. De groote meerderheid dezer toelatingen werd aangevraagd voor het opsporen van koper. De andere aangiften van ontdekking betreffen vooral tin en ijzer. Er werden ook enkele aangiften gedaan van mangaan, goud, platina, ligniet, enz.

» 2^o Het Mijnverbond van Boven-Katanga heeft de ontginning aangevangen van de kopermijn der Congoster. De fabriek ligt op 12 kilometer van de mijn, aan de Lubumbashi, nabij Elisabethstad.

» De proefnemingen met den Water-Jacket begonnen op 30 Juni jongstleden. Na enkele weifelingen werd van 4 Augustus af de voortbrengst tamelijk regelmatig. Einde Augustus werden dagelijks 150 tot 200 ton naar den oven gevoerd en de dagelijksche voortbrengst bedroeg ongeveer 15 ton koper.

» De gehalte koper bedraagt 97 %.

» Thans is het onmogelijk, vollediger inlichtingen te verstrekken; het onderzoek van de behandeling en de proefnemingen is nog niet geëindigd.

» 3^o Het programma van de Regeering bedraagt eene betere benutting van de plaatselijke werkkrachten en eene vermeerdering van het getal arbeiders door de inrichting van de aanwerving op afstand.

» Er werd voorzien in de ontoereikendheid van het decreet van 17 Augustus 1910 op de arbeidsovereenkomst, door twee wetgevende ordonnantiën die eerlang aan de goedkeuring van den Kolonialen Raad zullen onderworpen worden. De eerste spreekt straffen uit tegen bedrieglijke schendingen van de overeenkomst. De tweede regelt de aanwerving van arbeiders. Het gebrek aan werkkrachten werd verhoogd door den nadeeligen invloed van zekere aanwervers die, door weinig eerlijke handelingen, de werklustige inboorlingen onder hun bedwang houden en ze dan aan de werkgevers tegen overdreven prijzen afstaan. Het storten van eene borgsom geëischt als voorafgaande voorwaarde tot het afleveren van een verlof tot aanwerving zal de minst aanbevelenswaardige lieden uit het gild der aanwervers weren. De inboorling wordt beschermd door de verplichting aan den aanwerver opgelegd, eene naamlijst van de aangeworven arbeiders te doen waarmaken. Het verleiden van werklieden wordt betoeteld. Desnoods zullen andere maatregelen genomen worden tegen de misbruiken der aanwervers.

» De Werkbeurs van Katanga, eene samenwerkende maatschappij in den aard der « Labour bureaux » van Zuid-Afrika tot samentrekking van de aanwervingskantoren en regelmatig verdeelen van zwarte arbeiders, werd heringericht. De nieuwe bestuurder is een dergenen die het best de mannen van Katanga kent en zeer populair is. De Beurs strekt haren werking uit over het gansche grondgebied van den ondergouverneur-generaal en de naburige streken. Acht wervingsdistricten werden gevormd, voorzien elk van een personeel aanwervers die het vertrouwen der inboorlingen trachten te winnen door de inlandsche groepeerings te eerbiedigen. De karavanen zullen bepaalde wegen volgen, waarlangs het bestuur schuilplaatsen zal bouwen en posten van geneeskundig toezicht oprichten.

» Voor de werving op afstand stelt de bestuurder der Beurs voor, een bijkomende vergoeding aan de aangeworvenen uit te keeren en hen op het vak Kongolo-Bukama in overdekte trekschuiten, door stoombooten gesleept, te vervoeren. Hij onderzoekt de zaak ter plaatse en zal nauwkeurige voorstellen doen, die onverwijld zullen aangenomen worden. Zoo, wat te voorzien is, de aanwerving zich uitbreidt tot Stanleystad, dan zal het bestuur een bijzonder tarief onderzoeken voor het vervoeren, per spoor en stoomboot, van de arbeiders zoowel bij de heen- als bij de terugreis.

» De samentrekking van de aanwerving in handen van eene aansprakelijke en onder streng toezicht geplaatste instelling zal de handenarbeiders op billijke wijze verdeelen en tevens hun aantal doen stijgen. Ieder kan tot de Werkbeurs toetreden en het verdeelen der aangeworvenen geschiedt volgens eene bij gemeen overleg met de aangeslotenen vastgestelde formule.

» In een verslag, dat onlangs te Brussel toekwam, drukt de bestuurder,

zonder de moeilijkheden zijner taak te willen verbergen, de overtuiging uit dat hij zijn doel zal bereiken en dat eerlang de Beurs aan hare aangesloten en zelfs aan de niet aangesloten bijzonderen een toereikend aantal werklieden zal kunnen leveren. »

3^o Landbouw.

De landbouw moet de grondslag zijn van de economische ontwikkeling van Katanga.

Om hem ingang te doen vinden, volstond het niet, zendingen te sturen, die nauwelijks den grond aanraken en enkel de vraagpunten stellen; de oplossing der vraagpunten moet ter plaatse zelve gebeuren door voortdurende wetenschappelijke en praktische proefnemingen, door het inrichten en uitbreiden van landbouwondernemingen die, door de duizenden bezwaren van den aanvang te overwinnen, stellige uitslagen opleveren, door doorslaande proeven gestaafd.

De taak is zwaar en men begrijpt dat zij, die haar op zich namen, vrijwillig of gedwongen, getracht hebben zich daaraan te onttrekken en den last op de Kolonie te schuiven.

Hier doet zich het verschijnsel weer voor, dat steeds de Kolonie slachtoffer maakt van hare vereeniging met private belangen, en wij behoeven er een oogenblik bij stil te houden om op de daling van hare rechten te wijzen.

Wij zullen de verplichtingen der deelgenooten bondig in herinnering brengen, vervolgens de wijze nagaan waarop zij hunne zending volbrachten; ten slotte, zullen wij de schade, aan de Kolonie berokkend, onderzoeken. Het is de voortzetting van een hoofdstuk begonnen in vroegere verslagen en in de bespreking ter Kamer den 26^e Januari 1911.

In den beginne had de Onafhankelijke Staat begrepen dat, wanneer hij gronden of mijnen afstond, hij aan de concessiehouders den last van de landbouwkoloniseering moest opleggen.

Dat was logisch, want het productief maken van de gronden bevordert de belangen der eigenaars en verschaft levensmiddelen aan het nijverheidspersoneel; het beïnvloedt de arbeidsfactoren, de lichamelijke gezondheid der arbeiders, den prijs van den arbeid.

Men weet dat de Katanga-Maatschappij werd opgericht bij een verdrags-decreet van 12 Maart 1891; haar werd opgedragen eene uitgebreide openbare zending, naar het voorbeeld van de *British South Africa Chartered Co* die een jaar ouder is; en zij ontving voor die bepaalde diensten een derde van geheel Katanga in vollen eigendom.

Van deze verplichtingen stippen wij enkel die betreffende den landbouw aan; zij luidt als volgt :

De Maatschappij heeft ten doel :

1^o Het in bedrijf nemen van ... Katanga ... met het oog op de *kolonisering*, den *landbouw*, den *handel* en de *mijnontginning*.

3° Het oprichten, met *eigen middelen of door bijzondere maatschappijen*, van ondernemingen tot *kolonisering of ontginning van den grond of van den ondergrond* in de ontdekte streek, enz.

Het beheer van de onverdeelde onroerende eigendommen van de Katanga-Maatschappij en de Kolonie werd, bij overeenkomst van 19 Juni 1900, toevertrouwd aan het Bijzonder Comité van Katanga, belast met de ontginning van al de onverdeelde gronden voor gezamenlijke rekening; al de voordeelen, al de winsten, alsmede al de kosten, lasten of verliezen moesten voor twee derden door den Staat en voor een derde door de Katanga-Maatschappij gedragen worden.

De Onafhankelijke Staat kende de belangrijkheid der zending en der kapitalen, bij den aanvang vereischt; bij overeenkomst van 25 Juni 1903 verbond hij zich, al de kosten van de gemeenschappelijke onderneming (hooger dan 1,800,000 frank) te voorschieten; het voorschot moest slechts terugbetaald worden door eene jaarlijksche afhouding van 10 t. h. van de zuivere winsten van het Comité. Dit stelsel van voorschotten wordt, mits wijzigingen, in de Vereenigde Staten toegepast voor de groote bewateringswerken.

De Katanga-Maatschappij was dus vrij van alle financieele zorgen; dat was echter niet genoeg; onrechtstreeks werd zij nog ontlast, doordien op de Kolonie alleen werden overgedragen de uitgaven van het Bijzonder Comité, die door de Katanga-Maatschappij moesten bestreden worden voor een derde.

Plotseling, ten gevolge van het koninklijk besluit van 22 Maart 1910, dat een einde maakte aan de opdracht van de uitvoerende macht, herneemt de Kolonie ten haren laste, zonder vergoeding, de kosten die tot dan door het Bijzonder Comité werden gedragen en in 1909 meer dan 1,200,000 frank bedroegen; het was een geschenk dat, hernieuwd voor elk der 79 jaren van het bestaan van het Bijzonder Comité, 96 millioen frank bedroeg en, voor de Katanga-Maatschappij, 32 millioen frank.

Op dezen toestand werd reeds gewezen in het verslag der Middenafdeeling over de Koloniale Begroting voor 1911, doch daar de bespreking in de Kamer, den 26ⁿ Januari 1911, geen voldoende rechtvaardiging bijbracht, zoo werd aan den Minister van Koloniën gevraagd of hij de overeenkomst niet kon mededeelen, krachtens welke de lasten van de Kolonie in zulke belangrijke mate verzwaard werden; uit onderstaande antwoord blijkt dat er geene overeenkomst bestond.

Aldus is de conventionele toestand in Katanga voor den afstand van gronden en de verdeling der lasten — toestand die door de betrokken partijen in hare begrotingen werkelijk geëerbiedigd werd — plotseling veranderd zonder geschreven overeenkomst en zonder tusschenkomst van den Kolonialen Raad en van de Kamers.

Kortom, men komt tot dit besluit dat men, zonder nieuwe akte, eene conventionele vereeniging heeft vervangen door eene nieuwe; men heeft eene

normale vereeniging van exploitatie eener onroerende onverdeeldheid op gemeenschappelijke kosten vervangen door eene abnormale vereeniging, waarbij de lasten worden gedragen door één deelgenoot en de winsten onder beiden verdeeld.

Bij de behandeling der begrooting in Januari 1911 heeft de Minister, na te hebben gezegd dat hij de gelegenheid zou vinden om vergelding te vragen, het omwerpen van den toestand gebillijkt door twee beschouwingen van betwistbare waarde. Hij beriep zich op den afstand, door het Bijzonder Comiteit, van zijn uitsluitend recht op den oogst der domaniaale voortbrengselen; doch dit recht was betwistbaar en moest, in elk geval, verdwijnen in het belang zelf van het productief maken van Katanga, waarin het Bijzonder Comiteit een deel heeft. Hij zegde ook dat het Bijzonder Comiteit moest ontslagen worden van al de bestuurslasten en dat men aldus de overeenkomst kan terugbrengen tot haar eersten vorm, zooals blijkt uit het decreet-overeenkomst van 12 Maart 1891.

De dwaling van deze redeneering wordt klaarblijkelijk, wanneer men de bewoordingen nagaat van het verdrag-decreet dat wij pas mededeelden en dat, behalve de bestuurszending der Katanga-Maatschappij, haar tot doel en reden van bestaan gaf het productief maken der concessie op het gebied van land- en mijnbouw.

Wij zullen hier alleen van de landbouwontginning spreken. Zij werd ingegeven door het belang van het Bijzonder Comiteit en tevens door zijne verplichting; in de uitgaven van de begrooting van het Bijzonder Comiteit in 1909 was zij vertegenwoordigd door een krediet van fr. 706,703.98, luidende als volgt in hoofdstuk II, als ondertitel van den Dienst der gewesten : « *Landbouwbestuur en Landbouwdienst* », 3 gewestoversten, 42 agenten, negerarbeiders. (Verslag Begrooting Belgisch-Congo voor 1911, bl. 62.)

In de Begrooting voor 1912 komt geen enkel landbouwartikel meer voor. Het Bijzonder Comiteit ziet af van de landbouwontginning, welke zijn eerste maatschappelijk doel was; het kondigt aan, in zijne verslagen en zijne vermoedelijke uitgaven voor 1911 (idem, bl. 64), dat het aan de Kolonie afstaat de hoeven van Lukonzolma, van Moliro en Kayoyo, die hem verplichtten tot uitgaven.

Het Bijzonder Comiteit neemt hoegenaamd geen deel meer in de landbouwontginning van Katanga; dien last droeg het over op de Kolonie. Waarom? Niet omdat de taak aan zijne plichten vreemd is, maar omdat de aanvaarde plichten aanleiding geven tot lasten. In de Begrooting van het Bijzonder Comiteit doet zich zóó slechts een streven voor : de hooge hand te hebben bij den verkoop van gronden en het verleenen van concessiën!

Het Bijzonder Comiteit was eene instelling van economische werking; het wordt eene instelling van verkoop en ontvangst. Bijna al de lasten, zonder nieuwe overeenkomst, worden op de Kolonie overgedragen.

Deze toestand moest aan de Kamer bekendgemaakt worden; hij kan van grooten financieelen invloed zijn op de toekomst der Kolonie.

*
* * *

Om te begrijpen welke moeilijkheid is verbonden aan de landbouw-ontginning alleen ten bate van het Bijzonder Comité, moet men weten in welken toestand zich bevindt de onverdeeldheid van den grond waarvan het beheer aan de Kolonie is overgedragen.

Hij werd toegelicht door den Minister in den Kolonialen Raad den 4^e November 1911 met het doel de uitbreiding te billijken van de grondconcessiën der *Compagnie foncière, agricole et pastorale*, waarvan de bedrijvigheid voordeelig en nuttig is. Men moest de redenen wel opgeven, waarom men de op 18 Januari 1910 verleende concessie van 75,000 hectaren moest verdubbelen; uit die redenen, voorzien en gegrond, blijkt hoe men den landbouwdienst in Katanga uit het oog had verloren.

« Zonder pessimist te zijn, zegde de Minister, stelt hoogleeraar Frateur » (afgevaardigd door de *Société foncière* tot toezicht en onderzoek) vast dat » de landbouwtoestanden in Katanga thans niet ongunstig zijn, alhoewel » deze nog in den natuurstaat verkeert. De eerste landelijke eigenaars zullen » tot kostelijke proefnemingen moeten overgaan en groote moeilijkheden » moeten overwinnen; de gronden zijn vruchtbaar in de valleien, maar » de arbeiders zijn schaarsch, de ontginning is zeer moeilijk, de tse-tse is » een bestendig gevaar voor de kudden. Er is geen zwaar vee, het kleine » vee is schaarsch. De dieren zullen uit het Zuiden mits groote kosten » ingevoerd moeten worden en de waarde daarvan zal afnemen door zich » aan het klimaat te wennen. De natuurlijke weilanden zijn niet rijk, men » begroot op 15 hectaren de oppervlakte vereischt voor de voeding van » een dier. »

De *Compagnie foncière* stelt daarbij vast dat zij, ondanks de toelagen, 2,000 frank per nieuwen kolonist verliest en dat de kolonist gemakkelijk aangetrokken wordt door de nijverheid.

De bevindingen gedaan door den Minister brengen hem tot het volgende voorzien besluit: « De Maatschappij is onder de tegenwoordige omstan- » digheden niet leefbaar. De overeenkomst van 18 Januari 1910 werd » gesloten, wanneer men niets kende van Katanga. »

Het is niet van belang onthloot, vast te stellen hoozeer de toelichtingen verschillen naar gelang dat het geldt een zuiver bestuurlijk bescheid of een privaat bescheid tot staving eener aanvraag. Het optimisme maakt plaats voor meer stellige bevindingen, die door hunne oprechtheid een scherper licht werpen op de toestanden. Dat is een niet te loochenen vooruitgang; een heldere blik op den toestand is nuttiger voor de Kolonie dan blinde geestdrift; hij is onontbeerlijk voor de werken die lang duren; hij voorbereidt de toekomst door het ingeven van methodische oplossingen.

Wij hebben het verslag van een vreemden consul, die wijst op het volstrekt gebrek aan proefondervindelijke gegevens betreffende den landbouw en de veeteelt in Katanga, reeds aangehaald.

De zending Leplae is, met de ondeneming der *Compagnie foncière*, de eerste ernstige poging, in Katanga gedaan op landbouwgebied; zij zal echter onvruchtbaar zijn, zoo zij niet gesteund wordt door een bevoegde plaatselijke instelling die zich vereenzelvigt met de ontwaking van den landbouw dezer streek.

De Kolonie heeft de boerderijen van het Bijzonder Comité en van de *Union foncière* overgenomen. Men kan zich afvragen of deze overneming geene dwaling is in financieel en economisch opzicht.

Wij weten dat de proefboerderijen, evenals de kruidtuinen of de openbare laboratoria, veel kosten; het zou volstaan hunne nijverheidsbalans voor te leggen om de belangrijkheid der uit dien hoofde gedane uitgaven te doen uitschijnen. De Kolonie, al moest ze die zelfs kosteloos overnemen, vindt er geen geschenk bij, maar wel een last.

In economisch opzicht is de overneming niet gunstig. Zij kan de meening vestigen, dat een bestuur bedrijvig is; doch zij brengt geen nieuwen economischen factor bij. Integendeel, zij verzwakt een reeds bestaanden factor.

De gansche werking van de Regering moet inderdaad strekken om het private streven zooveel mogelijk te doen samengaan met zijne beschavingszending. Hoe meer private personen en private groepeeringsen er zullen optreden om zich toe te leggen op het landbouwbedrijf, hoe meer medewerkers en leerrijke ondervinding men zal verwerven. De technische dienst van den Staat heeft er belang bij, niet ze af te schaffen, maar ze door zijne raadgevingen en zijne toelagen aan te moedigen.

Deze politiek, strekkende tot bevordering van het privaat initiatief, werd door het koloniaal bestuur gehuldigd in overleg met de *Compagnie foncière*; zij helpt deze maatschappij tot stand komen en bevordert hare ontwikkeling door middel van toelagen en bijconcessiën.

Waarom onttrekt men het Bijzonder Comité aan de zending op landbouwgebied, welke hem werd aangewezen door zijne belangen en zijne verplichtingen? Dit gebrek aan samenhang is nadeelig aan de geldelijke en economische belangen der Kolonie.

Welke zal, in de toekomst, de financieele last zijn, geveerd tot de landbouwvestiging welke de Kolonie schijnt te willen voortzetten op eigen krachten zonder de medewerking van de voornaamste belanghebbenden? Hierover kan men zich een gedacht vormen, wanneer men de cijfers der Begrooting voor 1912 nagaat.

Behalve het krediet van 1,165,751 frank, op de Gewone Begrooting uitgetrokken voor den landbouw in het algemeen, en het krediet van 1,890,300 frank, op de Buitengewone Begrooting uitgetrokken voor het oprichten van landbouw- en veekweekcentrums welke vooral Katanga aangaan, is er nog op dezelfde begrooting uitgetrokken het krediet van 3,750,000 frank als vestigingsfonds.

Moet de Kolonie alléén op zich nemen de overgroote lasten van landbouwonbeginning, welke het maatschappelijk doel uitmaakte der Katanga-

Maatschappij en waardoor gedeeltelijk werd gerechtvaardigd de toekenning, in vollen eigendom, van een derde van Katanga? Wij zijn overtuigd dat de Minister dit vraagstuk opnieuw zal doen onderzoeken.

*
* *

Wij vroegen aan den heer Minister mededeeling van de rekeningen van het Bijzonder Comité voor 1910 en van zijne Begrooting voor 1912; uit deze door ons overgenomen stukken, welke de stukken aanvullen, die zijn opgenomen in het verslag over de begrooting van het vorig dienstjaar, blijkt, buiten de bovengemelde conclusies, dat in de Rekening voor 1910 ook voorkwam voor het bestuur en den dienst van den landbouw een krediet dat reeds fr. 545,055.79 minder bedroeg dan het krediet voor 1909; uit gezegde stukken blijkt eveneens dat op de Begrooting voor 1912 uit dien hoofde geen krediet meer wordt uitgetrokken, maar wel dat daarin voorkomen terugbetalingen door de Kolonie voor afgeschafte diensten.

Wij deelen de vragen en tevens de antwoorden mee.

Eerste vraag.

« Zou de heer Minister aan de Middenafdeeling kunnen mededeelen de Begrooting van het Bijzonder Comité voor het nieuwe dienstjaar 1912, alsmede de rekening van het verlopen dienstjaar? »

» Wenschelijk is het dat bij de Begrooting worden gevoegd de toelichtingen, inzonderheid de omstandige opgave der jaarwedden, zooals dat wordt gedaan voor de begrotingen in België. »

Antwoord.

« Hieronder volgt het afschrift van twee brieven van het Bijzonder Comité van Katanga : in den eersten, gedagteekend 24 Augustus 1911, komt eene toegelichte tabel voor van de uitgetrokken uitgaven en ontvangsten voor 1912; de tweede, gedagteekend 17 November van dit jaar, deelt de rekening op 31 December 1910 mee. »

Brussel, den 22ⁿ Augustus 1911.

« *Aan den Minister van Koloniën, te Brussel.*

» HEER MINISTER,

» Ik heb de eer UEd. de ontvangst te melden van den brief n^o 3719, 3^e algemeen bestuur, 4^e bestuur, van 8 Juli jongstleden, en UEd. ter kennis te brengen dat het Bijzonder Comité van Katanga voornemens is geen

krediet aan de Regeering aan te vragen voor het jaar 1912, ter uitvoering van de overeenkomst van 28 Juli 1903.

» Terwijl de vermoedelijke uitgaven voor het eerstkomende dienstjaar 1,128,030 frank bedragen, zullen de geraamde ontvangsten, vermeerderd met de gelden ter Bank op 1 Januari 1912, alsmede met de betalingen welke door de Kolonie aan het Comitéit zullen gedaan worden, 1,188,030 frank bereiken, zijnde de som waarover het Comitéit gedurende het eerstkomende jaar zal beschikken.

» Deze aan het dienstjaar 1912 eigen toestand zal voortspruiten uit de terugbetaling, aan het Comitéit door de Kolonie, van de voorschotten, gedurende het jaar 1910 ten bate der Kolonie in Afrika gedaan, alsmede uit de terugbetaling der uitgaven, in 1910 en 1911 door het Comitéit in België gedaan wegens de aanwerving van een zeker aantal agenten die voor de rekening der Kolonie naar Katanga werden gezonden.

» Hier voeg ik aan toe twee omstandige opgaven van de geraamde uitgaven en ontvangsten voor het jaar 1912.

» Gelief, Heer Minister, de uitdrukking mijner gevoelens van hoogachting te aanvaarden.

» *De Voorzitter,*

» (*Ondert.*) DROOGMANS. »

BIJZONDER COMITÉIT VAN KATANGA.

Vermoedelijke uitgaven voor 1912.

HOOFDBESTUUR.

1 vertegenwoordiger ; 1 adjunct ; 1 secretaris ; 4 ingenieurs : 1 rechtsgeleerde ; 5 landmeters ; 1 boekhouder ; 4 beambten die het Comitéit vertegenwoordigen in verschillende posten voor den verkoop en de verhuring der gronden ; gebeurlijke toeneming van het personeel ; onderhoudskosten van het personeel, met inbegrip van de eerloonen van D^r Polidori, te Elisabethstad ; reisvergoeding aan de beambten en reizen der ingenieurs en landmeters binnen de Kolonie ; 43 Congoleesche koks, boys en arbeiders ; kantoorbehoeften fr. 368,955 »

ZENDINGEN EN WERKEN.

Materieel, meubelen, voorwerpen voor legerplaatsen, waarnemingstoestellen voor de ingenieurs en landmeesters ; schleepshuur, vervoerkosten, invoerrechten 52,400 »

OVER TE BRENGEN. . . fr. 421,355 »

OVERGEBRACHT. . . fr. 421,355 »

BELASTINGEN.

Rechtstreeksche en personeele belastingen 5,000 »

VERZEKERING

der gebouwen in ijzer en in baksteen te Elisabethstad, der
meubelen, der verschillende verzendingen tot Elisabethstad 3,500 »

POSTSTUKKEN EN TELEGRAMMEN.

Verzendingskosten der poststukken en telegrammen. 2,000 »

GEDING RABINECK.

Er wordt geene uitgave voorzien.

LEENINGEN.

Verschuldigde interest voor sommen, aan de Kolonie op
31 December 1911 ontleend 370,000 »

ALLERLEI UITGAVEN.

Onvoorziene uitgaven 5,000 »

ALGEMEENE ONKOSTEN IN EUROPA.

Personeel in Europa, met inbegrip van de jaarwedde en
de vergoeding wegens beheer aan den Voorzitter en aan de
leden van het Comité; huur van een gebouw te Brussel;
kantoorbehoeften. 71,175 »

ONTGINNING VAN KUNDELUNGU-LUALABA.

Vermoedelijke stortingen van fondsen in 1912 . . . 150,000 »

WEGEN.

Werken te Elisabethstad. 100,000 »

TE ZAMEN. 1,128,030 »

Vermoedelijke ontvangsten voor 1912.

Houtslag	fr.	5,000	»
Voorloopige grondbezetting.		2,500	»
Verhuring van gronden.		40,000	»
Verkoop van gronden		155,530	»
Verlof en toelating tot mijnopsporingen		70,000	»
TE ZAMEN.	fr.	273,030	»

waaraan toe te voegen :

1° de terugbetalingen welke aan het Bijzonder Comité van Katanga zullen worden gedaan door de Kolonie volgens inventaris van 31 Augustus 1910, voor de waarde :

der handelswaren in de posten voorhanden	fr.	52,000	»
der klinkende penningen bij de posten in kas		167,000	»
der voorraden, geneesmiddelen, geneeskundige en land- meterswerktuigen.		170,000	»
der colli, aan het koloniaal bestuur overgemaakt na vaststelling der inventarissen op 31 Augustus 1910..		151,000	»
der op weg zijnde colli welke bij hunne ontvangst te Elisabethstad aan de Kolonie zullen worden overge- maakt		75,000	»

2° de gelden van het Bijzonder Comité van Katanga, ter
Bank op 1 Januari 1912 300,000 »

TE ZAMEN. fr. 1,188,030 »

Brussel, den 17^e November 1911.

« Aan den Minister van Koloniën, te Brussel.

» HEER MINISTER,

» Als gevolg op mijnen brief van 14 Augustus jongstleden, n° 497 D,

heb ik de eer UEd. over te maken de rekeningen van het Bijzonder Comité van Katanga voor het dienstjaar 1910.

» Gelief, enz...

» *De Voorzitter,*

» (V. W.) H. DROOGMANS. »

**Uitgaven van het Bijzonder Comité van Katanga betreffende
het dienstjaar 1911.**

HOOFDSTUK I.

HOOFDDIENST.

2 vertegenwoordigers; 1 secretaris; 6 negerarbeiders fr. 70,478 21

HOOFDSTUK II.

GEWESTDIENST.

Bestuur en dienst van den Landbouw.

3 gewesthoofden; 41 agenten; 589 negerarbeiders . . . 545,055 79

HOOFDSTUK III.

POLITIEKORPS.

1 bevelhebber; 3 pelotonsoversten; 11 onderofficieren;
882 negersoldaten; wapens; toerusting 254,906 82

HOOFDSTUK IV.

DIENST DER SCHEEPVAART.

2 kapiteins-werktuigkundigen; 2 negerwerktuigkundigen;
18 negermatrozen; onderhoud der stoombooten 25,122 41

HOOFDSTUK V.

GEZONDHEIDSDIENST.

3 geneesheeren; 11 inlandsche ziekenoppassers; apotheken en gasthuizen 69,643 11

OVER TE BRENGEN. . . fr. 965,206 34

OVERGEBRACHT. . . fr. 965,206 34

HOOFDSTUK VI.

MIJNEN EN GRONDEN.

2 ingenieurs; 3 landmeters; 9 beambten; 29 neger-
arbeiders; waarnemingstuigen en voorwerpen voor leger-
plaatsen 145,209 42

HOOFDSTUK VII.

EEREDIENSTEN.

Hulpgelden aan de missionarissen 4,303 26

HOOFDSTUK VIII.

OPENBARE WERKEN.

Aanleggen van wegen; materialen en gereedschap dien-
nende tot het oprichten en het onderhouden van gebouwen;
meubelen en voorwerpen voor legerplaatsen. 31,595 96

HOOFDSTUK IX.

BELASTINGEN.

Rechtstreeksche en personeele belastingen 12,232 68

HOOFDSTUK X.

VERZEKERINGEN.

Koopwaren, levensmiddelen, geneesmiddelen, enz., in
Afrika voorhanden 1,440 44

HOOFDSTUK XI.

POSTERIJEN ET TELEGRAFEN.

Kosten van verzending van poststukken en telegrammen. 3,824 58

HOOFDSTUK XII.

GEDING RABINECK.

Gerechtskosten 963 34

OVER TE BRENGEN. . . fr. 1,166,775 96

OVERGEBRACHT. . . fr. 1,166,775 96

HOOFDSTUK XIII.

LEENINGEN.

Aan de Kolonie verschuldigde som voor interesten van
ontleende sommen op 31 December 1910 333,138 18

HOOFDSTUK XIV.

ALLERLEI UITGAVEN.

Verschillende in Afrika gedane uitgaven die niet tot deze
hoofdstukken behooren 8,310 07

HOOFDSTUK XV.

ALGEMEENE KOSTEN IN EUROPA 82,198 35

TE ZAMEN. . . fr. 1,590,422 56

Ontvangsten van het Bijzonder Comité van Katanga voor het dienstjaar 1910.

Verkoop van caoutchouc te Antwerpen fr.	210,215 20
Verkoop van ivoor te Antwerpen	13,831 29
Zoutwinning in Afrika	9,711 74
Verkoop en verhuring van gronden	268,014 01
Mijnontvangsten	37,000 »
Verhuring van gebouwen	2,480 70
Houtslag	9,186 72

BEDRAG DER ONTVANGSTEN. fr. 550,439 66

Bedrag der uitgaven 1,590,422 56

Bedrag der ontvangsten 550,439 66

VERSCHIL. fr. 1,039,982 90

De door de Kolonie in 1910 toegestane leening bedraagt 2,050,000 frank.
Deze som overschrijdt die van fr. 1,039,982.90 (verschil van de uitgaven
op de ontvangsten), omdat aan de uitgaven, uitsluitend uitgaande van het

Comiteit, moeten worden toegevoegd diegene gedaan voor rekening van de Kolonie, tot aanwerving van beambten en wegens de voorschotten in Afrika, alsmede de waarde der levensmiddelen, der koopwaren en verschillende zaken, in 1910 door het Comiteit aangekocht en aan de Kolonie afgestaan te rekenen van 1 September 1910.

Deze uitgaven zijn eenigerwijs slechts voorschotten, door het Comiteit aan de Kolonie uitgekeerd, voorschotten welke thans worden terugbetaald.

2^e Vraag.

« Zou de Minister aan de Middenafdeeling willen mededeelen de overeenkomst met het Bijzonder Comiteit, krachtens welke de Kolonie op zich neemt schier al de lasten die eertijds ten laste van het Bijzonder Comiteit waren, overeenkomst welke schijnt aanleiding te hebben gegeven tot de terugbetalingen, in 1910 en 1911 door de Kolonie aan het Bijzonder Comiteit gedaan?

» Zou hij het bedrag dier terugbetalingen willen opgeven?

» Zou hij willen zeggen welke financiële gevolgen deze overeenkomst voor de Kolonie zal hebben te rekenen van 1912 af en in welke mate zij waarschijnlijk de volgende begrotingen zal beïnvloeden; daartoe zou het noodig zijn, de Begroting van 1912 te vergelijken met de Begroting welke aan de eerste toepassing der overeenkomst voorafgaat.

» Zou hij inzonderheid willen doen kennen op welke grondslagen en op welke redenen deze overeenkomst steunt? »

Antwoord.

« Het is ons onbekend, welke overeenkomst door de vraag wordt bedoeld. Het decreet van 22 Maart 1910 stelde, naar luid van artikel 22 der Koloniale Grondwet, een einde aan de opdracht van het Bijzonder Comiteit van Katanga. Daartoe was geene overeenkomst hoegenaamd noodig. Met het oog op het intrekken der opdracht, waarvan de datum op 1 September 1910 was bepaald, maakte de Kolonie, ten einde de overname voor te bereiden, gebruik van de offervaardigheid van het Bijzonder Comiteit. De bedoelde terugbetalingen, waarvan de aan de Middenafdeeling overgemaakte stukken het bedrag bepalen, werden gedaan om het Comiteit schadeloos te stellen voor zijne voorschotten gedurende dit overgangstijdperk ten bate der Kolonie. Bij de behandeling der Begroting voor 1911 werden de gevolgen van de verandering van regeering uiteengezet en besproken. »

EM. TIBBAUT.

INHOUD.

	Bladz.
I. — Koloniale politiek	1
II. — Financiële toestand	6
1 ^o Geene afzonderlijke rekeningen voor staatsbedrijf	6
2 ^o Geene gewestelijke begrootingen	8
3 ^o Verwarring van de gewone met de buitengewone ontvangsten en uitgaven	8
III. — Buitengewone Begrooting. Bijzonder fonds	12
IV. — Economische uitrusting en toestand	15
BIDLAGE. — Persoonlijke nota	20
A. — Decentralisatie	21
B. — Katanga	31
1 ^o Bestuur	31
2 ^o Mijnen	32
3 ^o Landbouw.	36
